

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203621]

4 AVRIL 2019. — Décret relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement la directive 2015/413/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2015 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière.

Art. 2. Au sens du présent décret, l'on entend par :

1° la loi sur la circulation routière du 16 mars 1968 : la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière;

2° le code de la route : l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

3° le règlement technique : l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité et l'arrêté royal du 10 octobre 1974 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les cyclomoteurs et les motocyclettes ainsi que leurs remorques, ainsi que toute législation de la région relative aux prescriptions techniques des véhicules;

4° le Ministre : le Ministre qui a la sécurité routière dans ses attributions, ou son délégué;

5° le transport exceptionnel : tout déplacement d'un véhicule exceptionnel sur la voie publique;

6° le véhicule exceptionnel : un véhicule automobile, remorque ou train de véhicules tels que définis à l'article 1^{er} du règlement technique qui, par sa construction ou par sa charge indivisible, dépasse les limites de masse ou de dimensions fixées dans le code de la route et le règlement technique;

7° le véhicule accompagnateur : un véhicule avec accompagnateur qui accompagne un véhicule exceptionnel, à l'exception des véhicules des services de police;

8° le convoi : l'ensemble du véhicule exceptionnel et des véhicules accompagnateurs, d'avertissement ou auxiliaires;

9° la charge indivisible : une charge qui ne peut, aux fins de transport par route, être divisée en plusieurs chargements sans frais ou risque de dommages importants et qui ne peut, du fait de ses dimensions ou masse, être transportée par un transport dont les dimensions ou la masse totale sont conformes au code de la route, au règlement technique ou à celles définies par le Gouvernement;

10° l'utilisateur : toute personne physique ou morale qui utilise un véhicule exceptionnel dans le cadre de ses activités;

11° le commissionnaire de transport : toute personne physique ou morale qui, moyennant rémunération, s'engage à effectuer un transport de marchandises et fait exécuter ce transport en son propre nom par des tiers;

12° le commissionnaire-expéditeur : toute personne physique ou morale qui, moyennant rémunération, s'engage à faire transporter des marchandises, en son propre nom mais pour le compte de son commettant, et à exécuter ou à faire exécuter une ou plusieurs opérations connexes à ces transports telles que la réception, la remise à des tiers transporteurs, l'entreposage, l'assurance et le dédouanement;

13° le domaine public régional routier : le domaine public régional routier au sens de l'article 2, alinéa 1^{er}, 1° a), du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques;

14° le gestionnaire : le gestionnaire de la voie publique;

15° la hauteur maximale autorisée : la hauteur maximale autorisée en vertu du règlement technique, du code de la route, du Gouvernement ou des prescriptions de l'autorisation de mise en circulation;

16° la largeur maximale autorisée : la largeur maximale autorisée en vertu du règlement technique, du code de la route, du Gouvernement ou des prescriptions de l'autorisation de mise en circulation;

17° la longueur maximale autorisée : la longueur maximale autorisée en vertu du règlement technique, du code de la route, du Gouvernement ou des prescriptions de l'autorisation de mise en circulation;

18° la masse maximale autorisée sur essieu : la masse maximale autorisée sur essieu par le Gouvernement, en vertu du règlement technique, ou des prescriptions d'une autorisation de mise en circulation;

19° la masse totale autorisée : la masse totale maximale autorisée par le Gouvernement, en vertu du règlement technique, ou par les prescriptions d'une autorisation de mise en circulation;

20° les règles relatives au transport de marchandises dangereuses par route : les règles visées à l'arrêté royal du 28 juin 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par route ou par chemin de fer, à l'exception des matières explosibles et radioactives ou celles déterminées par le Gouvernement;

21° la marchandise dangereuse : une marchandise dangereuse au sens de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (A.D.R.) et ses annexes, signé à Genève 30 septembre 1957 et approuvé par la loi du 10 août 1960;

22° la vitesse maximale autorisée : la vitesse prévue par le code de la route ou par le Gouvernement;

23° le VLL : un véhicule plus long ou plus lourd tel que défini dans le décret du 26 mai 2016 relatif aux trains de véhicules plus longs et plus lourds (VLL ou écocombis) dans le cadre de projets pilotes et ses arrêtés d'exécution;

24° le jour ouvrable : un jour de la semaine en dehors du samedi et du dimanche ou d'un jour férié légal.

CHAPITRE II. — *Les conditions de circulation des véhicules sur la voie publique**Section 1. — Masses et dimensions des véhicules*

Art. 3. Il est interdit, sauf dérogation prévue par le Gouvernement, de se rendre sur la voie publique avec un véhicule :

1° dont la masse sur essieu ou la masse totale excède, sans préjudice de l'application de la tolérance de mesure de l'appareil de pesage, le maximum autorisé par le Gouvernement, le règlement technique, l'autorisation de mise en circulation d'un véhicule exceptionnel, d'un VLL ou de toute autre véhicule ou combinaison de véhicules soumis à une autorisation;

2° chargé dont les dimensions excèdent le maximum autorisé par le Gouvernement, le règlement technique, le code de la route, l'autorisation de mise en circulation d'un véhicule exceptionnel, d'un VLL ou de toute autre véhicule ou combinaison de véhicules soumis à une autorisation.

Section 2. — Le bon état de fonctionnement des véhicules

Art. 4. Il est interdit, sans préjudice des exceptions prévues au règlement technique ou par le Gouvernement, de se rendre sur la voie publique avec un véhicule, appartenant aux catégories déterminées par le Gouvernement, non conforme aux prescriptions du règlement technique ou à celles déterminées par le Gouvernement.

Il est interdit de circuler sans être pourvu d'un certificat de visite du contrôle technique ou de tout autre document prévu par le règlement technique ou déterminé par le Gouvernement si ces documents sont requis pour le véhicule considéré.

Section 3. — L'arrimage et la signalisation du chargement

Art. 5. Il est interdit de se rendre sur la voie publique avec un véhicule, appartenant aux catégories déterminées par le Gouvernement, dont le chargement n'est pas arrimé conformément aux règles de code de la route ou à celles déterminées par le Gouvernement.

Art. 6. Il est interdit, sauf dérogation prévue par le Gouvernement, de se rendre sur la voie publique avec un véhicule, appartenant aux catégories déterminées par le Gouvernement, dont le chargement ne fait pas l'objet d'une signalisation conforme aux règles du code de la route ou à celles déterminées par le Gouvernement.

Section 4. — Le transport de marchandises dangereuses

Art. 7. Il est interdit de se rendre avec un véhicule transportant des matières dangereuses, sur des voies publiques :

1° dont l'accès ne leur est pas autorisé en vertu du code de la route ou par le Gouvernement;

2° en contravention avec les règles relatives au transport de marchandises dangereuses par route.

*Section 5. — Le transport exceptionnel**Sous-section 1. — L'autorisation de mise en circulation*

Art. 8. La mise en circulation d'un véhicule exceptionnel sur la voie publique peut être autorisée sur certains itinéraires par l'obtention d'une autorisation préalable du service désigné par le Gouvernement.

L'autorisation prescrit, notamment, l'itinéraire ou le réseau d'itinéraires à suivre et toutes dispositions à prendre afin :

1° d'assurer la sécurité routière, la fluidité de la circulation et la facilité de la circulation du véhicule exceptionnel;

2° d'empêcher tout dégât à la voie publique, aux ouvrages qui y sont établis et aux propriétés riveraines;

3° d'éviter les impacts négatifs sur les autres usagers et les modes de transports durables.

L'autorisation peut à tout moment être retirée, suspendue ou modifiée en fonction des objectifs visés à l'alinéa 2 ou pour d'autres motifs d'intérêt public sans que le titulaire de l'autorisation puisse prétendre à une indemnisation.

§ 2. L'autorisation et ses annexes éventuelles sont conservées à bord du véhicule exceptionnel pour lequel l'autorisation est délivrée.

Lorsqu'il y a un coordinateur de la circulation, ce dernier conserve les documents visés à l'alinéa 1^{er} à bord de son véhicule accompagnateur.

§ 3. Le gestionnaire peut, préalablement à la délivrance de l'autorisation ou à tout moment, lorsque le passage du véhicule exceptionnel est susceptible de lui faire encourir des frais, exiger le dépôt d'un cautionnement.

Sous-section 2. — Les exceptions

Art. 9. Les dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution relatifs au transport exceptionnel ne s'appliquent pas aux véhicules folkloriques dans les conditions de l'article 56bis du code de la route ainsi qu'aux véhicules exceptionnels mis en circulation sur la voie publique :

1° par les services de police;

2° par les gestionnaires de voirie pour l'exercice de leurs missions;

3° par les sous-traitants des gestionnaires de voirie, lorsqu'ils sont affectés durant la période hivernale aux missions de déneigement ou d'épandage si le caractère exceptionnel du véhicule résulte de la pelle à neige ou de l'installation d'épandage;

4° par la protection civile;

5° par les sapeurs-pompiers;

6° par l'armée;

7° par l'autorité publique pour lutter contre les calamités publiques;

8° à la suite d'une réquisition par l'autorité publique pour lutter contre les catastrophes.

Dans les cas prévus à l'alinéa 1^{er}, le transport exceptionnel s'effectue sous la direction de l'autorité publique qui utilise le véhicule exceptionnel. Cette autorité prend toutes les mesures requises pour :

1° empêcher des dégâts à la voie publique, à ses dépendances, aux ouvrages qui y sont établis ainsi qu'aux propriétés riveraines;

2° assurer la sécurité routière, la sécurité et la facilité de la circulation du véhicule exceptionnel.

Sous-section 3. — Les obligations de l'utilisateur, du chauffeur, du coordinateur de la circulation et des accompagnateurs

Art. 10. L'utilisateur, ainsi que le chauffeur du véhicule tractant et, le cas échéant, le coordinateur de la circulation et les accompagnateurs visés à l'article 12, sont chargés de l'application des dispositions relatives au transport exceptionnel contenues dans le présent décret et dans ses arrêtés d'exécution ainsi que des prescriptions contenues dans l'autorisation de mise en circulation.

Art. 11. § 1^{er}. L'utilisateur ou le chauffeur du véhicule exceptionnel ou, le cas échéant, le coordinateur de la circulation, reconnaît l'itinéraire au maximum cinq jours avant la date de la mise en circulation du transport exceptionnel. Il ne parcourt pas un itinéraire qu'il n'a pas préalablement reconnu.

Outre la présence d'obstacles sur l'itinéraire, l'utilisateur ou le chauffeur du véhicule exceptionnel ou, le cas échéant, le coordinateur de la circulation vérifie que, lors de la traversée d'agglomérations, l'acheminement du convoi n'est pas entravé par une manifestation publique, à savoir, un marché, une brocante, des festivités locales ponctuelles ou de longue durée.

Si, pour le passage du transport exceptionnel, des adaptations à l'infrastructure doivent être réalisées ou des obstacles doivent être éliminés, les mesures à prendre sont déterminées en concertation avec le gestionnaire.

Si un obstacle imprévu est rencontré lors du transport exceptionnel, une déviation de l'itinéraire imposé peut être prévue dans les conditions à définir par le service visé à l'article 8, § 1^{er}.

§ 2. Les frais afférents aux opérations visées dans le présent article incombent au titulaire de l'autorisation.

Sous-section 4. — L'accompagnement

Art. 12. Le Gouvernement détermine en fonction, notamment, des gabarits, de la masse en circulation ou du type de manœuvres à effectuer, les transports exceptionnels pour lesquels un accompagnement par un ou plusieurs véhicules accompagnateurs, comprenant un ou plusieurs accompagnateurs dont un coordinateur de la circulation ou un accompagnement par les services de police, est obligatoire.

Le coordinateur de la circulation et les accompagnateurs vérifient le bon déroulement du transport exceptionnel et donnent aux usagers de la voirie les indications nécessaires pour :

1° assurer la sécurité et la fluidité de la circulation ainsi que l'absence de dommages à l'infrastructure;

2° faciliter le passage du véhicule exceptionnel.

Section 6. — Les vitesses

Art. 13. Il est interdit :

1° sur les voies publiques autres que les autoroutes, de dépasser la vitesse maximale autorisée déterminée par le code de la route ou par le Gouvernement;

2° aux abords des chantiers et des obstacles sur les routes et autoroutes, de dépasser les vitesses établies en vertu d'une signalisation conforme au code de la route.

CHAPITRE III. — *Les agents qualifiés*

Art. 14. Les agents qualifiés pour rechercher et constater des infractions aux dispositions du présent décret, ainsi qu'à ses arrêtés d'exécution, sont, sans préjudice des compétences du cadre opérationnel, administratif et logistique de la police fédérale et de la police locale, les agents, valablement formés, désignés par le Gouvernement.

Art. 15. § 1^{er}. Les agents qualifiés constatent les infractions par des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Ils peuvent également, en fonction des circonstances qui le justifient, donner des avertissements ou fixer à l'auteur de l'infraction un délai pour se mettre en règle.

§ 2. Les procès-verbaux et plus généralement tous les actes de procédure visés au présent décret peuvent, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, être dressés sous forme électronique avec signature électronique ou au moyen d'un appareil sécurisé, permettant le recours à une signature manuscrite conservée sous forme numérique.

§ 3. Les procès-verbaux sont transmis :

1° au conseiller de poursuite administrative dans les quinze jours selon les cas soit :

a) du constat;

b) à partir de l'identification de l'auteur de l'infraction;

c) du refus ou du non-paiement de l'amende administrative minorée visée à l'article 33;

2° dans les cas prévus aux articles 30 ou 31, 1°, également au procureur du roi compétent dans les quinze jours soit :

a) du constat;

b) à partir de l'identification de l'auteur de l'infraction.

Leur copie est transmise à l'auteur de l'infraction dans les trente jours de l'un des événements visés au 1°, a), ou b) ou c) ou le cas échéant au 2°, a), ou b). Au-delà de ces derniers délais prévus pour la transmission de leur copie à l'auteur de l'infraction, les procès-verbaux gardent une valeur de simple renseignement.

La copie du procès-verbal peut être remplacée par la lettre de notification visée à l'article 5 de la directive 2015/413/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2015 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière.

§ 4. Dans le cadre de l'exercice de leur mission, les agents qualifiés peuvent :

1° enjoindre à toute personne sur laquelle pèse des indices sérieux d'infraction au présent décret ou à ses arrêtés d'exécution, la présentation de sa carte d'identité ou de tout autre document permettant son identification;

2° arrêter les véhicules, donner des injonctions aux conducteurs et contrôler les véhicules;

3° interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à leur mission;

4° se faire produire tout document dont les documents de bord du véhicule, pièce ou titre utile à l'accomplissement de leur mission et en prendre copie photographique ou autre, ou l'emporter contre récépissé;

5° pour les agents qualifiés désignés par le Gouvernement, solliciter l'assistance de la police fédérale, de la police locale ou d'autres services régionaux.

§ 5. Les agents qualifiés peuvent interdire la circulation de tout véhicule mis en circulation en infraction aux prescriptions du présent décret, de ses arrêtés d'exécution ou à celles d'une autorisation de mise en circulation. Cette mesure vaut jusqu'à ce que l'infraction cesse d'exister.

Les agents qualifiés peuvent ordonner au conducteur de conduire le véhicule vers un endroit qu'ils indiquent en vue d'éviter tout danger pour la sécurité routière ou vers un endroit pour contrôler, peser le véhicule ou pour décharger une surcharge. Ces manœuvres imposées s'effectuent sous la direction des agents qualifiés. Cette mesure reste de vigueur jusqu'au moment où l'infraction cesse d'exister.

Les agents qualifiés peuvent :

1° immobiliser le véhicule, faire procéder à son déchargement et prendre toutes mesures visant à assurer la sécurité routière;

2° retenir les documents de bord du véhicule jusqu'à ce que l'infraction cesse d'exister.

Les mesures visées dans le présent paragraphe le sont aux frais, risques et périls de l'auteur de l'infraction.

§ 6. Le Gouvernement peut préciser les modalités d'application du présent article.

Art. 16. Les constatations fondées sur des preuves matérielles fournies par des appareils fonctionnant automatiquement en présence d'un agent qualifié font foi jusqu'à preuve du contraire lorsqu'il s'agit d'infractions aux dispositions du présent décret, ainsi qu'à ses arrêtés d'exécution.

Les constatations fondées sur des preuves matérielles fournies par des appareils fonctionnant automatiquement en l'absence d'un agent qualifié font foi jusqu'à preuve du contraire lorsqu'il s'agit d'infractions aux dispositions du présent décret, ainsi qu'à ses arrêtés d'exécution. Lorsqu'une infraction est constatée par des appareils fonctionnant automatiquement en l'absence d'un agent qualifié, le procès-verbal en fait mention.

Les appareils fonctionnant automatiquement, utilisés pour surveiller l'application du présent décret et des règlements pris en son exécution, sont, s'ils exécutent des mesures, agréés ou homologués, aux frais des fabricants, importateurs ou distributeurs qui demandent l'approbation de modèle ou l'autorisation d'emploi conformément :

1° à l'arrêté royal du 12 octobre 2010 relatif à l'approbation, à la vérification et à l'installation des instruments de mesure utilisés pour surveiller l'application de la loi relative à la police de la circulation routière et des arrêtés pris en exécution de celle-ci modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2018;

2° à l'arrêté royal du 16 octobre 2009 relatif aux autorisations d'emploi de systèmes de mesure non vérifiés;

3° ou aux dispositions définies par le Gouvernement qui peut en outre fixer des modalités particulières d'utilisation de ces appareils.

Jusqu'à leur approbation ou leur autorisation, les preuves matérielles fournies par les appareils automatiquement en présence d'un agent qualifié sans être agréés ou homologués gardent une valeur de simple renseignement dans le cadre de la constatation des infractions par procès-verbaux.

Le Gouvernement peut, après avis de l'Autorité de protection des données, fixer les modalités particulières d'utilisation, de consultation et de conservation des données fournies par ces appareils.

Sans préjudice des dispositions de l'article 29 du Code d'Instruction criminelle ainsi que de l'article 62 de la loi sur la circulation routière du 16 mars 1968, les appareils et les informations qu'ils fournissent sont utilisés aux fins relatives à la répression des infractions au décret et à ses arrêtés d'exécution, commises sur la voie publique, à la régulation de la circulation routière, en tant qu'aide à l'identification des auteurs d'infractions ainsi que pour des besoins d'ordre statistique, ou à d'autres fins déterminées par le Gouvernement après avis de l'Autorité de protection des données.

Lorsque les appareils sont destinés à fonctionner comme équipement fixe sur la voie publique, en l'absence d'agent qualifié, leur emplacement et les circonstances de leur utilisation sont déterminés lors de concertations organisées par les autorités judiciaires, policières et administratives compétentes, dont le conseiller de poursuite administrative et les gestionnaires de la voirie. Le Gouvernement détermine les modalités particulières de cette concertation. L'installation sur la voie publique d'équipements fixes pour des appareils fonctionnant automatiquement en l'absence d'agent qualifié se fait avec l'accord des gestionnaires de la voirie.

CHAPITRE IV. — *Les conseillers de poursuite administrative*

Art. 17. § 1^{er}. Le Gouvernement :

1° désigne les services compétents et les conseillers de poursuite administrative habilités à poser les actions visées au paragraphe 2;

2° organise la formation des conseillers de poursuite administrative à l'application du présent décret;

3° fixe le niveau de diplôme requis et les conditions d'honorabilité des conseillers de police administrative.

§ 2. Pour les infractions sanctionnées au moyen d'amendes administratives en vertu du présent décret, les conseillers de poursuite administrative :

1° ont un devoir et un droit général d'information et peuvent exercer les missions que lui confie le présent décret et ses arrêtés d'exécution;

2° déterminent la politique d'action administrative;

3° jugent de l'opportunité des poursuites administratives et orientent l'action administrative, ou indiquent le motif des décisions de classement sans suite qu'ils prennent en la matière;

4° ont le droit de solliciter les agents qualifiés pour accomplir tous les actes nécessaires à l'exercice de leurs compétences.

§ 3. Le conseiller de poursuite administrative est indépendant dans l'exercice des recherches et poursuites administratives individuelles, sans préjudice du droit du Ministre d'ordonner des poursuites et d'arrêter des directives de politique d'action administrative, y compris en matière de politique de recherche et de poursuite administrative.

CHAPITRE V. — *Les sanctions**Section 1. — Les amendes administratives*

Sous-section 1. — Disposition générale

Art. 18. Sans préjudice de l'application des articles 23, 24, § 2, 30 à 33, 35 et 36, les infractions au présent décret, à ses arrêtés d'exécution et aux prescriptions des autorisations de mise en circulation de véhicules exceptionnels, de VLL ou d'autres véhicules ou combinaisons de véhicules, sont sanctionnées uniquement par des amendes administratives dont les montants sont déterminés dans la présente section. Le Gouvernement peut en indexer le montant.

Un coefficient multiplicateur de huit est appliqué au montant des amendes administratives prononcées par le fonctionnaire d'instance administrative ou en degré d'appel par le Tribunal de police ou par le Tribunal de la jeunesse.

L'action administrative ne s'applique pas pour les mineurs de moins de seize ans.

Sous-section 2. — Surcharge

Art. 19. Lorsque la masse totale du véhicule ou de la combinaison de véhicules excède, sans préjudice de l'application de la tolérance de mesure de l'appareil de pesage, la masse totale autorisée, l'amende administrative s'élève à :

- 1° 500 euros en cas de surcharge jusqu'à dix pour cent;
- 2° 1 000 euros en cas de surcharge de plus de dix pour cent à quinze pour cent;
- 3° 2 000 euros en cas de surcharge de plus de quinze pour cent à vingt pour cent;
- 4° 3 000 euros en cas de surcharge de plus de vingt pour cent à trente pour cent;
- 5° 4 000 euros en cas de surcharge de plus de trente pour cent à quarante pour cent;
- 6° 5 000 euros en cas de surcharge de plus de quarante pour cent.

Lorsque la masse sur essieu excède, sans préjudice de l'application de la tolérance de mesure de l'appareil de pesage, la masse maximale autorisée sur essieu, l'amende administrative s'élève à :

- 1° 250 euros en cas de surcharge jusqu'à cinq pour cent;
- 2° 500 euros en cas de surcharge de plus de cinq pour cent à dix pour cent;
- 3° 1 000 euros en cas de surcharge de plus de dix pour cent à quinze pour cent;
- 4° 1 500 euros en cas de surcharge de plus de quinze pour cent à vingt pour cent;
- 5° 2 000 euros en cas de surcharge de plus de vingt pour cent à trente pour cent;
- 6° 2 500 euros en cas de surcharge de plus de trente pour cent à quarante pour cent;
- 7° 3 000 euros en cas de surcharge de plus de quarante pour cent à cinquante pour cent;
- 8° 3 500 euros en cas de surcharge de plus de cinquante pour cent à soixante pour cent;
- 9° 4 000 euros en cas de surcharge de plus de soixante pour cent.

Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, les véhicules ou combinaisons de véhicules, dont la masse totale autorisée :

1° ne dépasse pas 3,5 tonnes, se voient infliger une amende administrative de trente pour cent des montants prévus aux paragraphes 1^{er} et 2;

2° est supérieure à 3,5 tonnes et inférieure à 12 tonnes, se voient infliger une amende administrative de cinquante pour cent des montants prévus aux paragraphes 1^{er} et 2;

3° est supérieure ou égale à 12 tonnes sans être supérieure à 32 tonnes se voient infliger une amende administrative de quatre-vingts pour cent des montants prévus aux paragraphes 1^{er} et 2.

Sous-section 3. — Dépassement des dimensions autorisées

Art. 20. L'amende administrative s'élève à :

1° lorsque la longueur du véhicule ou de la combinaison de véhicules chargé excède la longueur maximale autorisée :

- a) 75 euros en cas de dépassement de la longueur maximale autorisée jusqu'à cinq pour cent;
- b) 400 euros en cas de dépassement de la longueur maximale autorisée de plus de cinq pour cent à dix pour cent;
- c) 700 euros en cas de dépassement de la longueur maximale autorisée de plus de dix pour cent à quinze pour cent;
- d) 1 000 euros en cas de dépassement de la longueur maximale autorisée de plus de quinze pour cent à vingt pour cent;
- e) 1 500 euros en cas de dépassement de la longueur maximale autorisée de plus de vingt pour cent à trente pour cent;
- f) 2 000 euros en cas de dépassement de la longueur maximale autorisée de plus de trente pour cent à quarante pour cent;
- g) 2 500 euros en cas de dépassement de la longueur maximale autorisée de plus de quarante pour cent;

2° lorsque la hauteur du véhicule ou de la combinaison de véhicules chargé excède la hauteur maximale autorisée :

- a) 75 euros en cas de dépassement de la hauteur maximale autorisée jusqu'à deux pour cent;
- b) 200 euros en cas de dépassement de la hauteur maximale autorisée de plus de deux pour cent à cinq pour cent;
- c) 700 euros en cas de dépassement de la hauteur maximale autorisée de plus de cinq pour cent à dix pour cent;
- d) 1 500 euros en cas de dépassement de la hauteur maximale autorisée de plus de dix pour cent à quinze pour cent;
- e) 2 000 euros en cas de dépassement de la hauteur maximale autorisée de plus de quinze pour cent à vingt pour cent;
- f) 2 500 euros en cas de dépassement de la hauteur maximale autorisée de plus de vingt pour cent;

3° lorsque la largeur du véhicule ou de la combinaison de véhicules chargé excède la largeur maximale autorisée :

- a) 75 euros en cas de dépassement de la largeur maximale autorisée jusqu'à cinq pour cent;
- b) 200 euros en cas de dépassement de la largeur maximale autorisée de plus de cinq pour cent à vingt pour cent;
- c) 700 euros en cas de dépassement de la largeur maximale autorisée de plus de vingt pour cent à quarante pour cent;
- d) 1 500 euros en cas de dépassement de la largeur maximale autorisée de plus de quarante pour cent.

Le Gouvernement peut prévoir des montants d'amendes administratives inférieurs à ceux prévus aux alinéas précédents en fonction des catégories de véhicules visés à l'article 19, dernier alinéa.

Sous-section 4. — Absence d'autorisation de mise en circulation de véhicules exceptionnels ou de VLL ou dépassement des masses et dimensions autorisées dans l'autorisation de mise en circulation

Art. 21. § 1^{er}. Lorsque la masse totale du véhicule exceptionnel, d'un VLL ou de toute autre véhicule ou combinaison de véhicules soumis à une autorisation de mise en circulation excède, sans préjudice de l'application de la tolérance de mesure de l'appareil de pesage, la masse totale autorisée, l'amende administrative s'élève à :

- 1° 750 euros en cas de surcharge jusqu'à dix pour cent;
- 2° 1 500 euros en cas de surcharge de plus de dix pour cent à quinze pour cent;
- 3° 3 000 euros en cas de surcharge de plus de quinze pour cent à vingt pour cent;
- 4° 4 000 euros en cas de surcharge de plus de vingt pour cent à trente pour cent;
- 5° 5 000 euros en cas de surcharge de plus de trente pour cent à quarante pour cent;
- 6° 6 000 euros en cas de surcharge de plus de quarante pour cent.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les véhicules ou combinaisons de véhicules, dont la masse totale autorisée :

1° est supérieure à 60 tonnes et inférieure ou égale à 120 tonnes, se voient infliger un montant d'amende administrative de cent vingt pour cent des montants prévus à l'alinéa 1^{er} ;

2° est supérieure à 120 tonnes et inférieure ou égale à 180 tonnes, se voient infliger un montant d'amende administrative de cent cinquante pour cent des montants prévus à l'alinéa 1^{er} ;

3° est supérieure à 180 tonnes, se voient infliger un montant d'amende administrative de deux-cent pour cent des montants prévus à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Lorsque la masse sur essieu du véhicule exceptionnel, d'un VLL ou de toute autre véhicule ou combinaison de véhicules soumis à une autorisation de mise en circulation excède, sans préjudice de l'application de la tolérance de mesure de l'appareil de pesage, la masse maximale autorisée sur essieu, l'amende administrative s'élève à :

- 1° 350 euros en cas de surcharge jusqu'à cinq pour cent;
- 2° 750 euros en cas de surcharge de plus de cinq pour cent à dix pour cent;
- 3° 1 500 euros en cas de surcharge de plus de dix pour cent à quinze pour cent;
- 4° 2 000 euros en cas de surcharge de plus de quinze pour cent à vingt pour cent;
- 5° 2 500 euros en cas de surcharge de plus de vingt pour cent à trente pour cent;
- 6° 3 500 euros en cas de surcharge de plus de trente pour cent à quarante pour cent;
- 7° 4 500 euros en cas de surcharge de plus de quarante pour cent à cinquante pour cent;
- 8° 5 500 euros en cas de surcharge de plus de cinquante pour cent à soixante pour cent;
- 9° 6 500 euros en cas de surcharge de plus de soixante pour cent.

§ 3. L'amende administrative s'élève à :

1° lorsque la longueur du véhicule exceptionnel, d'un VLL ou de toute autre véhicule ou combinaison de véhicules soumis à une autorisation de mise en circulation excède la longueur maximale autorisée :

- a) 300 euros en cas de dépassement de la longueur maximale autorisée jusqu'à cinq pour cent;
- b) 700 euros en cas de dépassement de la longueur maximale autorisée de plus de cinq pour cent à dix pour cent;
- c) 1 000 euros en cas de dépassement de la longueur maximale autorisée de plus de dix pour cent à quinze pour cent;
- d) 1 500 euros en cas de dépassement de la longueur maximale autorisée de plus de quinze pour cent à vingt pour cent;
- e) 2 000 euros en cas de dépassement de la longueur maximale autorisée de plus de vingt pour cent à trente pour cent;
- f) 3 000 euros en cas de dépassement de la longueur maximale autorisée de plus de trente pour cent à quarante pour cent;
- g) 4 000 euros en cas de dépassement de la longueur maximale autorisée de plus de quarante pour cent;

2° lorsque la hauteur du véhicule exceptionnel, d'un VLL ou de toute autre véhicule ou combinaison de véhicules soumis à une autorisation de mise en circulation excède la hauteur maximale autorisée :

- a) 75 euros en cas de dépassement de la hauteur maximale autorisée jusqu'à deux pour cent;
- b) 200 euros en cas de dépassement de la hauteur maximale autorisée de plus de deux pour cent à cinq pour cent;
- c) 700 euros en cas de dépassement de la hauteur maximale autorisée de plus de cinq pour cent à dix pour cent;
- d) 1 500 euros en cas de dépassement de la hauteur maximale autorisée de plus de dix pour cent à quinze pour cent;
- e) 2 000 euros en cas de dépassement de la hauteur maximale autorisée de plus de quinze pour cent à vingt pour cent;
- f) 2 500 euros en cas de dépassement de la hauteur maximale autorisée de plus de vingt pour cent;

3° lorsque la largeur du véhicule exceptionnel, d'un VLL ou de toute autre véhicule ou combinaison de véhicules soumis à une autorisation de mise en circulation excède la largeur maximale autorisée :

- a) 75 euros en cas de dépassement de la largeur maximale autorisée jusqu'à cinq pour cent;
- b) 200 euros en cas de dépassement de la largeur maximale autorisée de plus de cinq pour cent à vingt pour cent;
- c) 700 euros en cas de dépassement de la largeur maximale autorisée de plus de vingt pour cent à quarante pour cent;
- d) 1 500 euros en cas de dépassement de la largeur maximale autorisée de plus de quarante pour cent.

Art. 22. En cas d'infraction aux dispositions du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution ou aux prescriptions de l'autorisation de mise en circulation de véhicule exceptionnel, de VLL ou de toute autre véhicule ou combinaison de véhicules soumis à autorisation ou en cas d'accident de roulage, l'autorisation de mise en circulation peut être retirée, suspendue ou modifiée sans que le titulaire de l'autorisation puisse prétendre à une indemnisation.

Sous-section 5. — Dépassement de la vitesse maximale autorisée

Art. 23. § 1^{er}. Une amende administrative peut être infligée pour des infractions aux vitesses maximales autorisées visées à l'article 13, uniquement pour les dépassements :

1° de maximum 20 km/h dans une agglomération, une zone 30, les abords d'une école, dans une zone résidentielle ou une zone de rencontre;

2° de maximum 30 km/h en dehors d'une agglomération, d'une zone 30, des abords d'une école, d'une zone résidentielle ou d'une zone de rencontre.

§ 2. Le dépassement de la vitesse maximale autorisée est sanctionné par une amende administrative de 10 euros à 1 000 euros.

Il est tenu compte du nombre de kilomètres par heure avec lequel la vitesse maximale autorisée est dépassée.

Sous-section 6. — Les autres infractions

Art. 24. § 1^{er}. Le Gouvernement fixe les amendes administratives pour les infractions au présent décret et ses arrêtés d'exécution qui ne sont pas déterminées dans la présente section en fonction de l'importance de l'impact potentiel de l'infraction sur la sécurité routière, l'infrastructure routière, la fluidité de la circulation, le coût économique pour la société et en tenant compte de l'intérêt économique qu'a l'auteur de l'infraction à les commettre.

Leur montant ne peut être inférieur à 30 euros ni supérieur à 6 500 euros.

§ 2. Est puni d'une amende de 50 euros à 4 000 euros, celui qui ne satisfait pas à l'obligation visée à l'article 37, alinéa 3.

Est puni d'une amende de 200 euros à 4 000 euros, celui qui ne satisfait pas aux obligations visées à l'article 38.

Section 2. — Cumul d'amendes administratives et récidive

Art. 25. Si plusieurs infractions sont constatées simultanément, les montants d'amendes administratives sont cumulés au moment de leur sanction sans excéder le double de l'amende administrative la plus forte.

Art. 26. L'amende administrative peut être doublée si, cumulativement :

1° l'infraction est commise dans les trois ans à dater d'une amende administrative minorée exécutoire visée à l'article 36 ayant titre exécutoire, d'une décision de condamnation administrative rendue en vertu de l'article 28 ayant titre exécutoire ou d'un jugement de condamnation rendu en vertu de l'article 29 ayant autorité de chose jugée portant indistinctement sur une des infractions au présent décret ou à ses arrêtés d'exécution;

2° le montant de l'amende administrative applicable à la nouvelle infraction est au moins égal à celui appliqué à l'infraction ayant fait l'objet d'une amende administrative minorée exécutoire visée à l'article 36 ayant titre exécutoire, d'une décision de condamnation administrative rendue en vertu de l'article 28 ayant titre exécutoire ou d'un jugement de condamnation rendu en vertu de l'article 29 ayant autorité de chose jugée ou que des dégâts sont portés au domaine public régional routier à la suite de la nouvelle infraction.

CHAPITRE VI. — La procédure de sanction administrative

Art. 27. Le Gouvernement :

1° désigne les services compétents et un ou plusieurs fonctionnaires d'instance administrative;

2° garantit l'indépendance et l'impartialité des fonctionnaires d'instance administrative;

3° organise la formation des fonctionnaires d'instance administrative à l'application du présent décret;

4° fixe le niveau de diplôme requis et les conditions d'honorabilité des fonctionnaires d'instance administrative.

Le fonctionnaire d'instance administrative ne prend pas de décision dans un dossier dans lequel il est déjà intervenu dans une autre qualité ou s'il a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise ou une institution concernée par la procédure.

Art. 28. § 1^{er}. Hors le cas où il est saisi d'un recours visé à l'article 36, alinéa 2, le fonctionnaire d'instance administrative, s'il envisage d'appliquer une amende administrative, notifie à la personne suspectée d'infraction, un avis accompagné d'une copie du procès-verbal, mentionnant :

1° les faits pour lesquels il envisage d'infliger une amende administrative;

2° un extrait des dispositions transgressées;

3° le montant de l'amende administrative qu'il envisage d'infliger;

4° que la personne suspectée d'infraction a le droit de :

a) faire valoir par écrit ses moyens de défense par envoi recommandé, dans les quinze jours de la date de réception de l'avis;

b) demander à présenter oralement ses moyens de défense par envoi recommandé dans le même délai;

c) se faire représenter ou assister par un conseil;

d) consulter son dossier.

Si la personne suspectée d'infraction demande à présenter oralement ses moyens de défense, le fonctionnaire d'instance administrative lui notifie, les lieux, jour et heure où il sera entendu. Cette audition a lieu quinze jours au plus tôt à partir de la date de réception de la notification.

Il est établi un procès-verbal de l'audition de la personne suspectée d'infraction, signé par elle et par le fonctionnaire d'instance administrative. Le procès-verbal mentionne les éventuels désaccords de la personne suspectée d'infraction quant à son contenu.

§ 2. Lorsque la procédure administrative est entamée à l'encontre d'une personne de moins de dix-huit ans, l'avis visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est adressé au mineur ainsi qu'à ses père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde. Ces personnes disposent des droits visés au paragraphe 1^{er}.

Le fonctionnaire d'instance administrative en avise le bâtonnier de l'ordre des avocats afin que le mineur puisse être assisté d'un avocat. Cet avis est envoyé en même temps que l'avis visé à l'alinéa 1^{er}.

Une copie de l'avis informant le bâtonnier est jointe au dossier de la procédure.

Le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique procède à la désignation d'un avocat au plus tard dans les deux jours ouvrables à compter de cet avis.

Lorsqu'il y a conflit d'intérêts, le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique vérifie que l'intéressé est assisté par un avocat autre que celui auquel ont fait appel ses père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde.

§ 3. A l'échéance du délai de quinze jours visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, a), et, le cas échéant, après la date fixée pour l'audition de la personne suspectée d'infraction ou de son conseil, tenant compte, s'il y en a eu, des moyens de défense présentés par écrit ou exposés oralement, le fonctionnaire d'instance administrative décide, soit :

1^o de solliciter, auprès du conseiller de poursuites administratives, l'exécution de devoir complémentaires;

2^o d'infliger l'amende administrative initialement envisagée;

3^o d'infliger une amende d'un montant diminué;

4^o de ne pas infliger d'amende administrative.

§ 4. Le fonctionnaire d'instance administrative peut accorder à l'auteur de l'infraction des mesures de sursis à l'exécution de la décision infligeant une amende administrative en tout ou en partie, s'il n'y a pas récidive au sens de l'article 26.

Le délai d'épreuve n'est pas inférieur à une année, ni supérieur à trois années, à compter de la date de la notification de la décision infligeant l'amende administrative ayant force exécutoire.

Le sursis est révoqué de plein droit en cas de nouvelle infraction commise pendant le délai d'épreuve et ayant entraîné l'application d'une amende administrative pour une infraction dont le tarif applicable en vertu des dispositions reprises au chapitre 5, section 1e, est égal ou supérieur.

Le sursis peut être révoqué en cas de nouvelle infraction commise pendant le délai d'épreuve et ayant entraîné l'application d'une amende administrative pour une infraction dont le tarif applicable, en vertu des dispositions reprises au chapitre 5, section 1e est inférieur.

Le sursis est révoqué dans la même décision que celle par laquelle est infligée l'amende administrative pour la nouvelle infraction commise dans le délai d'épreuve.

La mention de la révocation du sursis dans la décision se fait tant lorsque la révocation a lieu de plein droit que dans le cas où elle est laissée à l'appréciation du fonctionnaire d'instance administrative.

L'amende administrative qui devient exécutoire par suite de la révocation du sursis est cumulée sans limite avec celle infligée du chef de la nouvelle infraction.

§ 5. Le fonctionnaire d'instance administrative peut réduire l'amende administrative au-dessous du montant minimum d'amende administrative prévue ou accorder des facilités de paiement en cas de circonstances atténuantes ou de circonstances liées à la situation personnelle de l'auteur de l'infraction.

§ 6. La décision du fonctionnaire d'instance administrative et, le cas échéant, le procès-verbal de l'audition, sont notifiés à l'auteur de l'infraction. La notification contient l'indication du délai et les modalités d'introduction d'un recours.

Si l'auteur de l'infraction est mineur, la décision et le procès-verbal de l'audition sont notifiés au mineur ainsi qu'à ses père, mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde et à son conseil. Les père, mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde sont responsables du paiement de l'amende.

§ 7. Le fonctionnaire d'instance administrative indique, dans sa décision, l'application du coefficient multiplicateur effectuée en vertu de l'article 18, alinéa 2, ainsi que le montant qui résulte de cette majoration.

§ 8. Lorsque plus de cent quatre-vingts jours se sont écoulés depuis sa saisine, le fonctionnaire d'instance administrative ne peut plus infliger l'amende administrative.

Le jour de la saisine n'est pas compris dans ce délai.

§ 9. La décision infligeant une amende administrative a force exécutoire à l'échéance d'un délai de trente jours prenant cours à compter de sa date de réception, sauf en cas de recours introduit dans ce délai.

L'auteur de l'infraction dispose de trente jours prenant cours le jour qui suit celui où la décision a acquis force exécutoire pour acquitter l'amende.

§ 10. Le Gouvernement peut déterminer des frais de procédure.

§ 11. Le fonctionnaire d'instance administrative transmet une copie de l'amende administrative à l'administration qui, au sein du Service public de Wallonie, est compétente pour le recouvrement des créances, et qui recouvre la somme conformément à la procédure décrite au décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.

CHAPITRE VII. — Les recours contre la décision administrative

Art. 29. § 1^{er}. L'auteur de l'infraction qui souhaite contester la décision du fonctionnaire d'instance administrative lui infligeant une amende administrative, peut introduire un recours dans le délai visé par l'article 28, § 9, sous peine de forclusion.

Le recours est porté devant le Tribunal de police.

Toutefois, si la décision se rapporte aux mineurs ayant moins de dix-huit ans accomplis au moment des faits, le recours est introduit par requête gratuite auprès du tribunal de la jeunesse. Dans ce cas, les père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde, peuvent également introduire le recours. Le tribunal de la jeunesse demeure compétent si l'auteur de l'infraction est majeur au moment où il se prononce.

Le recours est formé par exploit d'huissier de justice enregistré en débet signifié à la Région wallonne auprès du service visé à l'article 27, 1^o.

L'acte formalisant le recours contient à peine de nullité :

1^o l'indication du jour, mois et an;

2^o les nom, prénom(s), date de naissance et domicile du ou des requérants et, si le recours est formé conformément à l'alinéa 3, la qualité du ou des requérants;

3^o la désignation de la décision attaquée et le montant de l'amende ou des amendes contestée(s);

4^o les motifs de la contestation;

5^o la signature du requérant ou de son avocat.

Le recours est inscrit au rôle visé par l'article 711 du Code judiciaire. Il est instruit et jugé selon les règles énoncées par les articles 735 et suivants du même Code. Il est suspensif.

§ 2. Le tribunal examine les moyens du requérant, la légalité et la proportionnalité de l'amende et, d'office, la prescription. Il ne révoque pas le sursis à l'exécution de la décision accordé par le fonctionnaire d'instance administrative. Il peut cependant accorder le sursis dans les conditions visées à l'article 28, lorsque le fonctionnaire d'instance administrative l'a refusé.

Le délai d'épreuve n'est pas inférieur à une année, ni supérieur à trois années, à compter du jugement.

§ 3. Le Tribunal peut réduire l'amende administrative au-dessous du montant minimum d'amende administrative prévue ou accorder des facilités de paiement en cas de circonstances atténuantes ou de circonstances liées à la situation personnelle de l'auteur de l'infraction.

§ 4. Le tribunal de la jeunesse peut, lorsqu'il est saisi d'un recours contre une amende administrative, substituer à celle-ci une mesure de garde, de préservation ou d'éducation telle qu'elle est prévue par l'article 37 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait. Dans ce cas, l'article 60 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait est d'application.

§ 5. Les décisions du tribunal de police ou du tribunal de la jeunesse sont, sans préjudice de l'alinéa 2, prononcées en dernier ressort.

Les décisions du Tribunal de la jeunesse remplaçant la sanction administrative par une mesure de garde, de préservation ou d'éducation sont susceptibles d'appel. Dans ce cas, les procédures prévues par la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse pour les faits qualifiés d'infractions sont d'application.

Elles statuent sur les dépens, selon les règles énoncées par les articles 1017 et suivants du Code judiciaire.

§ 6. Le jugement est transmis en copie conforme à l'intimée qui la transmet à l'administration qui, au sein du Service public de Wallonie, est compétente pour le recouvrement des créances, et qui recouvre la somme conformément à la procédure décrite au décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.

CHAPITRE VIII. — Les poursuites pénales

Art. 30. Sans préjudice de l'article 31, les infractions aux dispositions du présent décret et à ses arrêtés d'exécution sont punies d'une peine de prison de huit jours à un an et d'une amende qui ne peut être inférieure au montant minimal de l'amende administrative prévue par ou en vertu du présent décret avec un maximum de 30 000 euros, ou de l'une de ces peines seulement et non au moyen d'une amende administrative :

1^o lorsque le fait a causé dommage à autrui, ou a débouché sur une privation judiciaire de liberté;

2^o lorsque l'infraction est liée à d'autres infractions non susceptibles de faire l'objet d'une sanction administrative telle que visée au présent décret;

3^o lorsque l'auteur de l'infraction est âgé de moins de seize ans au moment des faits;

4^o dans les cas déterminés par le Gouvernement.

Le juge tient notamment compte de :

1^o l'importance de l'impact de l'infraction sur la sécurité routière, l'infrastructure routière, la fluidité de la circulation, le coût économique pour la société et en tenant compte de l'intérêt économique qu'a l'auteur de l'infraction à les commettre;

2^o l'éventuelle concomitance de plusieurs infractions qui auraient pu, en vertu du présent décret, déboucher sur une sanction administrative visée au présent décret et de l'éventuelle récidive de telles infractions.

Art. 31. Le dépassement de la vitesse maximale autorisée est poursuivi conformément à la loi sur la circulation routière du 16 mars 1968 :

1^o hors des cas visés à l'article 23;

2^o dans les cas visés à l'article 30, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o et 4^o, lorsqu'il est fait application de l'article 32, alinéa 1^{er}.

Art. 32. Dans les cas visés aux articles 30, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o ou 4^o, ou 31, 2^o, le magistrat compétent du parquet décide s'il apporte une suite pour l'ensemble de faits y compris celui ou ceux pour lesquels la procédure administrative peut être engagée. Il en informe dans les soixante jours le conseiller de poursuite administrative, lequel clôture alors la procédure administrative.

Le conseiller de poursuite administrative poursuit l'action administrative si le magistrat compétent du parquet ne s'est pas prononcé dans le délai visé à l'alinéa 1^{er} ou s'il décide de ne pas apporter de suite à l'ensemble des faits visés.

CHAPITRE IX. — *L'amende administrative minorée*

Art. 33. § 1^{er}. Lors de la constatation d'infractions au présent décret et aux règlements pris en son exécution pouvant faire l'objet d'une amende administrative, une amende administrative minorée peut être proposée.

Son montant peut être perçu immédiatement ou dans le délai prévu par le Gouvernement.

§ 2. Le Gouvernement détermine le montant de l'amende administrative minorée.

§ 3. Si plusieurs infractions sont constatées simultanément, les montants d'amendes administratives minorées sont cumulés sans pouvoir dépasser le double de l'amende administrative minorée la plus forte.

§ 4. Le Gouvernement détermine les agents habilités à faire application du paragraphe 1^{er}.

§ 5. Le paiement de l'amende administrative minorée éteint la possibilité d'infliger une amende administrative, sauf si le conseiller de poursuite administrative notifie à l'intéressé dans les délais visés à l'article 15, § 3, 1^o, qu'il transmet le procès-verbal au fonctionnaire d'instance administrative.

§ 6. Le Gouvernement définit les modalités de perception de l'amende administrative minorée.

CHAPITRE X. — *La consignation de sommes*

Art. 34. § 1^{er}. Si l'auteur de l'infraction n'a pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique et ne paie pas immédiatement l'amende administrative minorée, il consigne entre les mains des agents visés à l'article 33, § 4, une somme destinée à couvrir en tout ou en partie l'amende administrative ou l'amende pénale.

Le Gouvernement fixe le montant de la somme à consigner et les modalités de sa perception.

Lorsqu'il peut être constaté qu'une somme est encore impayée au nom de l'auteur de l'infraction sur base d'une amende administrative minorée exécutoire visée à l'article 36 ou d'une décision de condamnation administrative rendue en vertu de l'article 28 ayant titre exécutoire ou d'un jugement de condamnation rendu en vertu de l'article 29 ayant autorité de chose jugée, ce dernier s'acquitte immédiatement de cette somme entre les mains des agents visés à l'article 33, § 4. En vue de la récupération de cette somme, la procédure prévue aux paragraphes 2 et 3 s'applique.

§ 2. Le véhicule conduit par l'auteur de l'infraction peut être retenu, aux frais et risques de celui-ci, jusqu'à remise des sommes visées au paragraphe 1^{er} et justification du paiement des frais éventuels de conservation du véhicule ou, à défaut, pendant nonante-six heures à compter de la constatation de l'infraction ou à compter de la constatation du non-paiement des sommes visées au paragraphe 1^{er}.

§ 3. A l'expiration du délai visé au paragraphe 2, la saisie du véhicule peut être ordonnée conformément aux règles prescrites par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes ou par le Gouvernement.

§ 4. Si une amende administrative est prononcée :

1^o la somme perçue ou consignée est imputée sur les frais de procédure et sur l'amende administrative prononcée et l'excédent éventuel est restitué;

2^o lorsque le véhicule est saisi, la décision infligeant l'amende administrative ordonne que l'administration compétente procède à la vente du véhicule à défaut du paiement de l'amende et des frais de procédure dans un délai de quarante jours du prononcé.

Le produit de la vente est imputé sur les frais de procédure, sur l'amende prononcée ainsi que sur les frais éventuels de conservation de véhicule. L'excédent éventuel est restitué.

§ 5. En cas de décision administrative prononçant l'acquiescement, la somme perçue ou consignée ou le véhicule saisi sont restitués. Les frais éventuels de conservation du véhicule sont à charge de la Région wallonne.

§ 6. En cas de décision administrative prononcée avec sursis, la somme perçue ou consignée est restituée après déduction des frais de procédure. Le véhicule saisi est restitué après paiement des frais de procédure et justification du paiement des frais éventuels de conservation du véhicule.

§ 7. La somme consignée ou le véhicule saisi sont restitués lorsque le conseiller de poursuite administrative, décide du classement sans suite de l'action administrative ou lorsque l'action administrative est prescrite.

Les frais de conservation du véhicule sont à charge de la Région.

CHAPITRE XI. — *L'extinction de l'action administrative après le suivi d'une formation*

Art. 35. Lors de la constatation d'infractions au présent décret et à ses arrêtés d'exécution pouvant faire l'objet d'une amende administrative, une formation suivant les modalités déterminées par le Gouvernement peut être proposée.

Le suivi de la formation éteint l'action administrative.

CHAPITRE XII. — *L'amende administrative minorée exécutoire*

Art. 36. Lorsque l'amende administrative minorée n'est pas payée dans les délais prévus par le Gouvernement, le conseiller de poursuite administrative peut donner ordre à l'auteur de l'infraction de payer une amende administrative minorée exécutoire d'un montant qui correspond au montant total des sommes dues si elles étaient perçues en vertu de l'article 33, majoré de trente-cinq pour cent. Le montant obtenu est arrondi à l'unité supérieure.

Si l'auteur de l'infraction n'a pas introduit de recours auprès du fonctionnaire d'instance administrative à l'encontre de l'amende administrative minorée exécutoire et n'en a pas payé le montant dans un délai de quinze jours de sa réception, celle-ci devient exécutoire de plein droit.

Le recours, qui a pour effet d'annuler le titre exécutoire en ce qui concerne l'amende administrative minorée exécutoire contestée, est motivé et contient élection de domicile en Belgique, si l'auteur de l'infraction n'y a pas son domicile.

Lorsque l'auteur de l'infraction prouve qu'il n'a pas pu prendre connaissance de l'amende administrative minorée exécutoire dans les délais, il peut introduire un recours dans les quinze jours suivant le jour où il a eu connaissance de cet ordre ou suivant le premier acte de recouvrement de la somme effectué par l'administration compétente pour le recouvrement des créances du Service public de Wallonie.

Les modalités de perception et de recours sont définies par le Gouvernement.

Le conseiller de poursuite administrative transmet une copie de l'amende administrative minorée exécutoire à l'administration qui, au sein du Service public de Wallonie, est compétente pour le recouvrement des créances, et qui recouvre la somme conformément à la procédure décrite au décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.

CHAPITRE XIII. — *La responsabilité de l'infraction*

Art. 37. Lorsqu'une infraction visée au présent décret ou ses arrêtés d'exécution, est commise avec un véhicule à moteur, immatriculé au nom d'une personne physique et que le conducteur n'est pas identifié au moment de la constatation de l'infraction, cette infraction est réputée avoir été commise par le titulaire de la plaque d'immatriculation du véhicule.

Le titulaire de la plaque d'immatriculation peut renverser cette présomption en prouvant par tout moyen de droit qu'il n'était pas le conducteur au moment des faits.

Dans ce cas, il est tenu de communiquer l'identité du conducteur incontestable, sauf s'il peut prouver le vol, la fraude ou la force majeure.

La communication de l'identité du conducteur doit avoir lieu dans un délai de quinze jours à compter du jour où le titulaire de la plaque d'immatriculation peut prouver qu'il n'était pas le conducteur au moment des faits.

Le Gouvernement peut arrêter les formalités à suivre pour réfuter la présomption et communiquer l'identité.

Art. 38. Lorsqu'une infraction au présent décret, est commise avec un véhicule à moteur, immatriculé au nom d'une personne morale, et que le conducteur n'est pas identifié au moment de la constatation de l'infraction, la personne morale ou la personne physique qui représente la personne morale en droit, sont tenues de communiquer l'identité du conducteur incontestable au moment des faits ou, si elles ne la connaissent pas, de communiquer l'identité de la personne responsable du véhicule, sauf si elles peuvent prouver le vol, la fraude ou la force majeure.

La communication a lieu dans les quinze jours de la réception de la demande de renseignements.

Le Gouvernement peut arrêter les formalités à suivre pour la communication de l'identité.

Si la personne responsable du véhicule n'était pas le conducteur au moment des faits, elle communique l'identité du conducteur incontestable selon les modalités définies à l'article 37.

La personne morale ou la personne physique qui représente la personne morale en droit en tant que titulaire de la plaque d'immatriculation ou en tant que détenteur du véhicule prennent les mesures nécessaires en vue d'assurer le respect de cette obligation.

Toutefois, lorsque l'infraction est commise avec un véhicule à moteur immatriculé au nom d'une personne morale, qui a fait enregistrer le conducteur habituel à la Banque-Carrefour des Véhicules, le conducteur habituel est assimilé au titulaire de la plaque d'immatriculation et l'article 37 est d'application.

Art. 39. Le Gouvernement précise, après avis de l'Autorité de protection des données, les données utiles auxquelles les agents visés aux articles 14, 17 et 27, peuvent avoir accès pour l'exercice de leurs missions.

Art. 40. Les personnes civilement responsables, aux termes de l'article 1384 du Code civil, le sont également pour le paiement de l'amende pénale, de l'amende administrative minorée, de la consignation de sommes, de l'amende administrative minorée exécutoire ou de l'amende administrative, des frais de justice ou de procédure.

Le donneur d'ordre, le chargeur, le commissionnaire de transport ou le commissionnaire-expéditeur d'un transport de marchandises sont punis au même titre que les auteurs des infractions au présent décret ou aux règlements pris en son exécution, s'ils donnent des instructions ou posent des actes entraînant les infractions en question.

Art. 41. § 1^{er}. Le service du Service public de Wallonie désigné par le Gouvernement établit et gère un fichier central.

Ce fichier comprend les informations suivantes :

1° les procès-verbaux et les avertissements dressés en vertu du présent décret;

2° les amendes administratives minorées, les formations alternatives, les consignations ou perceptions de sommes visées à l'article 34, § 1^{er}, les amendes administratives minorées exécutoires et les décisions rendues par le fonctionnaire d'Instance administrative;

3° les classements sans suite prononcés par le Conseiller de poursuites administratives;

4° les décisions du magistrat compétent du parquet prises en vertu de l'article 32;

5° les jugements rendus en vertu de l'article 29.

§ 2. Les données du fichier central sont accessibles uniquement aux agents visés à aux articles 14, 17 et 27, ainsi qu'aux procureurs du roi, juges et greffiers près les tribunaux de police et les tribunaux de la jeunesse et peuvent être utilisées aux seules fins nécessaires à rencontrer les dispositions du présent décret et ses arrêtés d'exécution, à permettre la bonne exécution des poursuites administratives et pénales, en tant qu'aide à l'identification des auteurs d'infractions ainsi que pour des besoins d'ordre statistique ou à d'autres fins déterminées par le Gouvernement après avis de l'Autorité de protection des données.

§ 3. La mention des infractions, ainsi que les points y relatifs, sont effacés, sans préjudice du paragraphe 6, automatiquement, cinq ans à compter du classement sans suite ou de l'exécution des décisions rendues par un Conseiller de poursuites administratives, un Fonctionnaire d'instance administrative ou par les tribunaux.

§ 4. Le responsable du traitement prend toutes les mesures qui permettent de garantir la parfaite conservation des données à caractère personnel.

Les personnes qui reçoivent communication des données à caractère personnel dans le cadre des dispositions du présent chapitre prennent les mesures qui permettent de garantir le caractère confidentiel de ces données ainsi que l'usage aux seules fins prévues par ou en vertu du présent chapitre ou pour l'application de leurs obligations légales.

§ 5. Lorsqu'un conducteur est, pour la première fois, enregistré dans le fichier, il en est informé sans délai par le responsable du traitement.

Cette information mentionne :

- 1° l'identité et l'adresse du responsable du traitement et, le cas échéant, de son représentant en Région wallonne;
- 2° la base légale ou réglementaire de la collecte des données;
- 3° le destinataire des données et la finalité en vue de laquelle les données recueillies sont utilisées;
- 4° les données à caractère personnel qui concernent l'auteur de l'infraction;
- 5° les possibilités de saisine de l'Autorité de protection des données et son adresse;
- 6° l'existence du droit d'accès aux données, du droit de rectification de celles-ci ainsi que les modalités d'exercice desdits droits;
- 7° la durée de conservation des données.

§ 6. Le Gouvernement détermine les modalités de création du fichier central. Il peut, après avis de l'Autorité de protection des données, préciser les informations y figurant, définir d'autres informations à y intégrer que celles visées au paragraphe 1^{er} ainsi que leur délai de conservation ou encore d'autres personnes pouvant y avoir accès notamment pour assurer son bon fonctionnement.

§ 7. Est puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 100 à 50 000 euros ou d'une de ces peines seulement, quiconque accède aux données du fichier ou en fait usage, à l'exception des personnes autorisées conformément au paragraphe 1^{er}.

CHAPITRE XIV. — *Dispositions diverses*

Art. 42. L'action administrative résultant d'une infraction au présent décret ainsi qu'à ses arrêtés d'exécution, est prescrite après deux ans révolus à compter du jour où l'infraction a été commise.

La prescription de l'action administrative est interrompue :

- 1° par la transmission du procès-verbal à l'auteur de l'infraction conformément à l'article 15, § 3, alinéas 2 et 3;
- 2° par la proposition d'amende administrative minorée visée à l'article 33;
- 3° par la proposition de formation visée à l'article 35;
- 4° par l'envoi de l'amende administrative minorée exécutoire conformément à l'article 36;
- 5° par la saisine du fonctionnaire d'instance administrative;
- 6° par la saisine du tribunal de la jeunesse.

La prescription de l'action administrative est suspendue :

- 1° à partir de la date à laquelle l'amende administrative minorée exécutoire est devenue exécutoire de plein droit jusqu'au jour où l'auteur suspecté de l'infraction introduit le recours;
- 2° durant le délai prévu à l'article 32, alinéa 1^{er} ;
- 3° durant la durée de la procédure visée à l'article 35;
- 4° durant le délai visé à l'article 28, § 8;
- 5° depuis la saisine du tribunal de police ou du tribunal de la jeunesse en vertu de l'article 29 jusqu'à décision ayant autorité de chose jugée.

Le recouvrement de l'amende administrative minorée exécutoire et de l'amende administrative est prescrit cinq ans révolus à compter du jour où ce dernier est devenu exécutoire.

Art. 43. Les peines et amendes pénales et administratives établies par le présent décret sont appliquées sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Art. 44. § 1^{er}. Le Gouvernement peut notamment déterminer :

- 1° les prescriptions relatives aux conditions de circulation des véhicules exceptionnels;
- 2° les transports exceptionnels autres que ceux visés en vertu de l'article 9, exemptés totalement ou partiellement de l'application des dispositions du présent décret et des règlements pris en son exécution relatives au transport exceptionnel;
- 3° les prescriptions relatives à des interdictions horaires de circulation des véhicules exceptionnels;
- 4° les conditions selon lesquelles, en cas de force majeure ou dans le cas d'un obstacle inattendu, il peut être dérogé de l'itinéraire imposé pour le transport exceptionnel;
- 5° les prescriptions d'ordre technique relatives aux véhicules exceptionnels;
- 6° les prescriptions relatives au chargement des véhicules exceptionnels;
- 7° les prescriptions relatives à l'équipement de sécurité des véhicules exceptionnels;
- 8° les prescriptions spécifiques aux véhicules exceptionnels agricoles;
- 9° les prescriptions relatives à l'accompagnement des véhicules exceptionnels dont l'accès à la profession d'accompagnateur de transport exceptionnel;
- 10° les prescriptions relatives à l'accès à la profession des chauffeurs de véhicules exceptionnels;
- 11° les modalités d'application du cautionnement pour le transport exceptionnel;
- 12° les cas et conditions dans lesquels les utilisateurs ou autorités visées à l'article 9, alinéa 2, préviennent le gestionnaire de leur passage;
- 13° les modalités de mise en œuvre d'un système de suivi géolocalisé des véhicules exceptionnels;
- 14° la procédure de demande et de délivrance de l'autorisation des véhicules exceptionnels;
- 15° les méthodes de contrôle en vue d'assurer le respect du présent décret et de ses règlements d'exécution;

16° les dérogations à l'obligation de reconnaissance visée à l'article 11;

17° d'autres causes d'interruption ou de suspension de l'action administrative que celles prévues à l'article 42.

§ 2. Le Gouvernement peut établir une présomption de date de réception des notifications prévues au présent décret.

Art. 45. Les règlements qui portent exécution du présent décret peuvent prévoir la perception de redevances en vue de couvrir, en tout ou en partie, les frais d'administration, de contrôle ou de surveillance ou encore les frais liés à l'usage de l'infrastructure routière.

Art. 46. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut octroyer des subventions pour des activités d'éducation et de sensibilisation à la sécurité routière, aux catégories de bénéficiaires suivants :

1° les communes;

2° les associations de communes;

3° les associations sans but lucratif dont l'objet social principal correspond en tout ou en partie au but des subventions;

4° les écoles;

5° les services de police;

6° toute autre personne morale désignée par le Gouvernement.

Dans les limites fixées par l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement détermine les priorités annuelles ou pluriannuelles.

Le Gouvernement arrête :

1° le type des dépenses éligible s;

2° les conditions particulières d'octroi de subventions, la procédure d'introduction des demandes et la liste des documents à fournir;

3° les taux et modalités de calcul des subventions applicables.

Le Gouvernement approuve le projet. Sa décision d'approbation totale ou partielle prend en considération, l'adéquation du projet présenté au regard des priorités déterminées par le Gouvernement, la valeur technique des projets ainsi que la capacité financière du demandeur et de la Région.

Le demandeur peut modifier le projet, si cette modification est dûment justifiée et approuvée préalablement par le Gouvernement.

Les dispositions relatives à l'élaboration du projet sont applicables à sa modification.

Des avances sur le montant des subventions peuvent être accordées aux conditions fixées par le Gouvernement.

CHAPITRE XV. — *Dispositions modificatives*

Art. 47. Dans l'article 5 du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, modifié par le décret du 22 décembre 2010 et du 24 novembre 2016, les paragraphes 3, inséré par le décret du 22 décembre 2010 et remplacé par le décret du 24 novembre 2016, 4 et 5, insérés par le décret du 24 novembre 2016, sont abrogés.

Art. 48. Dans l'article 6 du même décret, le paragraphe 5, inséré par le décret du 27 octobre 2011 et remplacé par le décret du 24 novembre 2016, est abrogé.

Art. 49. Dans l'article 8 du même décret, l'alinéa 1^{er}, modifié par les décrets des 22 décembre 2010 et 24 novembre 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Dans les cas d'infraction visés à l'article 5, § 1^{er}, 1°, et § 2, 2° et 3°, ou en cas de dégradation causée à la voirie publique régionale à l'occasion d'une infraction visée à l'article 5, § 1^{er}, 4°, ou au décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière, l'autorité gestionnaire peut d'office remettre ou faire remettre le domaine public en état. Le coût de la remise en état du domaine public, y compris, le cas échéant, le coût de la gestion des déchets conformément à la réglementation en vigueur, est récupéré à charge de l'auteur de l'infraction. ».

Art. 50. Dans l'article 8bis du même décret, inséré par le décret du 22 décembre 2010 et remplacé par le décret du 24 novembre 2016, les paragraphes 3 à 7 sont abrogés.

Art. 51. A l'article 9 du même décret, modifié par les décrets des 22 décembre 2010 et 24 novembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le 3° est abrogé;

2° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est abrogé;

3° dans le paragraphe 10, les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 52. L'article 3 du décret du 26 mai 2016 relatif aux trains de véhicules plus longs et plus lourds (VLL ou écocombis) dans le cadre de projets-pilotes, est abrogé.

Art. 53. A l'article 42 du Code judiciaire, modifié par les lois des 23 mars 1999, 19 octobre 2015 et 4 mai 2016, il est ajouté un 8°, rédigé comme suit :

« à la Région wallonne, dans le cadre du recours visé à l'article 29 du décret 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière, à l'adresse du service compétent visé à l'article 27, 1°, du même décret. ».

Art. 54. A l'article 36 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait modifié le 19 juillet 2013, il est ajouté un 7°, rédigé comme suit :

« 7° des recours introduits en vertu de l'article 29, § 1^{er}, alinéa 3 du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière. ».

Art. 55. A l'article 601^{ter} du Code judiciaire, inséré par la loi du 13 mai 1999 et modifié par les lois des 24 juin 2013 et 15 juillet 2013, il est ajouté un 6°, rédigé comme suit :

« 6° le recours contre la décision d'infliger une amende administrative en vertu de l'article 29 du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière. ».

Art. 56. Dans l'article 2, § 2, du décret du 29 octobre 2015 portant création de fonds budgétaires en matière de routes et de voies hydrauliques, les points 5° à 9° sont abrogés.

Art. 57. Dans l'article 5 du même décret, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. A l'exception de recettes pour un montant maximal de 43 950 000 euros directement versés au budget général des recettes de la Région wallonne, sont affectées au Fonds visé au paragraphe 1^{er}, les recettes, excédant ce montant, résultant :

1° des perceptions immédiates, transactions, ordre de paiement et amendes pénales liées aux infractions à la réglementation de la sécurité routière qui relèvent de la compétence de la Région wallonne et qui sont attribuées à celle-ci en fonction du lieu de l'infraction conformément à l'article 2^{bis} de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

2° des amendes administratives liées aux infractions à la réglementation de la sécurité routière qui relèvent de la compétence de la Région wallonne. ».

Art. 58. A l'article 5, § 3, du même décret, les points 4° à 13° sont ajoutés :

« 4° à la réparation des dommages survenus au réseau routier et autoroutier;

5° à la construction et l'entretien du réseau routier et autoroutier, en ce compris les interventions en faveur de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures, ci-après SÓFICO;

6° au paiement des chantiers et études réalisés dans le cadre du programme européen CENTRICO;

7° au financement de l'Agence wallonne pour la Sécurité routière;

8° au financement des dépenses de sécurisation du réseau routier régional, en ce compris le traitement d'obstacles latéraux sur voiries régionales via les dépenses en génie civil, en équipements routiers, en services;

9° au financement des activités et des outils de contrôle de la police domaniale;

10° au financement de bases de données et outils de gestion pour le transport de marchandises dangereuses et le transport exceptionnel par route;

11° au financement de bases de données et outils de gestion de la signalisation ainsi que du point de contact avec les gestionnaires cartographiques de géolocalisation;

12° à l'utilisation de nouvelles technologies et procédures permettant d'augmenter l'efficacité des contrôles nécessaires pour préserver la sécurité des usagers de la route, en ce compris le financement des activités d'homologation des instruments de mesures dans le cadre de compétences régionales de contrôle de la sécurité routière;

13° à des subventions pour études et expériences pilotes dans le domaine routier et autoroutier. ».

CHAPITRE XVI. — *Disposition finale*

Art. 59. Le présent décret entre en vigueur au plus tard le 1^{er} juin 2022 à l'exception des articles 13, 23 et 31. Le Gouvernement détermine la date d'entrée en vigueur des dispositions du présent décret. Le Gouvernement peut fixer des dates d'entrée en vigueur différentes pour chaque disposition.

Les procédures en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent décret demeurent régies par les dispositions légales et réglementaires qui étaient en vigueur au moment de l'introduction de la procédure.

Le présent décret ne s'applique qu'aux infractions commises après son entrée en vigueur.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 4 avril 2019.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche,
de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux,
du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1299 (2018-2019) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 3 avril 2019.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/203621]

4. APRIL 2019 — Dekret über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Durch vorliegendes Dekret wird die Richtlinie 2015/413/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. März 2015 zur Erleichterung des grenzüberschreitenden Austauschs von Informationen über die Straßenverkehrssicherheit gefährdende Verkehrsdelikte teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten die folgenden Definitionen:

1° Gesetz über den Straßenverkehr vom 16. März 1968: das Gesetz vom 16. März 1968 über die Straßenverkehrspolizei;

2° Straßenverkehrsordnung: der Königliche Erlass vom 1. Dezember 1975 über die allgemeine Straßenverkehrsordnung und die Benutzung der öffentlichen Straße;

3° technische Verordnung: der Königliche Erlass vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör und der Königliche Erlass vom 10. Oktober 1974 zur Einführung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kleinkrafträder und Motorräder sowie an ihre Anhänger, sowie alle Rechtsvorschriften der Region in Bezug auf die technischen Anforderungen an Fahrzeuge;

4° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit gehört, oder dessen Beauftragter;

5° außergewöhnlicher Transport: jede Bewegung eines außergewöhnlichen Fahrzeugs auf öffentlichen Straßen;

6° außergewöhnliches Fahrzeug: Kraftfahrzeuge, Anhänger oder Fahrzeugkombinationen im Sinne von Artikel 1 der technischen Verordnung, die aufgrund ihrer Bauweise oder ihrer unteilbaren Ladung die in der Straßenverkehrsordnung oder in der technischen Verordnung festgelegten Grenzwerte für Gewicht oder Abmessungen überschreiten;

7° Begleitfahrzeug: ein Fahrzeug mit Begleiter, das ein außergewöhnliches Fahrzeug begleitet, mit Ausnahme der Fahrzeuge der Polizeikräfte;

8° Konvoi: der gesamte Tross aus außergewöhnlichem Fahrzeug und Begleit-, Warn- oder Hilfsfahrzeugen;

9° unteilbare Ladung: eine Ladung, die zur Beförderung auf der Straße nicht ohne erhebliche Kosten oder Schadensrisiken in mehrere Ladungen aufgeteilt werden kann und die aufgrund ihrer Abmessungen oder ihres Gewichts nicht mit einem Transport befördert werden kann, dessen Abmessungen und Gesamtgewicht der Straßenverkehrsordnung, der technischen Verordnung oder den von der Regierung festgelegten Vorschriften in Sachen Abmessungen und Gewicht entsprechen;

10° Benutzer: jede natürliche oder juristische Person, die im Rahmen ihrer Aktivitäten ein außergewöhnliches Fahrzeug benutzt;

11° Spediteur: jede natürliche oder juristische Person, die sich gegen Vergütung verpflichtet, eine Güterbeförderung vorzunehmen, und diese Beförderung in eigenem Namen von Dritten durchführen lässt;

12° Abfertigungsspediteur: jede natürliche oder juristische Person, die sich gegen Vergütung verpflichtet, in eigenem Namen aber für Rechnung ihres Auftraggebers Güter befördern zu lassen und eine oder mehrere mit der Beförderung verbundene Verrichtungen, wie die Annahme, die Übergabe an Dritttransporteure, die Lagerung, Versicherung und Verzollung durchzuführen oder durchführen zu lassen;

13° regionales öffentliches Straßennetz: das regionale öffentliche Straßennetz im Sinne des Artikels 2 Absatz 1 Ziffer 1 Buchstabe a des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes;

14° Verwalter: der Verwalter der öffentlichen Straße;

15° höchstzulässige Höhe: die höchstzulässige Höhe kraft der technischen Verordnung, der Straßenverkehrsordnung, der Regierung oder der Vorschriften der Inbetriebnahmegenehmigung;

16° höchstzulässige Breite: die höchstzulässige Breite kraft der technischen Verordnung, der Straßenverkehrsordnung, der Regierung oder der Vorschriften der Inbetriebnahmegenehmigung;

17° höchstzulässige Länge: die höchstzulässige Länge kraft der technischen Verordnung, der Straßenverkehrsordnung, der Regierung oder der Vorschriften der Inbetriebnahmegenehmigung;

18° höchstzulässige Achslast: die höchstzulässige Achslast, die von der Regierung, kraft der technischen Verordnung oder kraft der Vorschriften einer Inbetriebnahmegenehmigung erlaubt wird;

19° zulässiges Gesamtgewicht: das höchstzulässige Gesamtgewicht, das von der Regierung, kraft der technischen Verordnung oder kraft der Vorschriften einer Inbetriebnahmegenehmigung erlaubt wird;

20° Regeln im Bereich der Beförderung von gefährlichen Gütern im Straßenverkehr: die Regeln nach dem Königlichen Erlass vom 28. Juni 2009 über die Beförderung von gefährlichen Gütern im Straßen- und Eisenbahnverkehr mit Ausnahme von explosionsfähigen und radioaktiven Stoffen, oder diejenigen, die von der Regierung bestimmt werden;

21° gefährliches Gut: ein gefährliches Gut im Sinne des in Genf am 30. September unterzeichneten, durch das Gesetz vom 10. August 1960 gebilligten Europäischen Übereinkommens über die internationale Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße (ADR) und seiner Anhänge;

22° erlaubte Höchstgeschwindigkeit: die laut der Straßenverkehrsordnung oder von der Regierung bestimmte Geschwindigkeit;

23° Eurocombi: ein längeres oder schwereres Fahrzeug nach dem Dekret vom 26. Mai 2016 über längere und schwerere Kraftwagenzüge (Eurocombis oder Ecombis) im Rahmen von Pilotprojekten oder seinen Ausführungsregeln;

24° Werktag: alle Wochentage, außer Samstagen, Sonntagen und gesetzlichen Feiertagen.

KAPITEL II — *Bedingungen für den Verkehr der Fahrzeuge auf öffentlichen Straßen**Abschnitt 1 — Gewichte und Abmessungen der Fahrzeuge*

Art. 3 - Außer im Falle einer von der Regierung vorgesehenen Ausnahmeregelung darf niemand auf öffentlicher Straße,

1° ein Fahrzeug führen, dessen Achslast oder Gesamtgewicht unbeschadet der Anwendung der Messtoleranz der Waage den von der Regierung, kraft der technischen Verordnung oder kraft der Inbetriebnahmegenehmigung für ein außergewöhnliches Fahrzeug, ein Eurocombi oder ein sonstiges Fahrzeug bzw. eine sonstige Fahrzeugkombination, das bzw. die einer Genehmigung unterliegt, genehmigten Höchstwert überschreitet;

2° ein beladenes Fahrzeug führen, dessen Abmessungen den von der Regierung, kraft der technischen Verordnung, kraft der Straßenverkehrsordnung oder kraft der Inbetriebnahmegenehmigung für ein außergewöhnliches Fahrzeug, ein Eurocombi oder ein sonstiges Fahrzeug bzw. eine sonstige Fahrzeugkombination, das bzw. die einer Genehmigung unterliegt, genehmigten Höchstwert überschreitet.

Abschnitt 2 — Guter Betriebszustand der Fahrzeuge

Art. 4 - Unbeschadet der in der technischen Verordnung oder von der Regierung bestimmten Ausnahmen darf niemand auf öffentlicher Straße ein Fahrzeug führen, das den von der Regierung bestimmten Kategorien angehört, und den Vorschriften der technischen Verordnung oder den von der Regierung bestimmten Vorschriften nicht genügt.

Der Verkehr eines Fahrzeugs ohne Prüfbescheinigung oder ohne jegliches sonstige kraft der technischen Verordnung vorgesehene oder von der Regierung bestimmte Dokument ist untersagt, wenn diese Dokumente für das betreffende Fahrzeug vorgeschrieben sind.

Abschnitt 3 — Ladungssicherung und -kennzeichnung

Art. 5 - Niemand darf auf öffentlicher Straße ein Fahrzeug führen, das den von der Regierung bestimmten Kategorien angehört, und dessen Ladung nicht gemäß den in der Straßenverkehrsordnung oder von der Regierung festgelegten Regeln gesichert ist.

Art. 6 - Außer im Falle einer von der Regierung vorgesehenen Ausnahmeregelung darf niemand auf öffentlicher Straße ein Fahrzeug führen, das den von der Regierung bestimmten Kategorien angehört, und dessen Ladung nicht gemäß den in der Straßenverkehrsordnung oder von der Regierung festgelegten Regeln gekennzeichnet ist.

Abschnitt 4 — Beförderung von gefährlichen Gütern

Art. 7 - Niemand darf auf öffentlicher Straße ein Fahrzeug führen, das gefährliche Güter befördert,

1° wenn ihm der Zugang zu dieser Straße kraft der Straßenverkehrsordnung oder von der Regierung untersagt wird;

2° wenn dies gegen die Regeln im Bereich der Beförderung von gefährlichen Gütern im Straßenverkehr verstößt.

*Abschnitt 5 — Außergewöhnlicher Transport**Unterabschnitt 1 — Inbetriebnahmegenehmigung*

Art. 8 - § 1. Die Zulassung eines außergewöhnlichen Fahrzeugs im öffentlichen Verkehr für bestimmte Routen kann durch die Gewährung einer vorherigen Genehmigung der von der Regierung bestimmten Dienststelle erteilt werden.

In der Genehmigung werden insbesondere die zu folgende Route oder das zu folgende Routennetz vorgeschrieben, sowie die zu treffenden Maßnahmen, um

1° dem außergewöhnlichen Fahrzeug einen sicheren, flüssigen und bequemen Verkehr zu gewährleisten;

2° Schäden an öffentlichen Straßen, an den dort befindlichen Bauwerken und an den anliegenden Anwesen zu verhindern;

3° negative Auswirkungen auf die anderen Verkehrsteilnehmer und die nachhaltigen Verkehrsmittel zu vermeiden.

Die Genehmigung kann jederzeit aufgrund der in Absatz 2 genannten Ziele oder aus anderen Gründen öffentlichen Interesses entzogen, ausgesetzt oder geändert werden, ohne dass der Inhaber der Genehmigung Anspruch auf Schadenersatz hat.

§ 2. Die Genehmigung und ihre eventuellen Anhänge sind an Bord des außergewöhnlichen Fahrzeugs, für das die Genehmigung ausgestellt wurde, mitzuführen.

Wenn es einen Verkehrskordinator gibt, dann bewahrt Letzterer die in Absatz 1 genannten Dokumente an Bord seines Begleitfahrzeugs auf.

§ 3. Der Verwalter kann vor der Ausstellung der Genehmigung oder jederzeit, wenn die Durchfahrt des außergewöhnlichen Fahrzeugs ihm Kosten verursachen könnte, die Hinterlegung einer Bürgschaft verlangen.

Unterabschnitt 2 — Ausnahmen

Art. 9 - Die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse in Bezug auf den außergewöhnlichen Transport gelten nicht für die folkloristischen Wagen unter den Bedingungen von Artikel 56bis der Straßenverkehrsordnung, sowie für die außergewöhnlichen Fahrzeuge, die durch die folgenden Instanzen im öffentlichen Verkehr zugelassen werden:

1° die Polizeidienste;

2° die Verwalter des Straßen- und Wegenetzes im Rahmen ihrer Aufgaben;

3° Subunternehmer der Verwalter des Straßen- und Wegenetzes, wenn sie während der Wintersaison der Schneeräumung oder der Streuung von Auftausalz dienen, insofern sich der außergewöhnliche Charakter des Fahrzeugs aus der Schneeschaukel oder der Streuanlage ergibt;

4° den Zivilschutz;

5° die Feuerwehr;

6° die Armee;

7° die öffentlichen Behörden im Rahmen der Bekämpfung allgemeiner Naturkatastrophen;

8° oder die durch die öffentlichen Behörden im Rahmen der Bekämpfung von Katastrophen requiriert wurden.

In den in Absatz 1 vorgesehenen Fällen findet der außergewöhnliche Transport unter der Leitung der öffentlichen Behörde statt, die das außergewöhnliche Fahrzeug benutzt. Diese Behörde trifft alle erforderlichen Maßnahmen,

1° um Schäden an den öffentlichen Straßen, ihren Nebenanlagen, den dort befindlichen Bauwerken und den anliegenden Anwesen zu verhindern;

2° um dem außergewöhnlichen Fahrzeug einen sicheren, flüssigen und bequemen Verkehr zu gewährleisten.

Unterabschnitt 3 — Verpflichtungen des Benutzers, des Fahrers, des Verkehrskordinators und der Begleiter

Art. 10 - Der Benutzer wie auch der Fahrer des Zugfahrzeugs und gegebenenfalls der Verkehrskordinator und die in Artikel 12 genannten Begleiter sind für die Einhaltung der in vorliegendem Dekret und seinen Ausführungserlassen sowie der in der Inbetriebnahmegenehmigung enthaltenen Vorschriften über den außergewöhnlichen Transport verantwortlich.

Art. 11 - § 1. Der Benutzer oder der Fahrer des außergewöhnlichen Fahrzeugs oder gegebenenfalls der Verkehrskordinator erkunden die Fahrtroute höchstens fünf Tage vor dem Datum, an dem der außergewöhnliche Transport stattfindet. Keinesfalls darf eine Route gewählt werden, die vorher nicht erkundet wurde.

Abgesehen vom Vorhandensein von Hindernissen auf der Fahrtroute prüft der Benutzer oder der Fahrer des außergewöhnlichen Fahrzeugs oder gegebenenfalls der Verkehrskordinator, ob beim Durchqueren von Ortschaften die Fahrt nicht durch öffentliche Veranstaltungen wie Märkte, Trödelmärkte, kurzzeitige oder längerdauernde örtliche Feste beeinträchtigt wird.

Wenn zwecks der Durchfahrt des außergewöhnlichen Transports Anpassungen an der Infrastruktur vorgenommen oder Hindernisse geräumt werden müssen, dann werden die zu treffenden Maßnahmen im Einvernehmen mit dem Verwalter getroffen.

Wenn beim außergewöhnlichen Transport auf ein Hindernis gestoßen wird, kann eine Umleitung der Fahrtroute unter Bedingungen, welche die in Artikel 8 § 1 genannte Dienststelle zu bestimmen hat, vorgesehen werden.

§ 2. Die Kosten in Verbindung mit den in vorliegendem Artikel erwähnten Maßnahmen gehen zu Lasten des Inhabers der Genehmigung.

Unterabschnitt 4 — Begleitung

Art. 12 - Die Regierung bestimmt insbesondere aufgrund der Abmessungen, der Verkehrsmasse oder der Art der durchzuführenden Manöver, für welche außergewöhnlichen Transporte eine Begleitung durch ein oder mehrere Begleitfahrzeuge, einschließlich eines oder mehrerer Begleiter, worunter ein Verkehrskordinator, oder eine Begleitung durch die Polizeidienste zwingend vorgeschrieben ist.

Der Verkehrskordinator und die Begleiter achten auf den reibungslosen Ablauf des außergewöhnlichen Transports und erteilen den Verkehrsteilnehmern die nötigen Anweisungen, um:

1° einen sicheren und flüssigen Verkehr zu gewährleisten und Schäden an der Infrastruktur zu verhindern;

2° die Durchfahrt des außergewöhnlichen Fahrzeugs zu erleichtern.

Abschnitt 6 — Geschwindigkeiten

Art. 13 - Es ist verboten,

1° auf öffentlichen Straßen mit Ausnahme der Autobahnen die in der Straßenverkehrsordnung oder von der Regierung bestimmte erlaubte Höchstgeschwindigkeit zu überschreiten;

2° in der Nähe von Baustellen und Hindernissen auf Straßen und Autobahnen die aufgrund von Beschilderungen, die der Straßenverkehrsordnung genügen, festgelegten Geschwindigkeiten zu überschreiten.

KAPITEL III — Befugte Bedienstete

Art. 14 - Die zur Ermittlung und Feststellung von Verstößen gegen die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse befugten Bediensteten sind unbeschadet der Zuständigkeiten des Einsatz-, Verwaltungs- und Logistikkaders der föderalen und lokalen Polizei die von der Regierung benannten und auf gültige Weise ausgebildeten Bediensteten.

Art. 15 - § 1. Die befugten Bediensteten stellen die Verstöße mittels Protokollen fest, die bis zum Beweis des Gegenteils Beweiskraft haben. Aufgrund der Umstände, die solche Maßnahmen begründen, sind sie ebenfalls berechtigt, Verwarnungen auszusprechen, oder dem Zuwiderhandelnden eine Frist einzuräumen, um den Vorschriften nachzukommen.

§ 2. Die Protokolle und generell alle in dem vorliegenden Dekret erwähnten Verfahrensurkunden können nach von der Regierung bestimmten Modalitäten in elektronischer Form mit einer elektronischen Unterschrift oder mittels eines gesicherten Geräts, das eine handschriftliche Unterschrift in digitaler Form speichert, erstellt werden.

§ 3. Die Protokolle werden

1° an den Berater für die administrative Verfolgung übermittelt, binnen fünfzehn Tagen je nach Fall:

a) ab der Feststellung des Verstoßes;

b) ab der Identifizierung des Zuwiderhandelnden;

c) ab der Verweigerung der Zahlung oder der Nichtzahlung der ermäßigten administrativen Geldbuße nach Artikel 33;

2° in den in Artikel 30 oder 31 vorgesehenen Fällen ebenfalls an den zuständigen Prokurator des Königs übermittelt, binnen fünfzehn Tagen je nach Fall:

a) ab der Feststellung des Verstoßes;

b) ab der Identifizierung des Zuwiderhandelnden.

Eine Kopie der Protokolle wird dem Zuwiderhandelnden binnen dreißig Tagen ab einem der in Ziffer 1 Buchstabe a, oder b, oder c oder gegebenenfalls in Ziffer 2 Buchstabe a, oder b, genannten Ereignisse übermittelt. Nach Ablauf der letztgenannten, für die Übermittlung der Kopie an den Zuwiderhandelnden vorgesehenen Fristen behalten die Protokolle ihren Wert als einfache Auskünfte.

Die Kopie des Protokolls kann durch das Informationsschreiben im Sinne von Artikel 5 der Richtlinie 2015/413/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. März 2015 zur Erleichterung des grenzüberschreitenden Austauschs von Informationen über die Straßenverkehrssicherheit gefährdende Verkehrsdelikte ersetzt werden.

§ 4. Im Rahmen der Ausübung ihrer Aufgaben können die befugten Bediensteten

1° jede Person, die wegen schwerwiegender Indizien für einen Verstoß gegen das vorliegende Dekret oder seine Ausführungserlasse unter Verdacht steht, anweisen, ihren Personalausweis oder jedes andere Dokument vorzuweisen, mittels dessen sie identifiziert werden kann;

2° Fahrzeuge anhalten, den Fahren Anweisungen geben, und die Fahrzeuge kontrollieren;

3° jede Person über jeglichen Tatbestand befragen, dessen Kenntnisnahme zur Ausübung ihres Amtes nützlich ist;

4° sich jegliches Dokument, einschließlich der Fahrzeugdokumente, jegliches Schriftstück oder jeglichen Schein vorzeigen lassen, die zur Ausübung ihres Amtes nützlich sind, eine photographische oder sonstige Kopie davon fertigen oder gegen Empfangsbescheinigung wegnehmen;

5° was die von der Regierung benannten, befugten Bediensteten betrifft, die Unterstützung der föderalen Polizei, der lokalen Polizei oder anderer regionaler Dienste anfordern.

§ 5. Die befugten Bediensteten können gegen das entgegen den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets, seiner Ausführungserlasse oder einer Inbetriebnahmegenehmigung in Betrieb genommene Fahrzeug ein Fahrverbot verhängen. Diese Maßnahme hat so lange Bestand, wie der Verstoß andauert.

Die befugten Bediensteten können dem Fahrer anordnen, das Fahrzeug an einen von ihnen bestimmten Ort zu bringen, um jegliche Gefährdung der öffentlichen Sicherheit zu vermeiden, oder an einen Ort zu bringen, um das Fahrzeug zu wiegen oder Übergewicht abzuladen. Diese auferlegten Manöver erfolgen unter der Leitung der befugten Bediensteten. Diese Maßnahme hat so lange Bestand, wie der Verstoß andauert.

Die befugten Bediensteten sind berechtigt:

1° das Fahrzeug anzuhalten, das Fahrzeug entladen zu lassen und alle Maßnahmen zur Gewährleistung der Verkehrssicherheit zu treffen;

2° die Borddokumente des Fahrzeugs zurückzubehalten, bis der Verstoß nicht mehr existiert.

Die in vorliegendem Paragraphen erwähnten Maßnahmen erfolgen auf Kosten, Rechnung und Gefahr des Zuwiderhandelnden.

§ 6. Die Regierung kann die Modalitäten für die Anwendung des vorliegenden Artikels bestimmen.

Art. 16 - Feststellungen, die auf materiellen Beweisen beruhen, die durch in Anwesenheit eines befugten Bediensteten automatisch betriebene Geräte beigebracht werden, haben Beweiskraft bis zum Beweis des Gegenteils, wenn es sich um Verstöße gegen das vorliegende Dekret und die zu seiner Ausführung ergangenen Erlasse handelt.

Feststellungen, die auf materiellen Beweisen beruhen, die durch in Abwesenheit eines befugten Bediensteten automatisch betriebene Geräte beigebracht werden, haben Beweiskraft bis zum Beweis des Gegenteils, wenn es sich um Verstöße gegen das vorliegende Dekret und die zu seiner Ausführung ergangenen Erlasse handelt. Ist ein Verstoß durch in Abwesenheit eines befugten Bediensteten automatisch betriebene Geräte festgestellt worden, wird dies im Protokoll vermerkt.

Automatisch betriebene Geräte, die für die Überwachung der Anwendung des vorliegenden Dekrets und der zu seiner Ausführung ergangenen Verordnungen gebraucht werden, müssen, sofern Messungen vorgenommen werden, zugelassen oder homologiert werden auf Kosten der Hersteller, Importeure oder Verteiler, die die Bauartzulassung oder die Genehmigung für die Verwendung beantragen in Übereinstimmung mit:

1° dem Königlichen Erlass vom 12. Oktober 2010 über die Zulassung, die Eichung und die Einrichtung der Messgeräte, die zur Kontrolle der Umsetzung des Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei und der in Ausführung dieses Gesetzes verabschiedeten Erlasse, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Juni 2018 abgeänderten Fassung;

2° dem Königlichen Erlass vom 16. Oktober 2009 über die Genehmigung für die Verwendung von nicht geprüften Messsystemen;

3° oder den von der Regierung festgelegten Bestimmungen, wobei die Regierung zudem besondere Modalitäten für die Verwendung dieser Geräte festlegen kann.

Bis zu ihrer Zulassung oder Genehmigung behalten die materiellen Beweise, die durch in Anwesenheit eines befugten Bediensteten automatisch betriebene Geräte ohne Zulassung oder Homologierung beigebracht werden, ihren Wert als einfache Auskünfte im Rahmen der Feststellung von Verstößen durch Protokolle.

Die Regierung kann nach Stellungnahme der Datenschutzbehörde besondere Modalitäten für die Verwendung, Abfrage und Aufbewahrung der von diesen Geräten gelieferten Daten festlegen.

Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 29 der Strafprozessordnung sowie von Artikel 62 des Gesetzes über den Straßenverkehr vom 16. März 1968 dürfen die Geräte und die Auskünfte, die sie liefern, lediglich zu Zwecken der Ahndung der auf öffentlicher Straße begangenen Verstöße gegen das vorliegende Dekret und die zu seiner Ausführung ergangenen Erlasse, der Regelung des Straßenverkehrs, als Hilfe bei der Identifizierung der Zuwiderhandelnden sowie zu statistischen Zwecken, oder zu anderen nach Stellungnahme der Datenschutzbehörde von der Regierung bestimmten Zwecken benutzt werden.

Sind die Geräte dazu bestimmt, als feste Ausrüstung auf öffentlichen Straßen in Abwesenheit eines befugten Bediensteten benutzt zu werden, werden das Anbringen und die Gebrauchsumstände anlässlich von Konzertierungen bestimmt, die die zuständigen gerichtlichen, polizeilichen und Verwaltungsbehörden - unter ihnen Berater für die administrative Verfolgung und die Verwalter des Straßen- und Wegenetzes - organisieren. Die Regierung bestimmt die besonderen Modalitäten für diese Konzertierung. Das Anbringen fester Ausrüstungen auf öffentlichen Straßen von Geräten, die in Abwesenheit eines befugten Bediensteten automatisch betrieben werden, geschieht mit Zustimmung der Verwalter des Straßen- und Wegenetzes.

KAPITEL IV — Die Berater für die administrative Verfolgung

Art. 17 - § 1. Die Regierung:

1° bestimmt die befugten Dienststellen und die Berater für die administrative Verfolgung, die ermächtigt sind, die in Paragraph 2 erwähnten Maßnahmen zu ergreifen;

2° organisiert die Ausbildung der Berater für die administrative Verfolgung für die Anwendung des vorliegenden Dekrets;

3° bestimmt das erforderliche Diplommniveau und die Bedingungen in Bezug auf die Ehrbarkeit der Berater für die administrative Verfolgung.

§ 2. Für Verstöße, die kraft des vorliegenden Dekrets mit administrativen Geldbußen geahndet werden,

1° haben die Berater für die administrative Verfolgung eine allgemeine Informationspflicht und ein allgemeines Informationsrecht, und sind ermächtigt, die ihnen durch vorliegendes Dekret und seine Ausführungserlasse anvertrauten Aufgaben auszuüben;

2° bestimmen die Berater für die administrative Verfolgung die Politik in Sachen Verwaltungsverfahren;

3° urteilen die Berater für die administrative Verfolgung über die Zweckmäßigkeit von administrativen Verfolgungen, orientieren die Verwaltungsverfahren, oder geben die Gründe an, aus denen sie die Einstellung bestimmter Verfolgungen beschlossen haben;

4° haben die Berater für die administrative Verfolgung das Recht, an die befugten Bediensteten zu appellieren, um alle zur Ausübung ihrer Zuständigkeiten notwendigen Handlungen durchzuführen.

§ 3. Die Berater für die administrative Verfolgung sind bei ihren Ermittlungen und individuellen administrativen Verfolgungen unabhängig, unbeschadet des Rechts für den Minister, Verfolgungen anzuordnen und Richtlinien im Bereich der Politik für die Verwaltungsverfahren zu erlassen, einschließlich was die administrativen Ermittlungen und Verfolgungen betrifft.

KAPITEL V — Strafen

Abschnitt 1 — Administrative Geldbußen

Unterabschnitt 1 — Allgemeine Bestimmung

Art. 18 - Unbeschadet der Anwendung von Artikel 23, 24, § 2, 30 bis 33, 35 und 36 werden die Verstöße gegen vorliegendes Dekret, gegen seine Ausführungserlasse und gegen die Vorschriften der Inbetriebnahmegenehmigungen für außergewöhnliche Fahrzeuge, Eurocombis oder sonstige Fahrzeuge oder Fahrzeugkombinationen ausschließlich mittels administrativer Geldbußen geahndet, deren Höhe in vorliegendem Abschnitt festgelegt wird. Die Regierung kann diese Beträge indexieren.

Ein 8-facher Multiplikator wird auf den Betrag der administrativen Geldbußen angewendet, die vom Beamten der Verwaltungsinstanz, oder vom Polizeigericht oder Jugendgericht als Berufungsinstanzen, verhängt werden.

Das Verwaltungsverfahren gilt nicht für Minderjährige unter sechzehn Jahren.

Unterabschnitt 2 — Überladung

Art. 19 - Wenn das Gesamtgewicht des Fahrzeugs oder der Fahrzeugkombination unbeschadet der Anwendung der Messtoleranz der Waage das zulässige Gesamtgewicht überschreitet, beläuft sich die administrative Geldbuße auf:

1° 500 Euro bei einer Überladung um höchstens zehn Prozent;

2° 1 000 Euro bei einer Überladung um mehr als zehn Prozent bis fünfzehn Prozent;

3° 2 000 Euro bei einer Überladung um mehr als fünfzehn Prozent bis zwanzig Prozent;

4° 3 000 Euro bei einer Überladung um mehr als zwanzig Prozent bis dreißig Prozent;

5° 4 000 Euro bei einer Überladung um mehr als dreißig Prozent bis vierzig Prozent;

6° 5 000 Euro bei einer Überladung um mehr als vierzig Prozent.

Wenn die Achslast unbeschadet der Anwendung der Messtoleranz der Waage die höchstzulässige Achslast überschreitet, beläuft sich die administrative Geldbuße auf:

1° 250 Euro bei einer Überladung um höchstens fünf Prozent;

2° 500 Euro bei einer Überladung um mehr als fünf Prozent bis zehn Prozent;

3° 1 000 Euro bei einer Überladung um mehr als zehn Prozent bis fünfzehn Prozent;

4° 1 500 Euro bei einer Überladung um mehr als fünfzehn Prozent bis zwanzig Prozent;

5° 2 000 Euro bei einer Überladung um mehr als zwanzig Prozent bis dreißig Prozent;

6° 2 500 Euro bei einer Überladung um mehr als dreißig Prozent bis vierzig Prozent;

7° 3 000 Euro bei einer Überladung um mehr als vierzig Prozent bis fünfzig Prozent;

8° 3 500 Euro bei einer Überladung um mehr als fünfzig Prozent bis sechzig Prozent;

9° 4 000 Euro bei einer Überladung um mehr als sechzig Prozent.

In Abweichung von Absatz 1 und 2 werden die Fahrzeuge oder Fahrzeugkombinationen, deren zulässiges Gesamtgewicht

1° 3,5 Tonnen nicht überschreitet, mit einer administrativen Geldbuße bestraft, die sich auf dreißig Prozent der in den Paragraphen 1 und 2 vorgesehenen Beträge beläuft;

2° über 3,5 Tonnen und unter 12 Tonnen liegt, mit einer administrativen Geldbuße bestraft, die sich auf fünfzig Prozent der in den Paragraphen 1 und 2 vorgesehenen Beträge beläuft;

3° 12 Tonnen oder mehr erreicht ohne 32 Tonnen zu überschreiten, mit einer administrativen Geldbuße bestraft, die sich auf achtzig Prozent der in den Paragraphen 1 und 2 vorgesehenen Beträge beläuft.

Unterabschnitt 3 — Überschreitung der zulässigen Abmessungen

Art. 20 - Die administrative Geldbuße beträgt:

1° wenn die Länge des beladenen Fahrzeugs oder der beladenen Fahrzeugkombination die höchstzulässige Länge überschreitet:

- a) 75 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Länge um höchstens fünf Prozent;
- b) 400 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Länge um mehr als fünf Prozent bis zehn Prozent;
- c) 700 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Länge um mehr als zehn Prozent bis fünfzehn Prozent;
- d) 1 000 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Länge um mehr als fünfzehn Prozent bis zwanzig Prozent;
- e) 1 500 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Länge um mehr als zwanzig Prozent bis dreißig Prozent;
- f) 2 000 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Länge um mehr als dreißig Prozent bis vierzig Prozent;
- g) 2 500 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Länge um mehr als vierzig Prozent bis fünfzig Prozent;

2° wenn die Höhe des beladenen Fahrzeugs oder der beladenen Fahrzeugkombination die höchstzulässige Höhe überschreitet:

- a) 75 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Höhe um höchstens zwei Prozent;
- b) 200 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Höhe um mehr als zwei Prozent bis fünf Prozent;
- c) 700 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Höhe um mehr als fünf Prozent bis zehn Prozent;
- d) 1 500 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Höhe um mehr als zehn Prozent bis fünfzehn Prozent;
- e) 2 000 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Höhe um mehr als fünfzehn Prozent bis zwanzig Prozent;
- f) 2 500 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Höhe um mehr als zwanzig Prozent;

3° wenn die Breite des beladenen Fahrzeugs oder der beladenen Fahrzeugkombination die höchstzulässige Breite überschreitet:

- a) 75 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Breite um höchstens fünf Prozent;
- b) 200 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Breite um mehr als fünf Prozent bis zwanzig Prozent;
- c) 700 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Breite um mehr als zwanzig Prozent bis vierzig Prozent;
- d) 1 500 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Breite um mehr als vierzig Prozent.

Die Regierung kann je nach den Kategorien von Fahrzeugen gemäß Artikel 19 letzter Absatz niedrigere Beträge für die administrativen Geldbußen als diejenigen nach den vorstehenden Absätzen bestimmen.

Unterabschnitt 4 — Fehlen einer Inbetriebnahmegenehmigung für außergewöhnliche Fahrzeuge oder Eurocombis oder Überschreitung der laut der Inbetriebnahmegenehmigung zugelassenen Gewichte und Abmessungen

Art. 21 - § 1. Wenn das Gesamtgewicht des außergewöhnlichen Fahrzeugs, des Eurocombis oder jeglichen sonstigen Fahrzeugs bzw. jeglicher sonstigen Fahrzeugkombination, das bzw. die einer Inbetriebnahmegenehmigung unterliegt, unbeschadet der Anwendung der Messtoleranz der Waage das zulässige Gesamtgewicht überschreitet, beläuft sich die administrative Geldbuße auf:

- 1° 750 Euro bei einer Überladung um höchstens zehn Prozent;
- 1° 1 500 Euro bei einer Überladung um mehr als zehn Prozent bis fünfzehn Prozent;
- 3° 3 000 Euro bei einer Überladung um mehr als fünfzehn Prozent bis zwanzig Prozent;
- 4° 4 000 Euro bei einer Überladung um mehr als zwanzig Prozent bis dreißig Prozent;
- 5° 5 000 Euro bei einer Überladung um mehr als dreißig Prozent bis vierzig Prozent;
- 6° 6 000 Euro bei einer Überladung um mehr als vierzig Prozent.

In Abweichung von Absatz 1 werden die Fahrzeuge oder Fahrzeugkombinationen, deren zulässiges Gesamtgewicht

1° über 60 Tonnen liegt und höchstens 120 Tonnen erreicht, mit einer administrativen Geldbuße bestraft, die sich auf hundertzwanzig Prozent der in Absatz 1 vorgesehenen Beträge beläuft;

2° über 120 Tonnen liegt und höchstens 180 Tonnen erreicht, mit einer administrativen Geldbuße bestraft, die sich auf hundertfünfzig Prozent der in Absatz 1 vorgesehenen Beträge beläuft;

3° über 180 Tonnen liegt, mit einer administrativen Geldbuße bestraft, die sich auf zweihundert Prozent der in Absatz 1 vorgesehenen Beträge beläuft.

§ 2. Wenn die Achslast des außergewöhnlichen Fahrzeugs, des Eurocombis oder jeglichen sonstigen Fahrzeugs bzw. jeglicher sonstigen Fahrzeugkombination, das bzw. die einer Inbetriebnahmegenehmigung unterliegt, unbeschadet der Anwendung der Messtoleranz der Waage die höchstzulässige Achslast überschreitet, beläuft sich die administrative Geldbuße auf:

- 1° 350 Euro bei einer Überladung um höchstens fünf Prozent;
- 2° 750 Euro bei einer Überladung um mehr als fünf Prozent bis zehn Prozent;
- 3° 1 500 Euro bei einer Überladung um mehr als zehn Prozent bis fünfzehn Prozent;
- 4° 2 000 Euro bei einer Überladung um mehr als fünfzehn Prozent bis zwanzig Prozent;
- 5° 2 500 Euro bei einer Überladung um mehr als zwanzig Prozent bis dreißig Prozent;
- 6° 3 500 Euro bei einer Überladung um mehr als dreißig Prozent bis vierzig Prozent;
- 7° 4 500 Euro bei einer Überladung um mehr als vierzig Prozent bis fünfzig Prozent;
- 8° 5 500 Euro bei einer Überladung um mehr als fünfzig Prozent bis sechzig Prozent;

9° 6 500 Euro bei einer Überladung um mehr als sechzig Prozent.

§ 3. Die administrative Geldbuße beträgt:

1° wenn die Länge des außergewöhnlichen Fahrzeugs, des Eurocombis oder jeglichen sonstigen Fahrzeugs bzw. jeglicher sonstigen Fahrzeugkombination, das bzw. die einer Inbetriebnahmegenehmigung unterliegt, die höchstzulässige Länge überschreitet:

- a) 300 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Länge um höchstens fünf Prozent;
- b) 700 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Länge um mehr als fünf Prozent bis zehn Prozent;
- c) 1 000 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Länge um mehr als zehn Prozent bis fünfzehn Prozent;
- d) 1 500 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Länge um mehr als fünfzehn Prozent bis zwanzig Prozent;
- e) 2 000 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Länge um mehr als zwanzig Prozent bis dreißig Prozent;
- f) 3 000 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Länge um mehr als dreißig Prozent bis vierzig Prozent;
- g) 4 000 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Länge um mehr als vierzig Prozent bis fünfzig Prozent;

2° wenn die Höhe des außergewöhnlichen Fahrzeugs, des Eurocombis oder jeglichen sonstigen Fahrzeugs bzw. jeglicher sonstigen Fahrzeugkombination, das bzw. die einer Inbetriebnahmegenehmigung unterliegt, die höchstzulässige Höhe überschreitet:

- a) 75 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Höhe um höchstens zwei Prozent;
- b) 200 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Höhe um mehr als zwei Prozent bis fünf Prozent;
- c) 700 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Höhe um mehr als fünf Prozent bis zehn Prozent;
- c) 1 500 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Höhe um mehr als zehn Prozent bis fünfzehn Prozent;
- e) 2 000 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Höhe um mehr als fünfzehn Prozent bis zwanzig Prozent;
- f) 2 500 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Höhe um mehr als zwanzig Prozent;

3° wenn die Breite des außergewöhnlichen Fahrzeugs, des Eurocombis oder jeglichen sonstigen Fahrzeugs bzw. jeglicher sonstigen Fahrzeugkombination, das bzw. die einer Inbetriebnahmegenehmigung unterliegt, die höchstzulässige Breite überschreitet:

- a) 75 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Breite um höchstens fünf Prozent;
- b) 200 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Breite um mehr als fünf Prozent bis zwanzig Prozent;
- b) 700 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Breite um mehr als zwanzig Prozent bis vierzig Prozent;
- d) 1 500 Euro bei einer Überschreitung der höchstzulässigen Breite um mehr als vierzig Prozent;

Art. 22 - Bei einem Verstoß gegen die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets oder seiner Ausführungserlasse oder gegen die Vorschriften der Inbetriebnahmegenehmigung eines außergewöhnlichen Fahrzeugs, eines Eurocombis oder eines sonstigen Fahrzeugs bzw. einer sonstigen Fahrzeugkombination, das bzw. die einer Genehmigung unterliegt, oder im Falle eines Verkehrsunfalls, kann die Inbetriebnahmegenehmigung entzogen, ausgesetzt oder geändert werden, ohne dass der Inhaber der Genehmigung Anspruch auf Schadenersatz hat.

Unterabschnitt 5 — Überschreitung der erlaubten Höchstgeschwindigkeit

Art. 23 - § 1. Bei Verstößen gegen die erlaubten Höchstgeschwindigkeiten nach Artikel 13 kann eine administrative Geldbuße verhängt werden ausschließlich für die Überschreitungen

1° um höchstens 20 km/h in einer geschlossenen Ortschaft, einer 30-Zone, einer Schulumgebung, einem verkehrsberuhigten Bereich oder einer Begegnungszone;

2° um höchstens 30 km/h außerhalb einer geschlossenen Ortschaft, einer 30-Zone, einer Schulumgebung, einem verkehrsberuhigten Bereich oder einer Begegnungszone.

§ 2. Die Überschreitung der erlaubten Höchstgeschwindigkeit wird mittels einer administrativen Geldbuße in Höhe von 10 Euro bis 1 000 Euro geahndet.

Dabei wird die Anzahl Stundenkilometer in Betracht gezogen, mit der die erlaubte Höchstgeschwindigkeit überschritten wird

Unterabschnitt 6 — Sonstige Verstöße

Art. 24 - § 1. Die Regierung legt die administrativen Geldbußen für die Verstöße gegen das vorliegende Dekret und seine Ausführungserlasse fest, die in vorliegendem Abschnitt nicht bestimmt sind, wobei sie die potentiellen Auswirkungen des Verstoßes auf die Verkehrssicherheit, die Straßeninfrastruktur, den Verkehrsfluss, die wirtschaftlichen Kosten für die Gesellschaft, unter Bezugnahme auf das wirtschaftliche Interesse für den Zuwiderhandelnden, diesen Verstoß zu begehren, berücksichtigt.

Diese Geldbußen dürfen nicht weniger als 30 Euro und nicht mehr als 6500 Euro betragen.

§ 2. Wer der Verpflichtung nach Artikel 37 Absatz 3 nicht nachkommt, wird mit einer Geldbuße von 50 Euro bis 4 000 Euro bestraft.

Wer der Verpflichtung nach Artikel 38 nicht nachkommt, wird mit einer Geldbuße von 200 Euro bis 4 000 Euro bestraft.

Abschnitt 2 — Kumulierung von administrativen Geldbußen und Rückfall

Art. 25 - Werden mehrere Verstöße gleichzeitig festgestellt, so werden die Beträge der administrativen Geldbußen zum Zeitpunkt ihrer Ahndung zusammengerechnet, ohne das Zweifache der höchsten administrativen Geldbuße überschreiten zu dürfen.

Art. 26 - Die administrative Geldbuße kann verdoppelt werden, wenn kumulativ die folgenden Bedingungen erfüllt werden:

1° der Verstoß wird innerhalb von drei Jahren ab einer vollstreckbaren ermäßigten administrativen Geldbuße nach Artikel 36, ab einem vollstreckbaren Beschluss zur administrativen Verurteilung nach Artikel 28 oder ab einem materiell rechtskräftigen, auf Verurteilung lautenden Urteil kraft Artikel 29 in Bezug auf einen der Verstöße gegen vorliegendes Dekret oder seine Ausführungserlasse begangen;

2° der Betrag der auf den neuen Verstoß anwendbaren administrativen Geldbuße entspricht mindestens demjenigen, der auf den Verstoß anwendbar ist, der Gegenstand einer vollstreckbaren ermäßigten administrativen Geldbuße nach Artikel 36, eines vollstreckbaren Beschlusses zur administrativen Verurteilung nach Artikel 28 oder eines materiell rechtskräftigen, auf Verurteilung lautenden Urteils kraft Artikel 29 gewesen ist, oder demjenigen der Schäden, die durch den neuen Verstoß an dem regionalen öffentlichen Straßennetz angerichtet worden sind.

KAPITEL VI — *Verwaltungsanktionsverfahren*

Art. 27 - Die Regierung:

- 1° bestimmt die befugten Dienststellen und einen oder mehrere Beamten der Verwaltungsinstanz;
- 2° garantiert die Unabhängigkeit und die Unparteilichkeit der Beamten der Verwaltungsinstanz;
- 3° organisiert die Ausbildung der Beamten der Verwaltungsinstanz für die Anwendung des vorliegenden Dekrets;
- 4° bestimmt das erforderliche Diplomniveau und die Bedingungen in Bezug auf die Ehrbarkeit der Beamten der Verwaltungsinstanz.

Der Beamte der Verwaltungsinstanz darf keinen Beschluss fassen in einer Akte, in der er bereits in einer anderen Eigenschaft eingeschritten ist, oder wenn er ein direktes oder indirektes Interesse an einem von dem Verfahren betroffenen Unternehmen oder einer von dem Verfahren betroffenen Einrichtung hat.

Art. 28 - § 1. Außer wenn er mit einer Beschwerde nach Artikel 36 Absatz 2 befasst ist, stellt der Beamte der Verwaltungsinstanz, wenn er die Absicht hat, eine administrative Geldbuße zu verhängen, der eines Verstoßes verdächtigen Person einen Bescheid zu, dem eine Kopie des Protokolls beigefügt wird, und der die folgenden Angaben enthält:

- 1° den Sachverhalt, für den er die Auferlegung einer administrativen Geldbuße beabsichtigt,
- 2° einen Auszug aus den Bestimmungen, gegen die verstoßen wurde,
- 3° den Betrag der erwogenen administrativen Geldbuße,
- 4° die Angabe, dass die eines Verstoßes verdächtige Person das Recht hat,
 - a) binnen 15 Tagen ab dem Tag der Notifizierung des Bescheids ihre Verteidigungsmittel schriftlich per Einschreibebrief geltend zu machen,
 - b) binnen derselben Frist durch Einschreiben zu beantragen, ihre Verteidigungsgründe mündlich vorzubringen,
 - c) sich von einem Berater vertreten oder unterstützen zu lassen,
 - d) Einsicht in ihre Akte zu nehmen.

Wenn die eines Verstoßes verdächtige Person beantragt, ihre Verteidigungsgründe mündlich vorzubringen, teilt der Beamte der Verwaltungsinstanz ihr per Notifizierung den Ort, den Tag und die Uhrzeit mit, an denen sie angehört wird. Diese Anhörung findet frühestens fünfzehn Tage ab dem Empfangsdatum der Notifizierung statt.

Es wird ein Protokoll der Anhörung der eines Verstoßes verdächtigen Person erstellt, das von Letzterer und von dem Beamten der Verwaltungsinstanz unterzeichnet wird. In dem Protokoll werden die eventuellen Meinungsverschiedenheiten seitens der eines Verstoßes verdächtigen Person angegeben.

§ 2. Wenn das Verwaltungsverfahren gegen eine Person unter achtzehn Jahren eingeleitet wird, wird der Bescheid gemäß Paragraph 1 Absatz 1 an den Minderjährigen sowie an dessen Vater und Mutter, Vormunde oder sorgeberechtigte Personen gerichtet. Diese Personen verfügen über die in Paragraph 1 genannten Rechte.

Der Beamte der Verwaltungsinstanz setzt den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer davon in Kenntnis, um dafür zu sorgen, dass der Minderjährige den Beistand eines Anwalts erhalten kann. Dieser Bescheid wird zur gleichen Zeit wie der in Absatz 1 genannte Bescheid eingesandt.

Eine Abschrift des Bescheids, durch den der Präsident der Rechtsanwaltskammer in Kenntnis gesetzt wird, wird der Verfahrensakte beigefügt.

Spätestens binnen zwei Werktagen ab diesem Bescheid benennt der Präsident der Rechtsanwaltskammer oder das Büro für juristischen Beistand einen Anwalt.

Im Falle eines Interessenkonflikts prüft der Präsident der Rechtsanwaltskammer oder das Büro für juristischen Beistand, dass der Betroffene den Beistand eines anderen Anwalts erhält als desjenigen, den sein Vater, seine Mutter, seine Vormunde oder sorgeberechtigten Personen heranziehen.

§ 3. Nach Ablauf der in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 4 Buchstabe a genannten Frist von fünfzehn Tagen und gegebenenfalls nach dem für die Anhörung der eines Verstoßes verdächtigen Person oder ihres Beraters festgelegten Datum beschließt der Beamte der Verwaltungsinstanz unter Berücksichtigung der schriftlich oder mündlich vorgebrachten Verteidigungsgründe - falls solche vorliegen -:

- 1° bei dem Berater für die administrative Verfolgung die Erfüllung ergänzender Pflichten zu beantragen;
- 2° die ursprünglich erwogene administrative Geldbuße zu verhängen;
- 3° eine ermäßigte Geldbuße zu verhängen;
- 4° keine administrative Geldbuße zu verhängen.

§ 4. Der Beamte der Verwaltungsinstanz kann dem Zuwiderhandelnden Maßnahmen für einen vollen oder teilweisen Aufschub der Vollstreckung des Beschlusses zur Verhängung einer administrativen Geldbuße einräumen, sofern es keinen Rückfall im Sinne von Artikel 26 gibt.

Die Probezeit darf weder weniger als ein Jahr noch mehr als drei Jahre ab dem Datum der Notifizierung des vollstreckbaren Beschlusses zur Auferlegung der administrativen Geldbuße betragen.

Der Aufschub wird von Rechts wegen widerrufen, wenn während der Probezeit ein neuer Verstoß begangen wird, der die Verhängung einer administrativen Geldbuße mit einem gleichen oder höheren Betrag kraft der Bestimmungen von Kapitel 5 Abschnitt 1 zur Folge hat.

Der Aufschub kann widerrufen werden, wenn während der Probezeit ein neuer Verstoß begangen wird, der die Verhängung einer administrativen Geldbuße mit einem niedrigeren Betrag kraft der Bestimmungen von Kapitel 5 Abschnitt 1 zur Folge hat.

Der Aufschub wird in demselben Beschluss widerrufen, als demjenigen, durch den die administrative Geldbuße für den neuen, während der Probezeit begangenen Verstoß verhängt wird.

In dem Beschluss wird auf die Widerrufung des Aufschubs hingewiesen, sowohl wenn die Widerrufung von Rechts wegen stattfindet, als in dem Fall, wo sie dem freien Ermessen des Beamten der Verwaltungsinstanz unterliegt.

Die administrative Geldbuße, die anschließend an die Widerrufung des Aufschubs vollstreckbar wird, wird ohne Beschränkung mit derjenigen kumuliert, die wegen des neuen Verstoßes verhängt wird.

§ 5. Der Beamte der Verwaltungsinstanz kann den Betrag der administrativen Geldbuße unter den Mindestbetrag der vorgesehenen administrativen Geldbuße verringern oder Zahlungserleichterungen gewähren, wenn mildernde Umstände oder besondere, mit der persönlichen Lage des Zuwiderhandelnden verbundene besondere Umstände vorliegen.

§ 6. Der Beschluss des Beamten der Verwaltungsinstanz und gegebenenfalls auch das Protokoll der Anhörung werden dem Zuwiderhandelnden per Notifizierung zugestellt. In der Notifizierung werden die Frist und die Modalitäten für das Einreichen einer Beschwerde angegeben.

Wenn der Zuwiderhandelnde minderjährig ist, werden der Beschluss und das Protokoll der Anhörung dem Minderjährigen und seinem Vater, seiner Mutter, seinen Vormunden oder sorgeberechtigten Personen sowie seinem Berater zugestellt. Der Vater, die Mutter, die Vormunde oder sorgeberechtigten Personen des Minderjährigen sind für die Zahlung der Geldbuße zivilrechtlich haftbar.

§ 7. In seinem Beschluss gibt der Beamte der Verwaltungsinstanz an, ob der Multiplikator nach Artikel 18 Absatz 2 angewandt wird, und welcher Betrag sich aus dieser Erhöhung ergibt.

§ 8. Wenn seit dem Tag, an dem der Beamte der Verwaltungsinstanz mit der Angelegenheit befasst wurde, mehr als hundertachtzig Tage verstrichen sind, kann Letzterer die administrative Geldbuße nicht mehr verhängen.

Der Tag der Befassung wird bei dieser Frist nicht mitgerechnet.

§ 9. Der Beschluss zur Verhängung einer administrativen Geldbuße ist nach Ablauf einer Frist von 30 Tagen ab dem Tag seines Eingangs vollstreckbar, außer wenn binnen dieser Frist eine Beschwerde eingelegt wird.

Der Zuwiderhandelnde verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Tag nach demjenigen, an dem der Beschluss vollstreckbar wurde, um die Geldbuße zu entrichten.

§ 10. Die Regierung kann Kosten für das Verwaltungsverfahren festlegen.

§ 11. Der Beamte der Verwaltungsinstanz richtet eine Kopie der administrativen Geldbuße an die Verwaltung, die innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie für die Beitreibung der Forderungen zuständig ist; diese nimmt die Beitreibung nach dem Verfahren vor, das im Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben beschrieben ist.

KAPITEL VII — *Beschwerden gegen den Verwaltungsbeschluss*

Art. 29 - § 1. Der Zuwiderhandelnde, der den Beschluss des Beamten der Verwaltungsinstanz anfechten möchte, durch den ihm eine administrative Geldbuße auferlegt wird, kann innerhalb der in Artikel 28 § 9 genannten Frist eine Beschwerde gegen diesen Beschluss einlegen.

Die Beschwerde wird bei dem Polizeigericht eingelegt.

Wenn sich der Beschluss auf Minderjährige bezieht, die zum Zeitpunkt der Tat das achtzehnte Lebensjahr nicht vollendet haben, wird die Beschwerde durch kostenfreien Antrag beim Jugendgericht eingelegt. In diesem Fall kann die Beschwerde ebenfalls von dem Vater, der Mutter, den Vormunden oder sorgeberechtigten Personen eingelegt werden. Das Jugendgericht bleibt zuständig, wenn der Zuwiderhandelnde zum Zeitpunkt der Entscheidung volljährig ist.

Die Beschwerde wird durch eine der Wallonischen Region bei der in Artikel 27 Ziffer 1 erwähnten Dienststelle gestellt, als Schuldforderung festgesetzte Gerichtsvollzieherurkunde erhoben.

Die Urkunde, welche die Beschwerde formalisiert, muss unter Gefahr der Nichtigkeit die folgenden Angaben enthalten:

1° die Angabe des Tages, des Monats und des Jahres;

2° Name, Vorname(n), Geburtsdatum und Wohnsitz des bzw. Beschwerdeführer, sowie ebenfalls die Eigenschaft des bzw. der Beschwerdeführer, falls die Beschwerde gemäß Absatz 3 erhoben wird;

3° die Bezeichnung des angefochtenen Beschlusses und den Betrag der angefochtenen Geldbuße(n);

4° die Gründe für das Einlegen der Beschwerde;

5° die Unterschrift des Beschwerdeführers oder seines Rechtsanwalts.

Die Beschwerde wird in die in Artikel 711 des Gerichtsgesetzbuches erwähnten Listen eingetragen. Sie ist Gegenstand einer Untersuchung und eines Urteils nach den Regeln von Artikel 735 ff. desselben Gesetzbuches. Sie hat aufschiebende Wirkung.

§ 2. Das Gericht untersucht die Rechtsmittel des Beschwerdeführers, die Gesetzmäßigkeit und Verhältnismäßigkeit der Geldbuße und von Amts wegen die Verjährung. Es widerruft nicht den vom Beamten der Verwaltungsinstanz gewährten Aufschub der Vollstreckung des Beschlusses. Es kann jedoch unter Einhaltung der in Artikel 28 genannten Bedingungen einen Aufschub gewähren, wenn der Beamte der Verwaltungsinstanz ihn verweigert hat.

Die Probezeit darf weder weniger als ein Jahr noch mehr als drei Jahre ab dem Datum des Urteils betragen.

§ 3. Das Gericht kann den Betrag der administrativen Geldbuße unter den Mindestbetrag der vorgesehenen administrativen Geldbuße verringern oder Zahlungserleichterungen gewähren, wenn mildernde Umstände oder besondere, mit der persönlichen Lage des Zuwiderhandelnden verbundene besondere Umstände vorliegen.

§ 4. Wenn das Jugendgericht mit einer Beschwerde gegen eine administrative Geldbuße befasst wird, kann es diese durch eine in Artikel 37 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz, die Betreuung Minderjähriger, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen haben, und die Wiedergutmachung des durch diese Tat verursachten Schadens vorgesehene Betreuungs-, Schutz- oder Erziehungsmaßnahme ersetzen. In diesem Fall ist Artikel 60 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz, die Betreuung Minderjähriger, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen haben, und die Wiedergutmachung des durch diese Tat verursachten Schadens anwendbar.

§ 5. Die Beschlüsse des Polizeigerichts oder des Jugendgerichts werden unbeschadet von Absatz 2 in letzter Instanz verkündet.

Gegen die Beschlüsse des Jugendgerichts, die die Verwaltungsstrafe durch eine Betreuungs-, Schutz- oder Erziehungsmaßnahme ersetzen, kann eine Beschwerde eingelegt werden. In diesem Fall sind die durch Gesetz vom 8. April 1965 über den Jugendschutz vorgesehenen Verfahren anwendbar, was die Taten betrifft, die als Straftaten qualifiziert werden.

Sie befinden über die Verfahrenskosten gemäß den in Artikel 1017 ff. des Gerichtsgesetzbuches angeführten Regeln.

§ 6. Das Urteil wird dem Berufungsklagten in gleichlautender Abschrift übermittelt; Letzterer übermittelt es der Verwaltung, die innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie für die Beitreibung der Forderungen zuständig ist; diese nimmt die Beitreibung nach dem Verfahren vor, das im Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben beschrieben ist.

KAPITEL VIII — Strafverfolgung

Art. 30 - Unbeschadet von Artikel 31 werden die Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Jahr und einer Geldbuße, deren Betrag den Mindestbetrag der durch oder kraft des vorliegenden Dekrets vorgesehenen administrativen Geldbuße nicht unterschreiten kann und sich höchstens auf 30 000 Euro beläuft, oder mit nur einer dieser Strafen geahndet, wobei keine administrative Geldbuße verhängt wird,

1° wenn die Tat einer anderen Person Schaden zugefügt hat, oder zu einer gerichtlichen Freiheitsentziehung geführt hat;

2° wenn der Verstoß an andere Verstöße gebunden ist, die nicht Gegenstand einer Verwaltungsstrafe im Sinne des vorliegenden Dekrets sein können;

3° wenn der Zuwiderhandelnde zum Zeitpunkt der Tat weniger als sechzehn Jahre alt war;

4° in von der Regierung bestimmten Fällen.

Der Richter berücksichtigt insbesondere:

1° die Auswirkungen des Verstoßes auf die Verkehrssicherheit, die Straßeninfrastruktur, den Verkehrsfluss, die wirtschaftlichen Kosten für die Gesellschaft, unter Bezugnahme auf das wirtschaftliche Interesse für den Zuwiderhandelnden, diesen Verstoß zu beheben;

2° das Vorhandensein mehrerer gleichzeitiger Verstöße, die kraft des vorliegenden Dekrets zu einer Verwaltungsstrafe im Sinne des vorliegenden Dekrets hätten führen können, und den eventuellen Rückfall in solche Verstöße.

Art. 31 - Die Überschreitung der erlaubten Höchstgeschwindigkeit wird gemäß dem Gesetz über den Straßenverkehr vom 16. März 1968 verfolgt,

1° außer in den in Artikel 23 genannten Fällen;

2° in den in Artikel 30 Absatz 1 Ziffern 1, 2 und 4 genannten Fällen, wenn Artikel 32 Absatz 1 angewandt wird.

Art. 32 - In den in Artikel 30 Absatz 1 Ziffern 1, 2 und 4 oder Artikel 31 Ziffer 2 genannten Fällen entscheidet der zuständige Magistrat der Staatsanwaltschaft, ob er für die gesamten Taten, einschließlich derjenigen, für die das Verwaltungsverfahren eingeleitet werden kann, Folgemaßnahmen ergreift. Darüber informiert er den Berater für die administrative Verfolgung binnen sechzig Tagen; Letzter schließt dann das Verwaltungsverfahren ab.

Der Berater für die administrative Verfolgung setzt das Verwaltungsverfahren fort, wenn der zuständige Magistrat der Staatsanwaltschaft sich innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist nicht ausgesprochen hat, oder wenn er beschließt, für die gesamten betreffenden Taten keine Folgemaßnahmen zu ergreifen.

KAPITEL IX — Ermäßigte administrative Geldbuße

Art. 33 - § 1. Werden Verstöße gegen das vorliegende Dekret und die zu seiner Ausführung ergangenen Verordnungen festgestellt, die Gegenstand einer administrativen Geldbuße sein können, so kann eine ermäßigte administrative Geldbuße vorgeschlagen werden.

Deren Betrag kann sofort oder binnen der von der Regierung vorgesehenen Frist erhoben werden.

§ 2. Die Regierung bestimmt den Betrag der ermäßigten administrativen Geldbuße.

§ 3. Werden mehrere Verstöße gleichzeitig festgestellt, so werden die Beträge der ermäßigten administrativen Geldbußen zum Zeitpunkt ihrer Ahndung zusammengerechnet, ohne das Zweifache der höchsten ermäßigten administrativen Geldbuße überschreiten zu dürfen.

§ 4. Die Regierung bestimmt, welche Bediensteten befugt sind, den Paragraphen 1 anzuwenden.

§ 5. Durch die Zahlung der ermäßigten administrativen Geldbuße erlischt die Möglichkeit, eine administrative Geldbuße zu verhängen, außer wenn der Berater für die administrative Verfolgung dem Betroffenen binnen der in Artikel 15 § 3 Ziffer 1 genannten Fristen mittels einer Notifizierung mitteilt, dass er das Protokoll dem Beamten der Verwaltungsinstanz übermittelt.

§ 6. Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Einziehung der ermäßigten administrativen Geldbuße.

KAPITEL X — *Hinterlegung von Geldbeträgen*

Art. 34 - § 1. Wenn der Zuwiderhandelnde keinen Wohnsitz oder festen Wohnort in Belgien hat und die ermäßigte administrative Geldbuße nicht unverzüglich zahlt, hinterlegt er bei den in Artikel 33 § 4 genannten Bediensteten einen Geldbetrag, der die administrative Geldbuße oder die strafrechtliche Geldbuße insgesamt oder teilweise abdeckt.

Die Regierung bestimmt die Höhe des zu hinterlegenden Geldbetrags und die Modalitäten für dessen Einforderung.

Wenn festgestellt werden kann, dass ein auf den Namen des Zuwiderhandelnden lautender Geldbetrag, der sich aus einer vollstreckbaren ermäßigten administrativen Geldbuße im Sinne von Artikel 36 oder einem vollstreckbaren Beschluss zur administrativen Verurteilung kraft Artikel 28 oder einem materiell rechtskräftigen, auf Verurteilung lautenden Urteil kraft Artikel 29 ergibt, noch immer fällig ist, dann zahlt der Zuwiderhandelnde diesen Geldbetrag unmittelbar an die in Artikel 33 § 4 genannten Bediensteten. Zwecks der Beitreibung dieses Geldbetrags ist das in den Paragrafen 2 und 3 vorgesehene Verfahren anwendbar.

§ 2. Das vom Zuwiderhandelnden geführte Fahrzeug kann auf dessen Kosten und Risiko bis zur Zahlung des in Paragraf 1 erwähnten Geldbetrags und bis zum Nachweis der Zahlung der eventuellen Kosten für die Aufbewahrung des Fahrzeugs oder, bei nicht erfolgter Zahlung, während sechsendeundneunzig Stunden ab der Feststellung des Verstoßes oder ab der Feststellung der Nichtzahlung der in Paragraf 1 erwähnten Geldbeträge einbehalten werden.

§ 3. Bei Ablauf der in Paragraf 2 genannten Frist kann die Beschlagnahme des Fahrzeugs in Übereinstimmung mit dem im Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben oder von der Regierung vorgeschriebenen Regeln angeordnet werden.

§ 4. Wird eine administrative Geldbuße verhängt, so

1° wird der eingeforderte oder hinterlegte Betrag auf die Verfahrenskosten und die ausgesprochene administrative Geldbuße angerechnet und wird der eventuelle Restbetrag zurückerstattet;

2° wird, wenn das Fahrzeug beschlagnahmt worden ist, durch den Beschluss zur Verhängung der administrativen Geldbuße angeordnet, dass die zuständige Verwaltung bei nicht erfolgter Zahlung der Geldbuße und der Verfahrenskosten binnen einer Frist von vierzig Tagen ab dem Datum der Urteilsverkündung den Verkauf des Fahrzeugs vornimmt.

Der Verkaufsertrag wird auf die Verfahrenskosten, auf die ausgesprochene Geldbuße sowie auf die eventuellen Kosten für die Aufbewahrung des Fahrzeugs angerechnet. Der eventuelle Restbetrag wird zurückerstattet.

§ 5. Im Falle eines Verwaltungsbeschlusses zur Verkündung des Freispruchs wird der eingeforderte oder hinterlegte Geldbetrag zurückerstattet oder das beschlagnahmte Fahrzeug herausgegeben. Die eventuellen Kosten für die Aufbewahrung des Fahrzeugs gehen zu Lasten der Wallonischen Region.

§ 6. Im Falle einer bedingten Verurteilung wird der eingeforderte oder hinterlegte Geldbetrag nach Abzug der Verfahrenskosten zurückerstattet. Das beschlagnahmte Fahrzeug wird nach Zahlung der Verfahrenskosten und nach nachweislich erfolgter Zahlung der eventuellen Kosten für die Aufbewahrung des Fahrzeugs herausgegeben.

§ 7. Der hinterlegte Geldbetrag wird zurückerstattet oder das beschlagnahmte Fahrzeug herausgegeben, wenn der Berater für die administrative Verfolgung beschließt, das Verwaltungsverfahren einzustellen, oder wenn das Verwaltungsverfahren verjährt ist.

Die Kosten für die Aufbewahrung des Fahrzeugs gehen zu Lasten der Region.

KAPITEL XI — *Erlöschen des Verwaltungsverfahrens anschließend an die Teilnahme an einer Ausbildung*

Art. 35 - Bei der Feststellung von Verstößen gegen vorliegendes Dekret und seine Ausführungserlasse, die zu einer administrativen Geldbuße führen können, kann eine Ausbildung nach von der Regierung festgelegten Modalitäten vorgeschlagen werden.

Die Teilnahme an der Ausbildung erlischt das Verwaltungsverfahren.

KAPITEL XII — *Vollstreckbare ermäßigte administrative Geldbuße*

Art. 36 - Wenn die ermäßigte administrative Geldbuße nicht binnen den von der Regierung festgelegten Fristen gezahlt wird, kann der Berater für die administrative Verfolgung dem Zuwiderhandelnden die Aufforderung erteilen, eine vollstreckbare ermäßigte administrative Geldbuße zu zahlen, deren Betrag dem Gesamtbetrag der Summen entspricht, die geschuldet wären, wenn sie kraft Artikel 33 erhoben würden, zuzüglich fünfunddreißig Prozent. Der so erhaltene Betrag wird auf die höhere Einheit aufgerundet.

Wenn der Zuwiderhandelnde keine Beschwerde gegen die vollstreckbare ermäßigte administrative Geldbuße bei dem Beamten der Verwaltungsinstanz eingereicht hat und den entsprechenden Betrag nicht binnen fünfzehn Tagen nach deren Erhalt gezahlt hat, wird diese von Rechts wegen vollstreckbar.

Die Beschwerde, deren Auswirkung darin besteht, dass sie den Vollstreckungstitel betreffend die angefochtene vollstreckbare ermäßigte administrative Geldbuße aufhebt, ist mit Gründen zu versehen, und enthält eine Wohnsitzwahl in Belgien, falls der Zuwiderhandelnde seinen Wohnsitz nicht in Belgien hat.

Beweist der Zuwiderhandelnde, dass er binnen der eingeräumten Frist von der vollstreckbaren ermäßigten administrativen Geldbuße nicht hat Kenntnis nehmen können, kann er binnen einer Frist von fünfzehn Tagen nach dem Tag, an dem er von dieser Aufforderung Kenntnis erhalten hat, oder nach der ersten die Summe betreffenden Beitreibungshandlung seitens der für die Beitreibung der Forderungen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zuständigen Behörde, eine Beschwerde einreichen.

Die Modalitäten für die Einziehung der Beträge und für das Einreichen von Beschwerden werden von der Regierung bestimmt.

Der Berater für die administrative Verfolgung richtet eine Kopie der vollstreckbaren ermäßigten administrativen Geldbuße an die Verwaltung, die innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie für die Beitreibung der Forderungen zuständig ist; diese nimmt die Beitreibung nach dem Verfahren vor, das im Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben beschrieben ist.

KAPITEL XIII — Verantwortung für den Verstoß

Art. 37 - Wird ein Verstoß im Sinne des vorliegenden Dekrets oder seiner Ausführungserlasse mit einem auf den Namen einer natürlichen Person zugelassenen Motorfahrzeug begangen und ist der Führer bei der Feststellung des Verstoßes nicht identifiziert worden, wird davon ausgegangen, dass dieser Verstoß vom Inhaber des Nummernschildes des Fahrzeugs begangen worden ist.

Der Inhaber des Nummernschildes kann diese Vermutung widerlegen, indem er mit allen rechtlichen Mitteln nachweist, dass er zum Zeitpunkt der Tat nicht der Führer war.

In diesem Fall ist er verpflichtet, die Identität des zweifelsfrei beteiligten Führers mitzuteilen, außer wenn er Diebstahl, Betrug oder höhere Gewalt nachweisen kann.

Die Mitteilung der Identität des Führers muss binnen einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Tag, an dem der Inhaber des Nummernschildes nachweisen kann, dass er zum Zeitpunkt der Tat nicht Führer war, erfolgen.

Die Regierung kann die Formalitäten bestimmen, die einzuhalten sind, um die Vermutung zu widerlegen, und die Identität mitzuteilen.

Art. 38 - Wird ein Verstoß gegen das vorliegende Dekret mit einem auf den Namen einer juristischen Person zugelassenen Motorfahrzeug begangen und ist der Führer bei der Feststellung des Verstoßes nicht identifiziert worden, ist die juristische Person oder die natürliche Person, die die juristische Person rechtlich vertritt, verpflichtet, die Identität des zweifelsfrei beteiligten Führers zum Zeitpunkt der Tat oder, wenn sie diese nicht kennt, die Identität der für das Fahrzeug verantwortlichen Person mitzuteilen, außer wenn sie Diebstahl, Betrug oder höhere Gewalt nachweisen kann.

Die Mitteilung muss binnen einer Frist von fünfzehn Tagen nach Zusendung der Anfrage um Auskunft erfolgen.

Die Regierung kann die Formalitäten bestimmen, die einzuhalten sind, um die Identität mitzuteilen.

War die für das Fahrzeug verantwortliche Person zum Zeitpunkt der Tat nicht der Führer, ist sie ebenfalls verpflichtet, die Identität des zweifelsfrei beteiligten Führers nach den in Artikel 37 festgelegten Modalitäten mitzuteilen.

Juristische oder natürliche Personen, die eine juristische Person als Inhaber des Nummernschildes oder als Halter eines Fahrzeugs rechtlich vertreten, sind verpflichtet, die notwendigen Maßnahmen im Hinblick auf die Erfüllung dieser Pflicht zu treffen.

Ist der Verstoß jedoch mit einem Motorfahrzeug begangen worden, das auf den Namen einer juristischen Person zugelassen ist, die den gewöhnlichen Fahrer bei der Zentralen Fahrzeugdatenbank hat registrieren lassen, ist der gewöhnliche Fahrer dem Inhaber des Nummernschildes gleichgestellt und ist Artikel 37 anwendbar.

Art. 39 - Die Regierung bestimmt nach Stellungnahme der Datenschutzbehörde, welche die nützlichen Daten sind, zu denen die in Artikel 14, 17 und 27 genannten Bediensteten bei der Ausübung ihrer Aufgaben Zugang haben dürfen.

Art. 40 - Die im Sinne des Artikels 1384 des Zivilgesetzbuches zivilrechtlich verantwortlichen Personen sind ebenfalls zivilrechtlich verantwortlich für die Zahlung der strafrechtlichen Geldbuße, der ermäßigten administrativen Geldbuße, der Hinterlegung von Geldbeträgen, der vollstreckbaren ermäßigten administrativen Geldbuße oder der administrativen Geldbuße, der Gerichts- oder Verfahrenskosten.

Der Auftraggeber, der Verloader, der Spediteur oder der Abfertigungsspediteur eines Gütertransports werden genauso wie die Zuwiderhandelnden gegen das vorliegende Dekret oder die zu seiner Ausführung ergangenen Verordnungen bestraft, wenn sie Anweisungen geben oder Taten setzen, die zu den betreffenden Verstößen führen.

Art. 41 - § 1. Die von der Regierung bestimmte Dienststelle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie erstellt und verwaltet eine zentrale Datei.

Diese Datei enthält die folgenden Auskünfte:

- 1° die kraft des vorliegenden Dekrets erstellten Protokolle und Verwarnungen;
- 2° die ermäßigten administrativen Geldbußen, die alternativen Ausbildungen, die Hinterlegung oder Erhebung von Geldbeträgen nach Artikel 34 § 1, die vollstreckbaren ermäßigten administrativen Geldbußen und die vom Beamten der Verwaltungsinstanz gefällten Entscheidungen;
- 3° die vom Berater für die administrative Verfolgung beschlossenen Einstellungen der Verfolgung;
- 4° die kraft Artikel 32 gefassten Beschlüsse des zuständigen Magistrats der Staatsanwaltschaft;
- 5° die kraft Artikel 29 gefällten Urteile.

§ 2. Die Daten der zentralen Datei sind nur den in den Artikeln 14, 17 und 27 genannten Bediensteten zugänglich, sowie den Prokuratoren des Königs, Richtern und Greffiers der Polizei- und Jugendgerichte und können nur zu Zwecken der Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse, der korrekten Durchführung der administrativen Verfolgung und der Strafverfolgung als Hilfe zur Identifizierung von Zuwiderhandelnden sowie auch zu statistischen oder sonstigen, von der Regierung nach Stellungnahme der Datenschutzbehörde bestimmten Zwecken benutzt werden.

§ 3. Der Vermerk der Verstöße sowie die damit verbundenen Angaben werden unbeschadet von Paragraph 6 fünf Jahre nach der Einstellung der Verfolgung oder der Umsetzung der von einem Berater für die administrative Verfolgung, einem Beamten der Verwaltungsinstanz oder den Gerichten gefällten Entscheidungen automatisch gelöscht.

§ 4. Die für die Datenverarbeitung verantwortliche Person trifft alle Maßnahmen zur einwandfreien Aufbewahrung der personenbezogenen Daten.

Die Personen, denen im Rahmen der Bestimmungen des vorliegenden Kapitels personenbezogene Daten übermittelt werden, ergreifen die erforderlichen Maßnahmen zur Gewährleistungen der Vertraulichkeit dieser Daten und damit, dass diese Daten nur für die durch oder kraft des vorliegenden Kapitels vorgesehenen Zwecke oder im Rahmen der Anwendung ihrer gesetzlichen Verpflichtungen benutzt werden.

§ 5. Wenn ein Fahrer zum ersten Mal in die Datei eingetragen wird, wird er unverzüglich von der für die Datenverarbeitung verantwortlichen Person darüber informiert.

Diese Information enthält die folgenden Angaben:

- 1° die Identität und die Anschrift der für die Verarbeitung verantwortlichen Person, und ggf. ihres Vertreters in der Wallonischen Region;
- 2° die gesetzliche oder verordnungsrechtliche Grundlage für die Datensammlung;
- 3° den Empfänger der Daten und den Zweck, zu dem die gesammelten Daten benutzt werden;
- 4° die personenbezogenen Daten, die den Zuwiderhandelnden betreffen;
- 5° die Möglichkeiten der Befassung der Datenschutzbehörde, und deren Anschrift;
- 6° das Bestehen des Rechts auf Zugang zu den Daten und auf Berichtigung dieser Daten, sowie die Modalitäten für die Ausübung dieser Rechte;
- 7° die Dauer der Aufbewahrung der Daten.

§ 6. Die Regierung bestimmt die Modalitäten in Bezug auf die Erstellung der zentralen Datei. Nach Stellungnahme der Datenschutzbehörde kann sie die Informationen, die sich dort befinden, näher bestimmen, weitere Informationen als diejenigen, die in Paragraf 1 genannt werden, bestimmen, die in die Datei einzuarbeiten sind, und deren Aufbewahrungsdauer festlegen, sowie auch weitere Personen bestimmen, die zur Datei Zugang haben können, insbesondere um deren einwandfreie Funktion zu gewährleisten.

§ 7. Wer sich außerhalb der gemäß Paragraf 1 genannten, dazu ermächtigten Personen, zu den Daten der Datei Zugang verschafft, oder diese benutzt, wird mit einer Gefängnisstrafe von drei Monaten bis zu einem Jahr und einer Geldbuße von 100 bis 50 000 Euro oder nur einer dieser Strafen bestraft.

KAPITEL XIV — *Sonstige Bestimmungen*

Art. 42 - Das sich aus einem Verstoß gegen das vorliegende Dekret sowie seine Ausführungserlasse ergebende Verwaltungsverfahren verjährt in zwei vollen Jahren ab dem Tag, an dem der Verstoß begangen wurde.

Die Verjährung des Verwaltungsverfahrens wird unterbrochen:

- 1° durch die Übermittlung des Protokolls an den Zuwiderhandelnden nach Artikel 15 § 3 Absätze 2 und 3;
- 2° durch den Vorschlag einer ermäßigten administrativen Geldbuße gemäß Artikel 33;
- 3° durch den Vorschlag gemäß Artikel 35, an einer Ausbildung teilzunehmen;
- 4° durch die Übermittlung der vollstreckbaren ermäßigten administrativen Geldbuße im Sinne von Artikel 36;
- 5° durch die Befassung des Beamten der Verwaltungsinstanz;
- 6° durch die Befassung des Jugendgerichts.

Die Verjährung des Verwaltungsverfahrens wird ausgesetzt:

- 1° ab dem Datum, an dem die vollstreckbare ermäßigte administrative Geldbuße von Rechts wegen vollstreckbar geworden ist, bis zum Tag, an dem die des Verstoßes verdächtige Person die Beschwerde einreicht;
- 2° während der in Artikel 32 Absatz 1 vorgesehenen Frist;
- 3° während der Dauer des Verfahrens im Sinne von Artikel 35;
- 4° während der in Artikel 28 § 8 genannten Frist;
- 5° ab dem Zeitpunkt, zu dem das Polizeigericht oder das Jugendgericht kraft Artikel 29 mit der Angelegenheit befasst wird, bis zur materiell rechtskräftigen Entscheidung.

Die Rückforderung der vollstreckbaren ermäßigten administrativen Geldbuße und der administrativen Geldbuße verjährt in fünf vollen Jahren ab dem Tag, an dem sie vollstreckbar geworden ist.

Art. 43 - Die in vorliegendem Dekret enthaltenen Strafen und strafrechtlichen und administrativen Geldbußen werden unbeschadet eines eventuellen Schadenersatzes angewandt.

Art. 44 - § 1. Die Regierung kann insbesondere Folgendes bestimmen:

- 1° die Vorschriften in Bezug auf die Bedingungen für den Verkehr außergewöhnlicher Fahrzeuge;
- 2° die anderen Formen des außergewöhnlichen Transports als diejenigen, die kraft Artikel 9 erwähnt werden, die ganz oder teilweise von den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und der zu dessen Ausführung ergangenen Verordnungen in Sachen außergewöhnlicher Transport ausgenommen sind;
- 3° die Vorschriften in Bezug auf an die Uhrzeit verbundene Verkehrsverbote für außergewöhnliche Fahrzeuge;
- 4° die Vorschriften, unter denen im Falle höherer Gewalt oder im Falle eines unerwarteten Hindernisses auf die für den außergewöhnlichen Transport vorgesehene Route verzichtet werden kann;
- 5° die Vorschriften technischer Art in Bezug auf außergewöhnliche Fahrzeuge;
- 6° die Vorschriften in Bezug auf die Ladung der außergewöhnlichen Fahrzeuge;
- 7° die Vorschriften in Bezug auf die Sicherheitsausstattung der außergewöhnlichen Fahrzeuge;
- 8° die spezifischen Vorschriften für landwirtschaftliche außergewöhnliche Fahrzeuge;
- 9° die Vorschriften für die Begleitung der außergewöhnlichen Fahrzeuge, worunter diejenigen in Bezug auf den Zugang zum Beruf als Begleiter von außergewöhnlichen Transporten;
- 10° die Vorschriften in Bezug auf den Zugang zum Beruf als Fahrer von außergewöhnlichen Fahrzeugen;
- 11° die Durchführungsbestimmungen betreffend die Bürgschaft für den außergewöhnlichen Transport;
- 12° die Fälle und Bedingungen, unter denen die in Artikel 9 Absatz 2 genannten Benutzer oder Behörden den Verwalter über ihre Vorbeifahrt informieren;

13° die Modalitäten für die Umsetzung einer Positionsörtung der außergewöhnlichen Fahrzeuge;

14° das Verfahren für die Beantragung und die Ausstellung der Genehmigungen für die außergewöhnlichen Fahrzeuge;

15° die Kontrollmethoden zur Gewährleistung der Beachtung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungsverordnungen;

16° die Ausnahmen von der Erkundungspflicht nach Artikel 11;

17° sonstige Gründe für die Einstellung oder Aussetzung des Verwaltungsverfahrens als diejenigen nach Artikel 42.

§ 2. Die Regierung kann eine Vermutung in Bezug auf das Empfangsdatum der in vorliegendem Dekret vorgesehenen Notifizierungen festhalten.

Art. 45 - In den Verordnungen, die vorliegendes Dekret ausführen, kann die Erhebung von Gebühren vorgesehen werden, um die Verwaltungs-, Kontroll- oder Überwachungskosten oder die Kosten in Verbindung mit der Benutzung der Straßeninfrastruktur ganz oder teilweise abzudecken.

Art. 46 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung den unten genannten Kategorien von Anspruchsberechtigten Zuschüsse für Aktivitäten im Bereich der Ausbildung und Sensibilisierung für die Verkehrssicherheit gewähren:

1° den Gemeinden;

2° den Gemeindevereinigungen;

3° den Vereinigungen ohne Gewinnerzielungszweck, deren hauptsächlichlicher Gesellschaftszweck dem Zweck der Zuschüsse ganz oder teilweise entspricht;

4° den Schulen;

5° den Polizeidiensten;

6° jeder anderen von der Regierung bestimmten juristischen Person.

Im Rahmen der in Absatz 1 genannten Grenzen bestimmt die Regierung die jährlichen oder mehrjährigen Prioritäten.

Die Regierung bestimmt:

1° die Art der zulässigen Ausgaben;

2° die Sonderbedingungen für die Gewährung der Zuschüsse, das Verfahren für die Einreichung der Anträge und die Liste der zu liefernden Dokumente;

3° die anwendbaren Sätze und Berechnungsmodalitäten für die Zuschüsse.

Die Regierung genehmigt das Projekt. Ihr Beschluss zur gesamten oder teilweisen Genehmigung des Zuschusses berücksichtigt die Übereinstimmung des vorgestellten Projekts mit den von der Regierung festgelegten Prioritäten, den technischen Wert der Projekte und die Finanzkraft des Antragstellers und der Region.

Das Projekt kann vom Antragsteller abgeändert werden, wenn diese Änderung ordnungsgemäß begründet und von der Regierung im Voraus genehmigt wird.

Die Bestimmungen in Zusammenhang mit der Ausarbeitung des Projekts sind auf seine Abänderung anwendbar.

Zu den von der Regierung festgelegten Bedingungen können Vorschüsse auf den Betrag der Zuschüsse gewährt werden.

KAPITEL XV — *Abänderungsbestimmungen*

Art. 47 - In Artikel 5 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes, abgeändert durch die Dekrete vom 22. Dezember 2010 und vom 24. November 2016, werden die Paragraphen 3, eingefügt durch das Dekret vom 22. Dezember 2010, und ersetzt durch das Dekret vom 24. November 2016, 4 und 5, eingefügt durch das Dekret vom 24. November 2016, aufgehoben.

Art. 48 - In Artikel 6 desselben Dekrets wird Paragraph 5, eingefügt durch das Dekret vom 27. Oktober 2011 und ersetzt durch das Dekret vom 24. November 2016, aufgehoben.

Art. 49 - In Artikel 8 desselben Dekrets, wird Absatz 1, abgeändert durch die Dekrete vom 22. Dezember 2010 und 24. November 2016, durch Folgendes ersetzt:

„Im Falle eines Verstoßes im Sinne von Artikel 5 § 1 Ziffer 1 und § 2 Ziffer 2 und 3, oder im Falle einer an den regionalen öffentlichen Verkehrswegen verursachten Beschädigung infolge eines in Artikel 5 § 1 Ziffer 4 erwähnten Verstoßes oder eines Verstoßes gegen das Dekret vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit kann die Verwaltungsbehörde das öffentliche Eigentum von Amts wegen wieder instand setzen oder wieder instand setzen lassen. Die Kosten für die Wiederinstandsetzung des öffentlichen Eigentums, gegebenenfalls einschließlich der Kosten für die Bewirtschaftung der Abfälle gemäß der geltenden Regelung, werden zu Lasten des Urhebers des Verstoßes zurückgefordert.“

Art. 50 - In Artikel 8*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 22. Dezember 2010 und ersetzt durch das Dekret vom 24. November 2016, werden die Paragraphen 3 bis 7 aufgehoben.

Art. 51 - Artikel 9 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 22. Dezember 2010 und 24. November 2016, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 2 wird Ziffer 3 aufgehoben;

2° in Paragraph 1 wird Absatz 3 aufgehoben;

3° in Paragraph 10 werden die Absätze 2 und 3 aufgehoben.

Art. 52 - Artikel 3 des Dekrets vom 26. Mai 2016 über längere und schwerere Kraftwagenzüge (Eurocombis oder Ecocombis) im Rahmen von Pilotprojekten wird aufgehoben.

Art. 53 - In Artikel 42 des Gerichtsgesetzbuches, abgeändert durch die Gesetze vom 23. März 1999, 19. Oktober 2015 und 4. Mai 2016 wird eine Ziffer 8 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

„an die Wallonische Region im Rahmen der Beschwerde nach Artikel 29 des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit, an die Anschrift der befugten Dienststelle nach Artikel 27 Ziffer 1 dieses Dekrets.“.

Art. 54 - In Artikel 36 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz, die Betreuung Minderjähriger, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen haben, und die Wiedergutmachung des durch diese Tat verursachten Schaden, abgeändert am 19. Juli 2013, wird eine Ziffer 7 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

„7. über die kraft Artikel 29 § 1 Absatz 3 des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit eingereichten Beschwerden.“.

Art. 55 - In Artikel 601^{ter} des Gerichtsgesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 13. Mai 1999 und abgeändert durch die Gesetze vom 24. Juni 2013 und 15. Juli 2013 wird eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

„6. die Beschwerde gegen den Beschluss, eine administrative Geldbuße kraft Artikel 29 des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit eingereichten Beschwerden zu verhängen.“.

Art. 56 - In Artikel 2 § 2 des Dekrets vom 29. Oktober 2015 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen Straßen und Wasserwege werden die Punkte 5 bis 9 aufgehoben.

Art. 57 - In Artikel 5 desselben Dekrets wird Paragraph 2 durch Folgendes ersetzt:

„ § 2. Außer unmittelbar dem allgemeinen Einnahmenhaushaltsplan der Wallonischen Region überwiesenen Einnahmen für einen Höchstbetrag von 43.950.000 Euro werden dem in Paragraph 1 genannten Fonds die diesen Betrag überschreitenden Einnahmen zugewiesen, die sich aus folgenden Quellen ergeben:

1° den sofortigen Erhebungen, Vergleichen, Zahlungsanweisungen und strafrechtlichen Geldbußen, die mit Verstößen gegen die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Bestimmungen in Sachen Straßenverkehr verbunden sind, und Letzterer je nach dem Ort des Verstoßes unter Einhaltung von Artikel 2^{bis} des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen zugewiesen werden;

2° den administrativen Geldbußen, die mit Verstößen gegen die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Bestimmungen in Sachen Straßenverkehr verbunden sind.“.

Art. 58 - In Artikel 5 § 3 desselben Dekrets werden die Ziffern 4 bis 13 hinzugefügt:

„4° Ausgaben zur Wiederinstandsetzung der am Straßen- und Autobahnnetz entstandenen Schäden;

5° Ausgaben für den Bau und die Instandhaltung des Straßen- und Autobahnnetzes, einschließlich der Interventionen zugunsten der Wallonischen Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen („Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures“), nachstehend SOFICO genannt;

6° Ausgaben für Baustellen und Studien, die im Rahmen des europäischen Programms CENTRICO durchgeführt werden;

7° Ausgaben in Verbindung mit der Finanzierung der Wallonischen Agentur für Verkehrssicherheit („Agence wallonne pour la Sécurité routière“);

8° Ausgaben in Verbindung mit Kosten im Rahmen der Sicherung des regionalen Verkehrsnetzes, einschließlich der Beseitigung von seitlichen Hindernissen auf regionalen Straßen mittels Ausgaben in den Bereichen Ingenieurbau, Straßenausrüstungen, Dienstleistungen;

9° Ausgaben im Rahmen der Finanzierung der Aktivitäten und Kontrollinstrumente der Domianalpolizei;

10° Ausgaben in Verbindung mit der Finanzierung von Datenbanken und Verwaltungsinstrumenten im Bereich des Transports von gefährlichen Gütern und des außergewöhnlichen Transports auf der Straße;

11° Ausgaben in Verbindung mit der Finanzierung von Datenbanken und Verwaltungsinstrumenten im Bereich der Kennzeichnung, und mit der Kontaktstelle mit den Verwaltern von Geolokationskarten;

12° Ausgaben in Verbindung mit der Benutzung von neuen Technologien und Verfahren zur Erhöhung der Effizienz der Kontrollen, die zur Gewährleistung der Sicherheit der Verkehrsteilnehmer erforderlich sind, einschließlich der Finanzierung der Aktivitäten zur Homologierung von Messinstrumenten im Rahmen der regionalen Befugnisse im Bereich der Kontrolle der Verkehrssicherheit;

13° Ausgaben zwecks Zuschüssen für Studien und Pilotversuche im Straßen- und Autobahnbereich.“.

KAPITEL XVI — *Schlussbestimmung*

Art. 59 - Das vorliegende Dekret tritt spätestens am 1. Juni 2022 in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 13, 23 und 31. Die Wallonische Regierung bestimmt das Datum für das Inkrafttreten der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets. Die Regierung kann für jede Bestimmung ein unterschiedliches Inkrafttredatum festlegen.

Die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets laufenden Verfahren unterliegen weiterhin den gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen, die zum Zeitpunkt der Einführung dieses Verfahrens in Kraft waren.

Das vorliegende Dekret gilt nur für die Verstöße, die nach seinem Inkrafttreten begangen werden.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 4. April 2019

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation,
digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung,
öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen,
Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

(1) Sitzungsperiode 2018-2019

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1299 (2018-2019) Nrn. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 3. April 2019

Diskussion

Abstimmung

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203621]

4 APRIL 2019. — Decreet betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Richtlijn 2015/413/EU van het Europees Parlement en de Raad van 11 maart 2015 ter facilitering van de grensoverschrijdende uitwisseling van informatie over verkeersveiligheidsgerelateerde verkeersovertredingen wordt gedeeltelijk omgezet bij dit decreet.

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° de wegverkeerswet van 16 maart 1968: de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer;

2° de wegcode : het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

3° het technisch reglement : het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen en het koninklijk besluit van 10 oktober 1974 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de bromfietsen, de motorfietsen en hun aanhangwagens moeten voldoen, alsmede alle wetgeving van het gewest met betrekking tot de technische voorschriften voor voertuigen;

4° de Minister : de Minister bevoegd voor de verkeersveiligheid of diens afgevaardigde;

5° het uitzonderlijk vervoer : elke verplaatsing van een uitzonderlijk voertuig op de openbare weg;

6° uitzonderlijk voertuig : een auto, een aanhangwagen of een sleep, zoals gedefinieerd in artikel 1 van het technisch reglement, die wegens zijn constructie of zijn ondeelbare lading, de grenzen inzake massa of afmetingen overschrijdt die in de Wegcode en het technisch reglement vastliggen;

7° Het begeleidingsvoertuig : het voertuig met begeleider dat een uitzonderlijk voertuig begeleidt, met uitzondering van de voertuigen van de politiediensten

8° Het konvoi : het geheel van het uitzonderlijk voertuig en de begeleidings-, waarschuwings- of ondersteuningsvoertuigen;

9° de ondeelbare lading : een lading die voor vervoer over de weg niet kan opgedeeld worden in meerdere ladingen zonder belangrijke kosten of schaderisico's en die wegens haar afmetingen en massa niet vervoerd kan worden door een transport waarvan de afmetingen en massa voldoen aan de Wegcode, het technisch reglement of de door de regering vastgestelde voorschriften;

10° De gebruiker : ieder natuurlijk persoon of rechtspersoon die een uitzonderlijk voertuig gebruikt in het kader van zijn activiteiten;

11° de vervoerscommissionair : elke natuurlijke of rechtspersoon die, tegen vergoeding, de verbintenis aangaat een transport van goederen te verrichten en dit transport in eigen naam door derden doet uitvoeren;

12° de commissionair-expediteur : elke natuurlijke of rechtspersoon die, tegen vergoeding, de verbintenis aangaat goederen te doen vervoeren in eigen naam maar voor rekening van zijn committent, en één of meer met dat vervoer samenhangende verrichtingen, zoals het in ontvangst nemen, het bezorgen aan derden-vervoerders, het opslaan, de verzekering en het in- of uitklaren, uit te voeren of te doen uitvoeren;

13° het gewestelijk openbaar domein : het gewestelijk openbaar domein in de zin van artikel 2, eerste lid, 1° a), van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein;

14° de beheerder : de beheerder van de openbare wegen;

15° de maximum toegelaten hoogte : de maximum toegelaten hoogte krachtens het technisch reglement, de wegcode, de Regering of de voorschriften van de vergunning voor de inverkeerstelling;

16° de maximum toegelaten breedte : de maximum toegelaten breedte krachtens het technisch reglement, de wegcode, de Regering of de voorschriften van de vergunning voor de inverkeerstelling;

17° de maximum toegelaten lengte : de maximum toegelaten lengte krachtens het technisch reglement, de wegcode, de Regering of de voorschriften van de vergunning voor de inverkeerstelling;

18° de maximale toegelaten massa per as : de maximale massa per as toegelaten door de Regering, krachtens het technisch reglement, of de voorschriften van een vergunning voor de inverkeerstelling;

19° de toegelaten totale massa : de maximale totale massa toegelaten door de Regering, krachtens het technisch reglement, of de voorschriften van een vergunning voor de inverkeerstelling;

20° de regels betreffende het vervoer via de weg van gevaarlijke goederen : de regels bedoeld in het koninklijk besluit van 28 juni 2009 betreffende het vervoer via de weg of per spoor van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen of deze bepaald door de Regering;

21° het gevaarlijk goed : een gevaarlijk goed in de zin van het Europese verdrag betreffende het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de weg (A.D.R.) en zijn bijlagen, ondertekend te Genève op 30 september 1957 en goedgekeurd door de wet van 10 augustus 1960;

22° de maximale toegelaten snelheid : de snelheid voorzien door de wegcode of door de Regering;

23° de LZV : een langere en zwaardere voertuig zoals bepaald in het decreet van 26 mei 2016 betreffende de slepen van langere en zwaardere voertuigen (LZV's of ecocombi's) in het kader van proefprojecten en zijn uitvoeringsbesluiten;

24° de werkdag : een dag van de week buiten zaterdag en zondag of een wettelijk erkende feestdag.

HOOFDSTUK II. — Voertuigverkeerscondities op de openbare weg

Afdeling 1. — Massa's en afmetingen van de voertuigen

Art. 3. Het is verboden, behalve afwijking voorzien door de Regering, om een voertuig op de openbare weg te gebruiken :

1° waarvan de asmassa of de totale massa, onverminderd de toepassing van de meettolerantie van de weegapparatuur, de door de regering toegestane maximummassa, het technisch reglement, de toestemming voor het in het verkeer brengen van een uitzonderlijk voertuig, een LZV of een ander vergunningsplichtig voertuig of een vergunningsplichtige combinatie van voertuigen, overschrijdt.

2° dat beladen is en waarvan de afmetingen groter zijn dan het door de regering toegestane maximum, het technisch reglement, de wegcode, de vergunning voor het in het verkeer brengen van een uitzonderlijk voertuig, een LZV of een ander vergunningsplichtig voertuig of een vergunningsplichtige voertuigcombinatie.

Afdeling 2. — De goede werking van de voertuigen

Art. 4. Onverminderd de uitzonderingen die in het technisch reglement of door de regering zijn voorzien, is het verboden om op de openbare weg te rijden met een voertuig dat tot de categorieën vastgesteld door de regering behoort en dat niet voldoet aan de voorschriften van het technisch reglement of aan die welke door de regering zijn vastgesteld.

Het is verboden om te rijden zonder een keuringsbewijs van de autokeuring of enig ander document dat is voorzien in het technisch reglement of door de regering is vastgesteld, indien deze documenten voor het betrokken voertuig vereist zijn.

Afdeling 3. — Bevestiging en signalering van de lading

Art. 5. Het is verboden de openbare weg op te gaan met een voertuig dat behoort tot de categorieën vastgesteld door de regering, waarvan de lading niet is beveiligd overeenkomstig de regels van de wegcode of de regels vastgesteld door de Regering.

Art. 6. Het is verboden, tenzij de regering anders bepaalt, op de openbare weg te rijden met een voertuig dat behoort tot de categorieën bepaald door de regering, waarvan de lading niet is geïdentificeerd overeenkomstig de regels van de wegcode of de regels van de regering.

Afdeling 4. — Het vervoer van gevaarlijke goederen

Art. 7. Het is verboden de openbare weg op te gaan met een voertuig dat gevaarlijke goederen vervoert :

1° waartoe zij geen toegang hebben krachtens de wegcode of de Regering;

2° in overtreding van de regels inzake het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg.

*Afdeling 5. — Het uitzonderlijk vervoer**Onderafdeling 1. — Vergunning om in het verkeer te brengen*

Art. 8. § 1. Het in het verkeer brengen van een uitzonderlijk voertuig op de openbare weg kan op bepaalde trajecten worden toegestaan met voorafgaande toestemming van de door de regering aangewezen dienst.

In de vergunning worden met name de te volgen weg of het netwerk van wegen en de te nemen maatregelen voorgeschreven :

1° om de verkeersveiligheid, de vlotte doorstroming van het verkeer en het gemak waarmee het uitzonderlijke voertuig zich kan verplaatsen, te waarborgen;

2° om beschadiging van de openbare weg, de bouwwerken die erop gevestigd zijn en de aangelande eigendommen te voorkomen;

3° om de overige gebruikers en de duurzame vervoerswijzen voor negatieve effecten te behoeden.

De toestemming kan elk ogenblik ingetrokken, opgeschort of gewijzigd worden naar gelang van de doelstellingen bedoeld in het tweede lid of om andere redenen van openbaar nut, zonder dat de houder van de toestemming aanspraak op een vergoeding kan maken.

§ 2. De vergunning en de eventuele bijlagen daarbij moeten zich aan boord van het uitzonderlijke voertuig waarvoor de vergunning wordt afgegeven, bevinden.

Indien er een verkeerscoördinator is, bewaart deze de in het eerste lid bedoelde documenten aan boord van zijn begeleidend voertuig.

§ 3. De beheerder kan, voorafgaand aan de afgifte van de vergunning of op elk moment, wanneer het doorrijden van het uitzonderlijke voertuig kosten met zich mee kan brengen, het stellen van een borgtocht verlangen.

Onderafdeling 2. — De uitzonderingen

Art. 9. De bepalingen van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten betreffende het uitzonderlijk vervoer gelden niet voor folkloristische voertuigen onder de voorwaarden van artikel 56 bis van de Wegcode, noch voor de uitzonderlijke voertuigen die op de openbare weg in het verkeer gebracht worden door :

1° de politiediensten;

2° de wegbeheerders voor de uitoefening van hun opdrachten;

3° de onderaannemers van wegbeheerders, wanneer zij tijdens de winterperiode worden ingezet voor sneeuwverwijderings- of verspreidingswerkzaamheden indien het uitzonderlijke karakter van het voertuig het gevolg is van de sneeuwschep of strooi-installatie;

4° de civiele bescherming;

5° de brandweer;

6° het leger;

7° de overheid om openbare rampen te bestrijden;

8° na een vordering van de overheid om rampen te bestrijden.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, gebeurt het uitzonderlijk vervoer onder de leiding van de openbare overheid die het uitzonderlijk voertuig gebruikt. Deze overheid neemt alle nodige maatregelen om :

1° beschadiging van de openbare weg, zijn bijhorigheden, de bouwwerken die erop gevestigd zijn en de aangelande eigendommen te voorkomen;

2° de verkeersveiligheid, de veiligheid en het gemak waarmee het uitzonderlijke voertuig zich kan verplaatsen, te waarborgen.

Onderafdeling 3. — De verplichtingen van de gebruiker, bestuurder, verkeerscoördinator en begeleiders

Art. 10. De gebruiker, alsmede de bestuurder van het trekkende voertuig en, in voorkomend geval, de verkeerscoördinator en de begeleiders, bedoeld in artikel 12, zijn verantwoordelijk voor de toepassing van de bepalingen betreffende het uitzonderlijk vervoer, opgenomen in dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan en de voorschriften vervat in de vergunning tot inverkeerstelling.

Art. 11. § 1. De gebruiker of bestuurder van het uitzonderlijke voertuig of, indien van toepassing, de verkeerscoördinator, erkent de reisweg niet meer dan vijf dagen vóór de datum waarop het uitzonderlijke vervoer in verkeer wordt gesteld. Hij volgt niet een reisweg die hij nog niet eerder heeft herkend.

Naast de aanwezigheid van obstakels op het traject, moet de gebruiker of bestuurder van het uitzonderlijke voertuig of, in voorkomend geval, de verkeerscoördinator controleren of het vervoer van het konvooi bij het oversteken van stedelijke agglomeraties niet wordt gehinderd door een openbare demonstratie, d.w.z. een markt, een rommelmarkt, incidentele of langdurige plaatselijke festiviteiten.

Indien voor het passeren van het uitzonderlijk vervoer aanpassingen aan de infrastructuur moeten worden aangebracht of belemmeringen moeten worden weggenomen, worden de te nemen maatregelen in overleg met de beheerder vastgesteld.

Als een onverwacht hindernis tegengekomen wordt tijdens het uitzonderlijk vervoer, kan een omlegging van de opgelegde route voorzien worden onder door de dienst bedoeld in artikel 8, § 1 te bepalen voorwaarden.

§ 2. De kosten van de in dit artikel bedoelde handelingen komen ten laste van de vergunninghouder.

Onderafdeling 4. — De begeleiding

Art. 12. De regering bepaalt met name op basis van de omvang, de massa in omloop of de aard van de uit te voeren manoeuvres, voor welk uitzonderlijk vervoer een begeleiding van een of meer begeleidende voertuigen, met inbegrip van een of meer begeleiders waaronder een verkeerscoördinator of een begeleiding van de politie, verplicht is.

De verkeerscoördinator en de begeleiders controleren het goede verloop van het uitzonderlijk vervoer en geven de weggebruikers de nodige instructies om :

1° de veiligheid en de vlotte doorstroming van het verkeer alsook de afwezigheid van schade aan de infrastructuur te garanderen;

2° de doorgang van het uitzonderlijke voertuig te vergemakkelijken.

Afdeling 6. — De snelheden

Art. 13. Het is verboden :

1° op andere openbare wegen dan autosnelwegen, om de maximumsnelheid te overschrijden die in de wegcode of door de regering is vastgesteld;

2° in de omgeving van bouwplaatsen en obstakels op wegen en snelwegen om de onder de wegcode vastgestelde snelheden te overschrijden.

HOOFDSTUK III. — *De bevoegde personeelsleden*

Art. 14. De bevoegde personeelsleden die bevoegd zijn om inbreuken op de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan op te zoeken en vast te stellen, zijn, onverminderd de bevoegdheden van het operationele, administratieve en logistieke kader van de Federale Politie en de Lokale Politie, de door de regering aangestelde, naar behoren opgeleide personeelsleden.

Art. 15. § 1. De bevoegde ambtenaren leggen de inbreuken vast in processen-verbaal die bewijskracht hebben tot het tegendeel bewezen is. Zij kunnen, afhankelijk van de omstandigheden die dit rechtvaardigen, ook waarschuwingen geven of een termijn vaststellen waarbinnen de overtreder zich aan de wet moet houden.

§ 2. De processen-verbaal en, meer in het algemeen, alle in dit decreet bedoelde procedure-akten kunnen, overeenkomstig de door de regering vastgestelde modaliteiten, worden opgemaakt in elektronische vorm met elektronische handtekening of door middel van een beveiligde drager, waarbij gebruik kan worden gemaakt van een handgeschreven handtekening in digitale vorm.

§ 3. De processen-verbaal worden overgemaakt :

1° aan de adviseur bestuurlijke vervolging binnen vijftien dagen volgens de gevallen, hetzij :

a) van de vaststelling;

b) vanaf de identificatie van de overtreder;

c) van de weigering of niet-betaling van de in artikel 33 bedoelde verlaagde administratieve geldboete;

2° in de gevallen voorzien in artikel 30 of 31, 1°, ook aan de bevoegde procureur des Konings binnen de vijftien dagen, hetzij :

a) van de vaststelling;

b) vanaf de identificatie van de overtreder.

Hun afschrift wordt binnen dertig dagen na één van de in 1°, a), of b) of c) of, in voorkomend geval, in 2°, a), of b) bedoelde gebeurtenissen aan de overtreder overgemaakt. Na het verstrijken van deze laatste termijn voor de overmaking van het afschrift aan de overtreder worden de processen-verbaal beschouwd als louter informatief.

Het afschrift van het proces-verbaal kan worden vervangen door de kennisgevingsbrief bedoeld in artikel 5 van Richtlijn 2015/413/EU van het Europees Parlement en de Raad van 11 maart 2015 ter facilitering van de grensoverschrijdende uitwisseling van informatie over verkeersveiligheidsgerelateerde verkeersovertredingen.

§ 4. Bij de uitvoering van hun opdrachten kunnen de bevoegde personeelsleden :

1° elke persoon van wie ernstig vermoed wordt dat hij een in dit decreet of zijn uitvoeringsbesluiten bedoelde overtreding heeft begaan, verzoeken om de overlegging van zijn identiteitskaart of van elk ander identificatiedocument;

2° de voertuigen aanhouden, bevelen geven aan bestuurders en voertuigen controleren

3° elke persoon ondervragen over elk feit waarvan de kennis nuttig is voor het uitvoeren van hun opdracht;

3° zich elk document, met inbegrip van de voertuigdocumenten, stuk of titel die nuttig is voor de vervulling van hun opdracht laten overleggen en er een fotokopie van maken of tegen ontvangstbewijs meenemen;

5° voor de bevoegde personeelsleden die door de Regering zijn aangesteld, de hulp inroepen van de federale politie, de lokale politie of andere gewestelijke diensten.

§ 5. De bevoegde personeelsleden kunnen het verkeer van elk voertuig dat in het verkeer wordt gebracht in strijd met de voorschriften van dit decreet, de uitvoeringsbesluiten ervan of die van een vergunning om in het verkeer te worden gebracht, verbieden. Deze maatregel is van toepassing totdat de overtreding ophoudt te bestaan.

De bevoegde personeelsleden kunnen de bestuurder gelasten het voertuig te besturen naar een door hen aangewezen plaats om elk gevaar voor de verkeersveiligheid te vermijden of naar een plaats om het voertuig te controleren, te wegen of om een overbelasting te lossen. Deze opgelegde manoeuvres worden uitgevoerd onder de leiding van de bevoegde personeelsleden. Deze maatregel is van toepassing totdat de overtreding ophoudt te bestaan.

De bevoegde personeelsleden kunnen :

1° het voertuig tot stilstand brengen, het laten uitladen en alle maatregelen nemen om de verkeersveiligheid te garanderen;

2° de voertuigdocumenten bewaren tot de overtreding ophoudt te bestaan.

De in dit paragraaf bedoelde maatregelen worden genomen op kosten, risico en gevaar van de overtreder.

§ 6. De modaliteiten voor de toepassing van dit artikel kunnen nader bepaald worden door de Regering.

Art. 16. De vaststellingen die gebaseerd zijn op materiële bewijzen die worden geleverd door apparaten die automatisch werken in aanwezigheid van een bevoegd personeelslid, hebben bewijskracht tot het tegendeel bewezen is, als het gaat om overtredingen van de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

De vaststellingen die gebaseerd zijn op materiële bewijzen die worden geleverd door apparaten die automatisch werken in afwezigheid van een bevoegd personeelslid, hebben bewijskracht tot het tegendeel bewezen is, als het gaat om overtredingen van de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan. Wanneer een overtreding wordt vastgesteld door apparaten die automatisch werken zonder dat er een bevoegd personeelslid aanwezig is, wordt dit in het proces-verbaal vermeld.

De automatische bedieningstoestellen die worden gebruikt voor de controle op de toepassing van dit decreet en de reglementen die op grond van dit decreet worden genomen, moeten, indien zij maatregelen uitvoeren, worden goedgekeurd of gehomologeerd, op kosten van de fabrikanten, invoerders of distributeurs die een typegoedkeuring of een vergunning voor gebruik aanvragen overeenkomstig :

1° het koninklijk besluit van 12 oktober 2010 betreffende de goedkeuring, de ijking en de installatie van de meettoestellen gebruikt om toezicht te houden op de naleving van de wet betreffende de politie over het wegverkeer en haar uitvoeringsbesluiten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2018;

2° het koninklijk besluit van 16 oktober 2009 betreffende de gebruiksvergunningen voor niet-geijkte meetsystemen;

3° of aan de door de Regering vastgestelde bepalingen, die ook bijzondere voorwaarden voor het gebruik van deze apparaten kan stellen

Tot hun goedkeuring of toelating blijven de materiële bewijsstukken die door het apparaat automatisch en in aanwezigheid van een bevoegd personeelslid worden verstrekt zonder dat zij zijn goedgekeurd of gehomologeerd, louter informatief van aard in het kader van de vaststelling van de overtredingen door middel van processen-verbaal.

De Regering kan, na raadpleging van de Gegevensbeschermingsautoriteit, specifieke procedures vaststellen voor het gebruik, de raadpleging en de opslag van de door deze apparaten verstrekte gegevens.

Onverminderd de bepalingen van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering en artikel 62 van de wegverkeerswet van 16 maart 1968, worden de apparatuur en de informatie die zij verstrekken gebruikt voor de bestraffing van de overtredingen op het decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan, die op de openbare weg worden gepleegd, die het wegverkeer regelen, die bijdragen tot de identificatie van de overtreeders en voor statistische doeleinden, of voor andere doeleinden die door de regering worden bepaald na raadpleging van de Gegevensbeschermingsautoriteit.

Wanneer het apparaat bestemd is om als vast materieel op de openbare weg te functioneren, worden de plaats en de omstandigheden van het gebruik ervan bij afwezigheid van een bevoegd personeelslid vastgesteld in overleg tussen de bevoegde gerechtelijke, politieke en administratieve autoriteiten, met inbegrip van de adviseur bestuurlijke vervolging en de wegbeheerders. De regering stelt de specifieke modaliteiten van dit overleg vast. De installatie op de openbare weg van vaste apparatuur voor apparaten die automatisch werken bij afwezigheid van een bevoegd personeelslid, wordt uitgevoerd met instemming van de wegbeheerders.

HOOFDSTUK IV. — *De adviseurs bestuurlijke vervolging*

Art. 17. § 1. De Regering :

1° wijst de bevoegde diensten en de adviseurs bestuurlijke vervolging aan die bevoegd zijn om de in lid 2 bedoelde acties te ondernemen;

2° organiseert de opleiding van de adviseurs bestuurlijke vervolging voor de toepassing van dit decreet;

3° bepaalt het vereiste kwalificatieniveau en de voorwaarden inzake betrouwbaarheid van de adviseurs bestuurlijke politie.

§ 2. Voor overtredingen die bestraft worden met administratieve boetes krachtens dit decreet, vervullen de adviseurs bestuurlijke vervolging de volgende opdrachten :

1° ze hebben een informatieplicht en een algemeen recht op informatie en kunnen de opdrachten uitvoeren die hen bij dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan zijn toevertrouwd;

2° zij bepalen het beleid inzake administratieve acties;

3° zij oordelen over de wenselijkheid van administratieve procedures en oriënteren de administratieve actie, of geven de redenen aan voor besluiten van seponering van de zaak die zij in dit verband nemen;

4° zij hebben het recht bevoegde personeelsleden te verzoeken alle handelingen te verrichten die nodig zijn voor de uitoefening van hun bevoegdheden.

§ 3. De adviseur bestuurlijke vervolging is onafhankelijk bij het verrichten van individuele administratieve onderzoeken en vervolgingen, onverminderd het recht van de minister om de vervolging te bevelen en richtlijnen inzake het beleid voor het administratieve optreden te geven, met inbegrip van de richtlijnen betreffende het onderzoeksbeleid en de administratieve vervolging.

HOOFDSTUK V. — *De sancties*

Afdeling 1. — De administratieve boetes

Onderafdeling 1. — Algemene bepaling

Art. 18. Onverminderd de toepassing van de artikelen 23, 24, § 2, 30 tot en met 33, 35 en 36, worden overtredingen van dit decreet, van de uitvoeringsbesluiten ervan en van de voorschriften voor de toestemming voor het in het verkeer brengen van uitzonderlijke voertuigen, van LZV of van andere voertuigen of voertuigcombinaties slechts strafbaar gesteld met administratieve geldboetes, waarvan de bedragen in deze afdeling worden vastgesteld. De regering kan het bedrag ervan indexeren.

Een vermenigvuldigingscoëfficiënt van acht wordt toegepast op het bedrag van de administratieve boetes die door de ambtenaar van de administratieve overheid of in beroep bij de Politie of de Jeugdrechtbank worden opgelegd.

De administratieve actie is niet van toepassing op minderjarigen jonger dan zestien jaar.

Onderafdeling 2. — Overlading

Art. 19. Wanneer de totale massa van het voertuig of de voertuigcombinatie, onverminderd de toepassing van de meettolerantie van de weegapparatuur, de toegelaten totale massa overschrijdt, wordt een administratieve boete opgelegd van :

- 1° 500 euro in geval van overlading tot tien procent;
- 2° 1000 euro in geval van overlading van meer dan tien procent tot vijftien procent;
- 3° 2 000 euro in geval van overlading van meer dan vijftien procent tot twintig procent;
- 4° 3 000 euro in geval van overlading van meer dan twintig procent tot dertig procent;
- 5° 4 000 euro in geval van overlading van meer dan dertig procent tot veertig procent;
- 6° 5 000 euro in geval van overlading van meer dan veertig procent.

Wanneer de asmassa, onverminderd de toepassing van de meettolerantie van de weegapparatuur, de maximale toegelaten massa per as overschrijdt, wordt een administratieve boete opgelegd van :

- 1° 250 euro in geval van overlading tot vijf procent;
- 2° 500 euro in geval van overlading van meer dan vijf procent tot tien procent;
- 3° 1000 euro in geval van overlading van meer dan tien procent tot vijftien procent;
- 4° 1 500 euro in geval van overlading van meer dan vijftien procent tot twintig procent;
- 5° 2 000 euro in geval van overlading van meer dan twintig procent tot dertig procent;
- 6° 2 500 euro in geval van overlading van meer dan dertig procent tot veertig procent;
- 7° 3000 euro in geval van overlading van meer dan veertig procent tot vijftig procent;
- 8° 3 500 euro in geval van overlading van meer dan vijftig procent tot zestig procent;
- 9° 4 000 euro in geval van overlading van meer dan zestig procent.

In afwijking van het eerste en het tweede lid, worden de voertuigen of voertuigcombinaties waarvan de toegelaten totale massa :

- 1° niet meer dan 3,5 ton bedraagt, een administratieve boete opgelegd die gelijk is aan dertig procent van de in de paragrafen 1 en 2 vastgestelde bedragen;
- 2° een maximaal toegelaten massa hoger dan 3,5 ton en kleiner dan 12 ton bedraagt, een administratieve boete opgelegd van vijftig procent van de bedragen bedoeld in de paragrafen 1 en 2;
- 3° een maximaal toegelaten massa hoger dan of gelijk aan 12 ton bedraagt zonder hoger te zijn dan 32 ton, een administratieve boete opgelegd van tachtig procent van de bedragen bedoeld in de paragrafen 1 en 2.

Onderafdeling 3. — Overschrijding van de toegelaten afmetingen

Art. 20. De administratieve geldboete bedraagt :

- 1° wanneer de lengte van het geladen voertuig of voertuigcombinatie hoger is dan de maximaal toegelaten lengte:
 - a) 75 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten lengte tot vijf procent;
 - b) 400 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten lengte van meer dan vijf procent tot tien procent;
 - c) 700 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten lengte van meer dan tien procent tot vijftien procent;
 - d) 1 000 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten lengte van meer dan vijftien procent tot twintig procent;
 - e) 1 500 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten lengte van meer dan twintig procent tot dertig procent;
 - f) 2 000 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten lengte van meer dan dertig procent tot veertig procent;
 - g) 2 500 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten lengte van meer dan veertig procent;
- 2° wanneer de hoogte van het geladen voertuig of voertuigcombinatie hoger is dan de maximaal toegelaten hoogte:
 - a) 75 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten hoogte tot twee procent;
 - b) 200 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten hoogte van meer dan twee procent tot vijf procent;
 - c) 700 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten hoogte van meer dan vijf procent tot tien procent;
 - d) 1 500 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten hoogte van meer dan tien procent tot vijftien procent;
 - e) 2 000 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten hoogte van meer dan vijftien procent tot twintig procent;
 - f) 2 500 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten hoogte van meer dan twintig procent;
- 3° wanneer de breedte van het geladen voertuig of voertuigcombinatie hoger is dan de maximaal toegelaten breedte:
 - a) 75 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten breedte tot vijf procent;
 - b) 200 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten breedte van meer dan vijf procent tot twintig;
 - b) 700 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten breedte van meer dan twintig procent tot veertig procent;
 - d) 1 500 euro in geval van overschrijding van de maximale toegelaten breedte van meer dan veertig procent.

De Regering kan naar gelang van de in artikel 19, laatste lid, bedoelde categorieën voertuigen lagere dan de in de voorgaande leden bedoelde administratieve geldboetes vaststellen.

Onderafdeling 4. — Afwezigheid van toelating voor het in het verkeer brengen van uitzonderlijke voertuigen of LZV 's of overschrijding van de in de toelating voor het in het verkeer brengen toegelaten massa's en afmetingen

Art. 21. § 1. Wanneer de totale massa van het uitzonderlijk voertuig, van een LZV of elk andere voertuigcombinatie onderworpen aan een vergunning om in het verkeer te worden gebracht, onverminderd de toepassing van de meettolerantie van de weegapparatuur, de toegelaten totale massa overschrijdt, wordt een administratieve boete opgelegd van :

- 1° 750 euro in geval van overlading tot 10 procent;
- 2° 1 500 euro in geval van overlading van meer dan tien procent tot vijftien procent;
- 3° 3 000 euro in geval van overlading van meer dan vijftien procent tot twintig procent;
- 4° 4 000 euro in geval van overlading van meer dan twintig procent tot dertig procent;
- 5° 5 000 euro in geval van overlading van meer dan dertig procent tot veertig procent;
- 6° 6 000 euro in geval van overlading van meer dan veertig procent.

In afwijking van het eerste lid, worden de voertuigen of voertuigcombinaties waarvan de toegelaten totale massa :

1° groter dan 60 ton en kleiner dan of gelijk aan 120 ton is, een administratieve boete opgelegd die gelijk is aan honderdtwintig procent van de in het eerste lid bedoelde bedragen;

1° groter dan 120 ton en kleiner dan of gelijk aan 180 ton is, een administratieve boete opgelegd die gelijk is aan vijftig procent van de in het eerste lid bedoelde bedragen;

3° groter dan 180 ton is, een administratieve boete opgelegd die gelijk is aan twee honderd procent van de in het eerste lid bedoelde bedragen;

Wanneer de asmassa van het uitzonderlijk voertuig, van een LZV of elk andere voertuigcombinatie onderworpen aan een vergunning om in het verkeer te worden gebracht, onverminderd de toepassing van de meettolerantie van de weegapparatuur, de maximale toegelaten massa per as overschrijdt, wordt een administratieve boete opgelegd van :

- 1° 350 euro in geval van overlading tot vijf procent;
- 2° 750 euro in geval van overlading van meer dan vijf procent tot tien procent;
- 3° 1 500 euro in geval van overlading van meer dan tien procent tot vijftien procent;
- 4° 2 000 euro in geval van overlading van meer dan vijftien procent tot twintig procent;
- 5° 2 500 euro in geval van overlading van meer dan twintig procent tot dertig procent;
- 6° 3 500 euro in geval van overlading van meer dan dertig procent tot veertig procent;
- 7° 4 500 euro in geval van overlading van meer dan veertig procent tot vijftig procent;
- 8° 5 500 euro in geval van overlading van meer dan vijftig procent tot zestig procent;
- 9° 6 500 euro in geval van overlading van meer dan zestig procent.

§ 3. De administratieve geldboete bedraagt :

1° wanneer de lengte van het uitzonderlijke voertuig, een LZV of een ander voertuig of een andere voertuigcombinatie waarvoor een vergunning voor het in het verkeer brengen is afgegeven, langer is dan de maximaal toegelaten lengte :

- a) 300 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten lengte tot vijf procent;
- b) 700 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten lengte van meer dan vijf procent tot tien procent;
- c) 1 000 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten lengte van meer dan tien procent tot vijftien procent;
- d) 1 500 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten lengte van meer dan vijftien procent tot twintig procent;
- e) 2 000 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten lengte van meer dan twintig procent tot dertig procent;
- f) 3 000 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten lengte van meer dan dertig procent tot veertig procent;
- g) 4 000 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten lengte van meer dan veertig procent;

2° wanneer de hoogte van het uitzonderlijke voertuig, een LZV of een ander voertuig of een andere voertuigcombinatie waarvoor een vergunning voor het in het verkeer brengen is afgegeven, hoger is dan de maximaal toegelaten lengte :

- a) 75 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten hoogte tot twee procent;
- b) 200 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten hoogte van meer dan twee procent tot vijf procent;
- c) 700 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten hoogte van meer dan vijf procent tot tien procent;
- d) 1 500 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten hoogte van meer dan tien procent tot vijftien procent;
- e) 2 000 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten hoogte van meer dan vijftien procent tot twintig procent;
- f) 2 500 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten hoogte van meer dan twintig procent;

3° wanneer de breedte van het uitzonderlijke voertuig, een LZV of een ander voertuig of een andere voertuigcombinatie waarvoor een vergunning voor het in het verkeer brengen is afgegeven, breder is dan de maximaal toegelaten lengte :

- a) 75 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten breedte tot vijf procent;
- b) 200 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten breedte van meer dan vijf procent tot twintig procent;
- c) 700 euro in geval van overschrijding van de maximaal toegelaten breedte van meer dan twintig procent tot veertig procent;
- d) 1 500 euro in geval van overschrijding van de maximale toegelaten breedte van meer dan veertig procent.

Art. 22. In geval van overtreding van de bepalingen van dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan of van de voorschriften van de vergunning voor het in het verkeer brengen van uitzonderlijke voertuigen, LZV of elk ander vergunningsplichtige voertuig of voertuigcombinatie, of in geval van een verkeersongeval, kan de vergunning voor het in het verkeer brengen worden ingetrokken, geschorst of gewijzigd zonder dat de vergunninghouder recht heeft op een schadevergoeding

Onderafdeling 5. — Overschrijding van de maximale toegelaten snelheid

Art. 23. § 1. Een administratieve boete kan worden opgelegd voor de overtredingen van de toegelaten maximumsnelheden bedoeld in artikel 12, alleen bij de overschrijding :

1° van maximaal 20 km/u in een agglomeratie, een zone 30, in de nabijheid van een school, een residentiële zone of een ontmoetingszone;

2° van maximaal 30 km/u buiten een agglomeratie, een zone 30, de omgeving van een school, een residentiële zone of een ontmoetingszone.

§ 2. De overschrijding van de toegestane maximumsnelheid wordt bestraft met een administratieve boete van 10 tot 1.000 euro.

Er wordt rekening gehouden met het aantal kilometers per uur waarmee de toegelaten maximumsnelheid wordt overschreden.

Onderafdeling 6. — De andere overtredingen

Art. 24. § 1. De regering bepaalt de administratieve boetes voor de overtredingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan, die niet in deze afdeling worden bepaald, op basis van het belang van de mogelijke impact van de overtreding op de verkeersveiligheid, de weginfrastructuur, de verkeersdoorstroming, de economische kosten voor de samenleving en rekening houdend met het economische belang van de overtreder bij het plegen ervan.

Zij mogen niet minder dan 30 EUR en niet meer dan 6 500 EUR bedragen.

§ 2. Wordt gestraft met een boete van 50 euro tot 4 000 euro, degene die de in artikel 37, lid 3, bedoelde verplichting niet nakomt.

Wordt gestraft met een boete van 200 euro tot 4 000 euro, degene die de in artikel 38 bedoelde verplichtingen niet nakomt.

Afdeling 2. — Cumulatie van administratieve boetes en recidive

Art. 25. Indien meerdere overtredingen tegelijk worden vastgesteld, worden de bedragen van de administratieve boetes gecumuleerd op het moment van de sanctie, zonder dat zij het dubbele van de hoogste administratieve boete mogen overschrijden

Art. 26. De administratieve boete kan worden verdubbeld indien de volgende voorwaarden op cumulatieve wijze worden vervuld :

1° de overtreding wordt gepleegd binnen drie jaar na de datum van een uitvoerbare geringe administratieve geldboete bedoeld in artikel 36, die uitvoerbaar is, van een beslissing tot administratieve veroordeling krachtens artikel 28, die uitvoerbaar is of van een in kracht van gewijsde gegane veroordeling krachtens artikel 29, die zonder onderscheid betrekking heeft op een van de overtredingen die onder dit decreet of de uitvoeringsbesluiten daarvan vallen;

2° het bedrag van de administratieve geldboete die van toepassing is op de nieuwe overtreding is ten minste gelijk aan het bedrag toegepast op de overtreding die het voorwerp heeft uitgemaakt van een uitvoerbare beperkte administratieve boete bedoeld in artikel 36 die uitvoerbaar is, van een administratieve veroordelingsbeslissing krachtens artikel 28, die uitvoerbaar is of van een in kracht van gewijsde gegane veroordelingsvonnis krachtens artikel 29, of dat schade aan de gewestelijke openbare weg is toegebracht als gevolg van de nieuwe overtreding.

HOOFDSTUK VI. — De administratieve sanctieprocedure

Art. 27. De Regering :

1° wijst de bevoegde diensten aan en een of meer ambtenaren van de administratieve overheid;

2° garandeert de onafhankelijkheid en onpartijdigheid van de ambtenaren van de administratieve overheid;

3° organiseert de opleiding van de ambtenaren van de administratieve overheid voor de toepassing van dit decreet;

4° bepaalt het vereiste kwalificatieniveau en de voorwaarden inzake betrouwbaarheid van de ambtenaren van de administratieve overheid.

De ambtenaar van administratieve overheid neemt geen beslissing in een dossier waarvoor hij in een andere hoedanigheid reeds is opgetreden of als hij een rechtstreeks of onrechtstreeks belang heeft in een onderneming of een instelling betrokken bij de procedure.

Art. 28. § 1. Behoudens in het geval van een beroep als bedoeld in artikel 36, tweede alinea, stelt de ambtenaar van de administratieve overheid, indien hij voornemens is een administratieve boete op te leggen, de verdachte van een overtreding in kennis van een bericht dat vergezeld gaat van een afschrift van het proces-verbaal en waarin hij vermeldt :

- 1° de feiten waarvoor hij overweegt een administratieve boete op te leggen;
- 2° een uittreksel van de overtreden bepalingen;
- 3° het bedrag van de administratieve boete die hij overweegt op te leggen;
- 4° dat de verdachte van een strafbaar feit het recht heeft om :

a) binnen vijftien dagen na ontvangst van de kennisgeving per aangetekende brief zijn verweermiddelen schriftelijk in te dienen;

b) zijn verweermiddelen binnen dezelfde termijn mondeling per aangetekende brief te mogen voorleggen;

c) zich door een raadsman te laten vertegenwoordigen of bijstaan;

d) zijn dossier te raadplegen.

Indien de verdachte van een overtreding verzoekt zijn verdediging mondeling te mogen voeren, stelt de ambtenaar van de administratieve overheid hem in kennis van de plaats, de dag en het tijdstip waarop hij zal worden gehoord. Deze hoorzitting vindt ten vroegste plaats vijftien dagen na de datum van ontvangst van de kennisgeving.

Van het verhoor van de verdachte wordt een proces-verbaal opgesteld, dat door hem en de ambtenaar van de administratieve overheid wordt ondertekend. In het proces-verbaal wordt melding gemaakt van de eventuele onenigheid van de verdachte van een overtreding wat de inhoud betreft.

§ 2. Wanneer de administratieve procedure opgestart wordt tegen een persoon onder achttien jaar, wordt het in artikel 16, eerste lid, bedoeld bericht gericht aan de minderjarige, alsook aan zijn vader en moeder, voogden of personen die het toezicht op hem uitoefenen. Deze personen hebben de in paragraaf 1 bedoelde rechten.

De ambtenaar van de administratieve overheid stelt de stafhouder van de orde van advocaten daarvan in kennis zodat de minderjarige door een advocaat bijgestaan kan worden. Die kennisgeving wordt samen met het in het eerste lid bedoelde bericht verstuurd.

Een afschrift van het bericht waarmee de stafhouder in kennis gesteld wordt, wordt bij het proceduredossier gevoegd.

Uiterlijk binnen twee werkdagen, te rekenen van de datum van die kennisgeving, wordt een advocaat aangewezen door de stafhouder of het bureau voor juridische bijstand.

In het geval van een belangenconflict zorgt de stafhouder of het bureau voor juridische bijstand ervoor dat de belanghebbende bijgestaan wordt door een andere advocaat dan degene op wie zijn vader en moeder, zijn voogden of de personen die toezicht op hem uitoefenen een beroep hebben gedaan.

§ 3. Na het verstrijken van de in paragraaf 1, eerste lid, 4°, a), bedoelde termijn van vijftien dagen en, in voorkomend geval, na de datum die is vastgesteld voor het verhoor van de verdachte van een overtreding of zijn raadsman, in voorkomend geval rekening houdend met de eventueel schriftelijk of mondeling aangevoerde verweermiddelen, beslist de ambtenaar van de administratieve overheid over hetzij :

1° het vragen aan de adviseur bestuurlijke vervolging om de uitvoering van aanvullende taken;

2° de oorspronkelijk geplande administratieve boete op te leggen;

3° om een lagere boete op te leggen;

4° om geen administratieve boete op te leggen.

§ 4. De ambtenaar van de administratieve overheid kan de overtreder de tenuitvoerlegging van de beschikking waarbij een administratieve boete wordt opgelegd, geheel of gedeeltelijk uitstellen, indien zich geen nieuwe feiten in de zin van artikel 26 voordoen.

De proefperiode mag niet korter zijn dan één jaar en niet langer dan drie jaar, te rekenen vanaf de datum van kennisgeving van de beschikking waarbij de uitvoerbare administratieve geldboete wordt opgelegd uitvoerende kracht.

Het uitstel wordt van rechtswege ingetrokken in geval van een nieuwe overtreding die tijdens de proeftijd is begaan en die leidt tot de toepassing van een administratieve boete voor een overtreding waarvoor het krachtens de bepalingen van hoofdstuk 5, afdeling 1, geldende percentage gelijk is of hoger is.

Het uitstel kan worden ingetrokken in geval van een nieuwe overtreding die is begaan tijdens de proeftijd die heeft geleid tot de toepassing van een administratieve boete voor een overtreding waarvoor het toepasselijke tarief, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 5, afdeling 1, lager is.

Het uitstel wordt ingetrokken bij dezelfde beschikking als die waarbij de administratieve boete voor de nieuwe overtreding binnen de proeftijd wordt opgelegd.

De verwijzing naar de intrekking van het uitstel in het besluit moet worden opgenomen zowel wanneer de intrekking automatisch plaatsvindt als in het geval dat het aan de ambtenaar van de administratieve overheid wordt overgelaten om de schorsing in te trekken.

De administratieve geldboete die door de intrekking van het uitstel uitvoerbaar wordt, wordt onbeperkt gecumuleerd met de administratieve geldboete die voor de nieuwe overtreding wordt opgelegd.

§ 5. De ambtenaar van de administratieve overheid kan de administratieve boete verlagen tot onder het minimumbedrag van de voorziene administratieve boete of betalingsfaciliteiten toestaan in geval van verzachtende omstandigheden of omstandigheden die verband houden met de persoonlijke situatie van de overtreder.

§ 6. De beslissing van de ambtenaar van de administratieve overheid en, in voorkomend geval, het proces-verbaal van de hoorzitting worden aan de overtreder meegedeeld. De kennisgeving bevat een indicatie van de termijn en de procedures voor het instellen van een beroep.

In het geval van een minderjarige overtreder worden de beslissing en het proces-verbaal van verhoor meegedeeld aan de minderjarige, aan diens vader, moeder, voogden of aan de personen die toezicht op hem uitoefenen, alsook aan zijn raadsman. De vader en moeder, de voogden of de personen die toezicht op de minderjarige uitoefenen, zijn verantwoordelijk voor de betaling van de boete.

§ 7. De ambtenaar van de administratieve overheid vermeldt in zijn beslissing de toepassing van de overeenkomstig artikel 18, tweede lid, vastgestelde vermenigvuldigingscoëfficiënt en het bedrag dat voortvloeit uit deze verhoging.

§ 8. Wanneer meer dan honderdtachtig dagen zijn verstreken sinds zijn aanhangigmaking, kan de ambtenaar van de administratieve overheid de administratieve boete niet meer opleggen.

De dag van de aanhangigmaking is niet inbegrepen in deze termijn.

§ 9. De beslissing waarbij een administratieve boete opgelegd wordt, heeft uitvoerende kracht na afloop van een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst, behalve in het geval van een binnen deze termijn ingesteld beroep.

De overtreders heeft 30 dagen vanaf de dag volgend op de dag waarop de beslissing uitvoerbaar wordt, om de boete te betalen.

§ 10. De Regering kan de kosten van de procedure bepalen.

§ 11. De ambtenaar van de administratieve overheid zendt een afschrift van de administratieve geldboete aan de administratie die binnen de Waalse Overheidsdienst belast is met de invordering van de schuldvorderingen en die het bedrag invordert overeenkomstig de procedure beschreven in het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen.

HOOFDSTUK VII. — *De beroepen tegen de administratieve beslissing*

Art. 29. § 1. De overtreders die beroep wenst aan te tekenen tegen de beslissing van de ambtenaar van de administratieve overheid die een administratieve geldboete oplegt, kan binnen de in artikel 28, § 9, bedoelde termijn beroep instellen op straffe van verval.

Het beroep wordt ingesteld bij de Politierechtbank.

Indien de beslissing evenwel betrekking heeft op minderjarigen die de volle leeftijd van minder dan achttien jaar bereikt hebben op het moment van de feiten, wordt het beroep d.m.v. een kosteloos verzoekschrift bij de jeugdrechtbank ingediend. In dat geval kan het beroep ook ingediend worden door de vader en moeder, de voogden of de personen die het toezicht op hem uitoefenen. De jeugdrechtbank blijft bevoegd indien de overtreders meerderjarig is wanneer zij zich uitspreekt.

Het beroep wordt ingesteld bij deurwaardersexploot van een gerechtsdeurwaarder die ten laste van het Waals Gewest is geregistreerd en ter kennis van het Waals Gewest is gebracht bij de in artikel 27, 1° bedoelde dienst.

De handeling waarbij het beroep formeel wordt ingesteld, bevat, op straffe van nietigheid, de volgende bepalingen :

1° de vermelding van dag, maand en jaar

2° naam, voornaam of voornamen, geboortedatum en woonplaats van de aanvrager(s) en, indien het beroep overeenkomstig lid 3 wordt ingesteld, de hoedanigheid van de aanvrager(s);

3° de naam van de aangevochten beslissing en het bedrag van de bestreden geldboete of boetes;

4° de redenen van de betwisting;

5° de handtekening van de verzoeker of zijn advocaat

Het beroep is ingeschreven op de rol bedoeld in artikel 711 van het Gerechtelijk Wetboek. Het wordt onderzocht en beoordeeld volgens de regels van artikel 735 en volgende van hetzelfde Wetboek. Het is opschortend.

§ 2. De rechter onderzoekt de middelen van de verzoekende partij, de wettigheid en evenredigheid van de geldboete en de verjaringstermijn ambtshalve. Zij trekt het uitstel van de uitvoering van het besluit van de ambtenaar van de administratieve overheid Zij kan echter het uitstel onder de in artikel 28 bedoelde voorwaarden toestaan, indien de ambtenaar van de administratieve overheid dit heeft geweigerd

De proefperiode mag niet korter zijn dan één jaar en niet langer dan drie jaar, te rekenen vanaf het vonnis

§ 3. De Rechtbank kan de administratieve boete verlagen tot onder het minimumbedrag van de voorziene administratieve boete of betalingsfaciliteiten toestaan in geval van verzachtende omstandigheden of omstandigheden die verband houden met de persoonlijke situatie van de overtreders.

§ 4. De jeugdrechtbank kan, wanneer een beroep tegen een administratieve boete bij haar aanhangig gemaakt wordt, in de plaats hiervan een bewakings-, beschermings- of opvoedingsmaatregel stellen zoals bepaald bij artikel 37 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming voor de zorg van minderjarigen die een als overtreding aangemerkte handeling hebben gepleegd en voor de vergoeding van de schade veroorzaakt door die handeling. In dit geval is artikel 60 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming voor de zorg van minderjarigen die een als overtreding aangemerkte handeling hebben gepleegd en voor de vergoeding van de door die handeling veroorzaakte schade van toepassing.

§ 5. De beslissingen van de politierechtbank of de jeugdrechtbank worden, onverminderd het bepaalde in lid 2, in laatste instantie uitgesproken.

Wanneer de jeugdrechtbank beslist tot de vervanging van de administratieve sanctie door een bewakings-, beschermings- of opvoedingsmaatregel, is haar beslissing voor beroep vatbaar. In dat geval zijn de procedures waarin de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming voorziet voor de feiten die als overtredingen beschouwd worden van toepassing.

Zij beslissen over de kosten overeenkomstig de regels van de artikelen 1017 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 6. Het vonnis wordt in een voor eensluidend afschrift toegezonden aan gedaagde, die het overmaakt aan de administratie die binnen de Waalse Overheidsdienst belast is met de invordering van de schuldvorderingen en die het bedrag invordert overeenkomstig de procedure beschreven in het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen.

HOOFDSTUK VIII. — *Strafrechtelijke vervolgingen*

Art. 30. Onverminderd artikel 31 worden overtredingen op de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan bestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en een geldboete die niet lager mag zijn dan het minimumbedrag van de bij of krachtens dit decreet voorziene administratieve geldboete met een maximum van 30 000 EUR, of alleen met één van deze sancties en niet met een administratieve geldboete :

1° wanneer de handeling schade aan anderen heeft berokkend of heeft geleid tot een rechterlijke vrijheidsbeneming;

2° wanneer de inbreuk verband houdt met andere inbreuken die niet in aanmerking komen voor een administratieve sanctie als bedoeld in dit decreet;

3° wanneer de overtreder op het tijdstip van het misdrijf jonger is dan 16 jaar;

4° in de gevallen bepaald door de Regering.

De rechter houdt o.a. rekening met het volgende :

1° het belang van de gevolgen van de overtreding voor de verkeersveiligheid, de weginfrastructuur, de verkeersdoorstroming, de economische kosten voor de samenleving en het economisch belang van de overtreder bij het plegen van de overtreding;

2° de mogelijke samenloop van meerdere overtredingen die op grond van dit besluit hadden kunnen leiden tot een bestuurlijke sanctie als bedoeld in dit besluit en de mogelijke herhaling van dergelijke overtredingen.

Art. 31. Het overschrijden van de maximaal toegestane snelheid wordt vervolgd overeenkomstig de wegverkeerswet van 16 maart 1968 :

1° behalve in de in artikel 23 bedoelde gevallen

2° in de gevallen, bedoeld in artikel 30, eerste lid, 1°, 2° en 4°, bij toepassing van artikel 32, eerste lid.

Art. 32. In de gevallen bedoeld in artikel 30, eerste lid, 1°, 2° of 4°, of 31, 2°, beslist de bevoegde parketmagistraat of hij al dan niet een verder gevolg geeft aan alle feiten, met inbegrip van deze waarvoor de administratieve procedure kan worden ingeleid. Hij stelt de adviseur bestuurlijke vervolging hiervan binnen 60 dagen in kennis, die vervolgens de administratieve procedure afsluit.

De adviseur bestuurlijke vervolging zet de administratieve procedure voort indien de bevoegde parketmagistraat niet binnen de in lid 1 bedoelde termijn een beslissing heeft genomen of indien hij besluit geen gevolg te geven aan alle bedoelde feiten.

HOOFDSTUK IX. — *De verlaagde administratieve boete*

Art. 33. § 1. Wanneer overtredingen van dit besluit en de ter uitvoering daarvan vastgestelde verordeningen strafbaar worden gesteld met een administratieve boete, kan een lagere administratieve boete worden voorgesteld.

Het bedrag kan onmiddellijk of binnen de door de regering vastgestelde termijn worden geïnd.

§ 2. De regering stelt het bedrag van de verlaagde administratieve geldboete vast.

§ 3. Indien meerdere overtredingen tegelijk worden vastgesteld, worden de bedragen van de verlaagde administratieve boetes gecumuleerd, zonder dat zij het dubbele van de hoogste verlaagde administratieve boete mogen overschrijden.

§ 4. De regering bepaalt welke personeelsleden bevoegd zijn om paragraaf 1 toe te passen.

§ 5. De betaling van de verlaagde administratieve geldboete maakt de mogelijkheid om een administratieve geldboete op te leggen ongedaan, tenzij de adviseur bestuurlijke vervolging binnen de termijnen bedoeld in artikel 15, § 3, 1°, de betrokkene ervan in kennis stelt dat hij het proces-verbaal aan de ambtenaar van de administratieve overheid heeft overgemaakt.

§ 6. De regering stelt de procedures vast voor de inning van de verlaagde administratieve geldboete.

HOOFDSTUK X. — *De consignatie van de gelden*

Art. 34. § 1. Indien de overtreder geen vaste woon- of verblijfplaats in België heeft en de verminderde administratieve geldboete niet onmiddellijk betaalt, moet hij bij de in artikel 33, § 4 bedoelde personeelsleden een bedrag in bewaring geven dat bestemd is om de administratieve geldboete of de strafrechtelijke boete geheel of gedeeltelijk te dekken.

De regering bepaalt het bedrag van het te deponeren bedrag en de wijze van inning ervan.

Indien kan worden vastgesteld dat er nog steeds een bedrag openstaat voor de overtreder op grond van een uitvoerbare, verlaagde administratieve geldboete als bedoeld in artikel 36 of een beslissing tot een administratieve veroordeling krachtens artikel 28 als uitvoerbaar of een beslissing krachtens artikel 29 als in kracht van gewijsde gegane rechterlijke uitspraak, betaalt de overtreder dit bedrag onmiddellijk aan de in artikel 33, § 4 bedoelde ambtenaren. Voor de terugvordering van dit bedrag is de procedure van de paragrafen 2 en 3 van toepassing.

§ 2. Het door de overtreder bestuurde voertuig mag, voor rekening en risico van de overtreder, worden ingehouden totdat de in lid 1 bedoelde bedragen zijn betaald en het bewijs is geleverd dat de eventuele kosten voor het aanhouden van het voertuig zijn betaald of, bij gebreke daarvan, gedurende zesennegentig uur vanaf de vaststelling van de overtreding of vanaf het moment dat de in lid 1 bedoelde bedragen niet zijn betaald.

§ 3. Na het verstrijken van de in het tweede paragraaf bedoelde termijn kan het voertuig in beslag worden genomen volgens de regels van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen of door de Regering.

§ 4. Indien een administratieve boete wordt uitgesproken :

1° het geïnde of gedeponeerde bedrag wordt in mindering gebracht op de procedurekosten en op de opgelegde administratieve geldboete en het teveel betaalde bedrag moet worden terugbetaald;

2° wanneer het voertuig in beslag wordt genomen, wordt de bevoegde administratie in de beschikking waarbij de administratieve geldboete wordt opgelegd, gelast het voertuig bij gebreke van betaling van de geldboete en van de procedurekosten binnen 40 dagen na de oplegging ervan te verkopen.

De opbrengst van de verkoop wordt in mindering gebracht op de kosten van de procedure, de opgelegde boete en de eventuele opslagkosten van het voertuig. Het eventuele overschot moet worden teruggegeven.

§ 5. In geval van een administratieve beslissing die de vrijspraak gelast, wordt het geïncasseerde of gedeponeerde bedrag of het in beslag genomen voertuig teruggegeven. De eventuele kosten voor het onderhoud van het voertuig zijn ten laste van het Waals Gewest.

§ 6. In geval van een administratieve beslissing met uitstel wordt het ontvangen of gedeponeerde bedrag terugbetaald na aftrek van de procedurekosten. Het in beslag genomen voertuig wordt teruggegeven na betaling van de procedurekosten en het bewijs van betaling van de eventuele opslagkosten voor het voertuig.

§ 7. Het gedeponeerde bedrag of het in beslag genomen voertuig wordt teruggegeven wanneer de adviseur bestuurlijke vervolging beslist de administratieve procedure zonder verdere actie te beëindigen of wanneer de administratieve actie is verjaard.

De kosten voor het onderhoud van het voertuig zijn ten laste van het Gewest.

HOOFDSTUK XI. — *De beëindiging van de administratieve actie na de opvolging van een opleiding*

Art. 35. Wanneer overtredingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan worden vastgesteld en aan een administratieve geldboete kunnen worden onderworpen, kunnen opleidingen worden aangeboden volgens de door de regering vastgestelde modaliteiten.

Het volgen van de opleiding maakt een einde aan de administratieve actie.

HOOFDSTUK XII. — *De verlaagde uitvoerbare administratieve geldboete*

Art. 36. Wanneer de verminderde administratieve geldboete niet binnen de door de regering bepaalde termijnen wordt betaald, kan de adviseur bestuurlijke vervolging de overtreder veroordelen tot betaling van een uitvoerbare, verlaagde administratieve geldboete ten belope van het totale bedrag van de verschuldigde bedragen, indien deze krachtens artikel 33 werden geïnd, vermeerderd met vijfendertig procent. Het verkregen bedrag wordt naar boven afgerond naar de eerstvolgende hogere eenheid.

Indien de overtreder geen beroep heeft ingesteld bij de ambtenaar van de administratieve overheid tegen de uitvoerbare, verlaagde administratieve geldboete en het bedrag niet binnen vijftien dagen na ontvangst ervan heeft betaald, wordt deze van rechtswege uitvoerbaar.

Het beroep, dat tot gevolg heeft dat de uitvoerbare titel met betrekking tot de betwiste uitvoerbare verlaagde administratieve geldboete, nietig wordt verklaard, moet met redenen zijn omkleed en bevat de keuze van de woonplaats in België, indien de overtreder geen woonplaats in België heeft.

Wanneer de overtreder bewijst dat hij niet in staat was om binnen de gestelde termijn kennis te nemen van de uitvoerbare verlaagde administratieve geldboete, kan hij beroep instellen binnen 15 dagen na de dag waarop hij kennis heeft gekregen van het bevel of na de eerste handeling van invordering van het bedrag door de administratie die bevoegd is voor de invordering van schuldvorderingen van de Waalse Overheidsdienst.

De wijze van inning en beroep wordt bepaald door de regering.

De adviseur bestuurlijke vervolging zendt een afschrift van de uitvoerbare verlaagde administratieve geldboete aan de administratie die binnen de Waalse Overheidsdienst belast is met de invordering van de schuldvorderingen en die het bedrag invordert overeenkomstig de procedure beschreven in het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen.

HOOFDSTUK XIII. — *De verantwoordelijkheid van de overtreding*

Art. 37. Wanneer een overtreding als bedoeld in dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan wordt begaan met een motorvoertuig dat op naam van een natuurlijk persoon is ingeschreven en de bestuurder niet is geïdentificeerd op het ogenblik dat de overtreding wordt vastgesteld, wordt deze overtreding geacht te zijn begaan door de houder van de nummerplaat van het voertuig.

De houder van de kentekenplaat kan dit vermoeden weerleggen door met elk rechtsmiddel te bewijzen dat hij ten tijde van het voorval niet de bestuurder was.

In dat geval moet hij de identiteit van de onbetwistbare bestuurder meedelen, tenzij hij diefstal, fraude of overmacht kan bewijzen.

De identiteit van de bestuurder moet worden meegedeeld binnen 15 dagen na de dag waarop de houder van de nummerplaat kan bewijzen dat hij niet de bestuurder was op het moment van het voorval.

De regering kan bepalen welke formaliteiten moeten worden vervuld om het vermoeden te weerleggen en de identiteit mee te delen.

Art. 38. Wanneer een overtreding krachtens dit besluit wordt begaan met een motorvoertuig dat op naam van een rechtspersoon staat ingeschreven en de bestuurder niet geïdentificeerd is op het ogenblik van de vaststelling van de overtreding, is de rechtspersoon of de natuurlijke persoon die de rechtspersoon vertegenwoordigt, verplicht de identiteit van de bestuurder mee te delen die onweerlegbaar is op het ogenblik van de overtreding of, indien hij hem niet kent, de identiteit van de bestuurder die verantwoordelijk is voor het voertuig, tenzij hij diefstal, bedrog of overmacht kan bewijzen

De mededeling vindt plaats binnen vijftien dagen na ontvangst van het verzoek om informatie.

De Regering kan beslissen over de formaliteiten die moeten worden nageleefd voor de mededeling van de identiteit.

Indien de voor het voertuig verantwoordelijke persoon op het tijdstip van het voorval niet de bestuurder was, deelt hij de identiteit van de onbetwistbare bestuurder mee overeenkomstig de modaliteiten van artikel 37.

De rechtspersoon of de natuurlijke persoon die de rechtspersoon als houder van de nummerplaat of houder van een voertuig vertegenwoordigt, neemt de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat aan deze verplichting wordt voldaan.

Wanneer de overtreding echter wordt begaan met een motorvoertuig dat is ingeschreven op naam van een rechtspersoon die de gebruikelijke bestuurder heeft ingeschreven bij de Kruispuntbank van voertuigen, wordt de gebruikelijke bestuurder gelijkgesteld met de houder van de kentekenplaat en is artikel 37 van toepassing.

Art. 39. De regering specificeert, na raadpleging van de Gegevensbeschermingsautoriteit, de relevante gegevens waartoe de in de artikelen 14, 17 en 27 bedoelde ambtenaren toegang hebben bij de uitvoering van hun taken.

Art. 40. Personen die burgerlijk aansprakelijk zijn op grond van artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek zijn ook aansprakelijk voor de betaling van strafrechtelijke boetes, verlaagde administratieve boetes, consignatie van gelden, uitvoerbare verlaagde administratieve boetes of administratieve boetes, gerechts- of proceskosten.

De opdrachtgever, de verlader, de vervoerscommissionair of de commissionair-expediteur van een vervoer van goederen worden op dezelfde wijze gestraft als de daders van de overtredingen van dit decreet of van de ter uitvoering daarvan genomen reglementen, indien zij instructies hebben gegeven of daden hebben gesteld die tot deze overtredingen hebben geleid.

Art. 41. § 1. De door de regering aangewezen dienst van de Waalse Overheidsdienst stelt een centraal bestand op en beheert dit.

Dit bestand bevat de volgende informatie :

1° de processen-verbaal en de waarschuwingen opgesteld krachtens dit decreet;

2° de verlaagde administratieve boetes, de alternatieve opleidingen, de consignaties of inningen van de in artikel 34, § 1, bedoelde gelden, de uitvoerbare verlaagde administratieve boetes en de beslissingen van de ambtenaar van de administratieve overheid;

3° het seponeren uitgesproken door de adviseur bestuurlijke vervolgingen;

4° de beslissingen van de bevoegde parketmagistraat genomen krachtens artikel 32;

5° de uitspraken gedaan krachtens artikel 29.

§ 2. De gegevens in het centraal register zijn enkel toegankelijk voor de personeelsleden bedoeld in de artikelen 14, 17 en 27, alsook voor de procureurs des Konings, de rechters en de griffiers van de politie en de jeugdrechtbanken, en mogen enkel worden gebruikt voor de doeleinden die noodzakelijk zijn om de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan na te leven, om de goede uitvoering van de administratieve en strafrechtelijke procedures te verzekeren, als hulpmiddel bij de identificatie van de overtreders en voor de statistische en andere doeleinden bepaald door de Regering na advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit.

§ 3. De vermelding van de overtredingen en de daarmee verband houdende punten worden, onverminderd lid 6, vijf jaar na het seponeren of de uitvoering van de beslissingen van een adviseur bestuurlijke vervolgingen, een ambtenaar van de administratieve overheid of de rechtbanken automatisch geschrapt.

§ 4. De verantwoordelijke voor de verwerking neemt alle maatregelen om ervoor te zorgen dat de persoonsgegevens naar behoren worden opgeslagen.

Personen die in het kader van de bepalingen van dit hoofdstuk persoonsgegevens ontvangen, nemen maatregelen om de vertrouwelijkheid van deze gegevens en het gebruik ervan uitsluitend voor de bij of krachtens dit hoofdstuk vastgestelde doeleinden of voor de toepassing van hun wettelijke verplichtingen te waarborgen.

§ 5. Wanneer een bestuurder voor het eerst in het bestand wordt opgenomen, wordt hij door de verantwoordelijke voor de verwerking onverwijld daarvan op de hoogte gesteld.

Deze informatie bevat :

1° de identiteit en het adres van de verantwoordelijke voor de verwerking en, in voorkomend geval, zijn vertegenwoordiger in het Waalse Gewest;

2° de wettelijke of reglementaire basis voor het verzamelen van gegevens;

3° de bestemming van de gegevens en het doel waarvoor de verzamelde gegevens worden gebruikt

4° de persoonsgegevens betreffende de overtreder;

5° de mogelijkheden van aanhangigmaking van de Gegevensbeschermingsautoriteit en het adres van deze autoriteit;

6° het bestaan van het recht op toegang tot gegevens, het recht op de rechtzetting van deze gegevens en de modaliteiten voor de uitoefening van deze rechten;

7° de duur van de gegevensbewaring.

§ 6. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de oprichting van het centraal bestand. Zij kan, na raadpleging van de gegevensbeschermingsautoriteit, de daarin vervatte informatie specificeren, andere informatie vaststellen die erin moet worden opgenomen dan de in paragraaf 1 bedoelde informatie en de opslagperiode of andere personen die er toegang toe hebben, met name om de goede werking ervan te waarborgen.

§ 7. Eenieder die toegang heeft tot of gebruik maakt van de gegevens in het bestand, met uitzondering van de personen die overeenkomstig paragraaf 1 zijn gemachtigd, is strafbaar met een gevangenisstraf van drie maanden tot één jaar en een boete van 100 tot 50 000 EUR of met slechts één van deze sancties.

HOOFDSTUK XIV. — *Diverse bepalingen*

Art. 42. De administratieve actie die voortvloeit uit een overtreding op dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan verjaart na twee jaar vanaf de dag waarop de overtreding is gepleegd.

De verjaring van de administratieve actie wordt onderbroken :

1° door de overhandiging van het proces-verbaal aan de overtreder overeenkomstig artikel 15, § 3, leden 2 en 3;

2° door het voorstel voor een verlaagde administratieve geldboete als bedoeld in artikel 33;

3° door het in artikel 35 bedoelde opleidingsvoorstel;

4° door het sturen van de uitvoerbare verlaagde administratieve geldboete overeenkomstig artikel 36;

5° door de aanhangigmaking van de ambtenaar van de administratieve overheid;

6° door de aanhangigmaking van de jeugdrechtbank.

De verjaring van de administratieve actie wordt opgeschort :

1° vanaf de datum waarop de uitvoerbare verlaagde administratieve geldboete van rechtswege uitvoerbaar is geworden tot de dag waarop de overtreder een beroep instelt;

2° gedurende de in artikel 32, eerste alinea, bedoelde termijn;

3° gedurende de duur van de procedure bedoeld in artikel 35;

4° gedurende de termijn bedoeld in artikel 28, § 8;

5° vanaf de aanhangigmaking van de politierechtbank of de jeugdrechtbank krachtens artikel 29 tot aan een beslissing die in kracht van gewijsde is gegaan.

De invordering van de uitvoerbare, verlaagde administratieve geldboete en van de administratieve geldboete verjaart vijf jaar na de datum waarop deze laatste uitvoerbaar is geworden.

Art. 43. De bij dit besluit vastgestelde strafrechtelijke en administratieve sancties en boetes worden toegepast onverminderd eventuele schadevergoedingen.

Art. 44. § 1. In het bijzonder kan de regering bepalen :

1° de voorschriften met betrekking tot de rijomstandigheden van uitzonderlijke voertuigen;

2° ander uitzonderlijk vervoer dan bedoeld in artikel 9, geheel of gedeeltelijk vrijgesteld van de toepassing van de bepalingen van dit decreet en de op grond van dit decreet vastgestelde reglementen inzake uitzonderlijk vervoer;

3° voorschriften voor de beperking in de tijd van het gebruik van uitzonderlijke voertuigen;

4° de voorwaarden waaronder, in geval van overmacht of in geval van een onverwachte belemmering, kan worden afgezien van de voor uitzonderlijk vervoer opgelegde reisroute;

5° de technische voorschriften betreffende uitzonderlijke voertuigen;

6° voorschriften betreffende het laden van uitzonderlijke voertuigen;

7° de voorschriften betreffende de veiligheidsvoorzieningen van uitzonderlijke voertuigen;

8° de specifieke voorschriften voor uitzonderlijke landbouwvoertuigen;

9° de voorschriften met betrekking tot de begeleiding van uitzonderlijke voertuigen, met inbegrip van de toegang tot het beroep van begeleider van uitzonderlijk vervoer;

10° de voorschriften inzake de toegang tot het beroep voor bestuurders van uitzonderlijke voertuigen;

11° de modaliteiten voor de toepassing van de borgstelling voor uitzonderlijk vervoer;

12° de gevallen waarin en de voorwaarden waaronder de in artikel 9, tweede lid, bedoelde gebruikers of autoriteiten de beheerder van hun bezoek in kennis stellen;

13° de modaliteiten voor de uitvoering van een geolokaliseerd traceringsysteem voor uitzonderlijke voertuigen;

14° de procedure voor de aanvraag en de aflevering van de toestemming van uitzonderlijke voertuigen;

15° de controlemethoden om de naleving van dit decreet en de uitvoeringsreglementen ervan te waarborgen;

16° de afwijkingen van de verplichting tot erkenning als bedoeld in artikel 11;

17° andere dan de in artikel 42 genoemde redenen voor een onderbreking of schorsing van de administratieve actie.

§ 2. De Regering kan een vermoeden van de datum van ontvangst van de in dit decreet bedoelde kennisgevingen vaststellen.

Art. 45. De regeling ter uitvoering van dit besluit kan voorzien in de inning van heffingen ter dekking, geheel of gedeeltelijk, van de kosten van administratie, controle of toezicht of van de kosten in verband met het gebruik van de weginfrastructuur.

Art. 46. De regering kan, binnen de grenzen van de beschikbare begrotingsmiddelen, subsidies voor opvoeding en sensibilisering op het gebied van verkeersveiligheid toekennen aan de volgende categorieën van begunstigden :

1° de gemeenten;

2° de verenigingen van gemeenten;

3° de verenigingen zonder winstoogmerk waarvan het hoofddoel geheel of gedeeltelijk overeenstemt met het doel van de subsidies;

4° de scholen;

5° de politiediensten;

6° elke andere rechtspersoon die door de Regering wordt aangewezen.

Binnen de grenzen van lid 1 stelt de Regering de jaar- of meerjarenprioriteiten vast.

De Regering bepaalt :

1° het type in aanmerking komende uitgaven;

2° de bijzondere voorwaarden voor de toekenning van subsidies, de procedure voor de indiening van de aanvragen en de lijst van de in te dienen documenten;

3° de percentages en modaliteiten voor de berekening van de toepasselijke subsidies.

De regering keurt het project goed. De beslissing om het project geheel of gedeeltelijk goed te keuren houdt rekening met de geschiktheid van het ingediende project in verhouding tot de door de regering vastgestelde prioriteiten, de technische waarde van de projecten en de financiële draagkracht van de aanvrager en het Gewest.

De aanvrager kan het project wijzigen, indien deze wijziging naar behoren wordt gemotiveerd en vooraf door de regering wordt goedgekeurd.

De bepalingen betreffende de voorbereiding van het project zijn van toepassing op de wijziging ervan.

Voorschotten op het bedrag van de subsidies kunnen worden toegekend op door de Regering vastgestelde voorwaarden.

HOOFDSTUK XV. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 47. In artikel 5 van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, gewijzigd bij het decreet van 22 december 2010 en van 24 november 2016, worden de paragrafen 3, ingevoegd bij het decreet van 22 december 2010 en vervangen bij het decreet van 24 november 2016, 4 en 5, ingevoegd bij het decreet van 24 november 2016, opgeheven.

Art. 48. In artikel 6 van hetzelfde decreet, wordt paragraaf 5, ingevoegd bij het decreet van 27 oktober 2011 en vervangen bij het decreet van 24 november 2016, opgeheven.

Art. 49. In artikel 8 van hetzelfde decreet, wordt het eerste lid, gewijzigd bij de decreten van 22 december 2010 en 24 november 2016, vervangen als volgt :

In de overtredingsgevallen bedoeld in artikel 5, § 1, 1^o, en § 2, 2^o en 3^o, of in geval van schade die het gewestelijk openbaar weggennet wordt toegebracht ten gevolge van een overtreding bedoeld in artikel 5, § 1, 4^o, of in het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid, kan de beherende overheid het openbaar domein ambtshalve herstellen of laten herstellen. De prijs van het herstel van het openbaar domein, desgevallend inclusief de prijs van het afvalbeheer overeenkomstig de vigerende regelgeving, wordt ingevorderd ten laste van de overtreder.”.

Art. 50. In artikel *8bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 22 december 2010 en vervangen bij het decreet van 24 november 2016, worden de paragrafen 3 tot 7 opgeheven.

Art. 51. In artikel 9 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 22 december 2010 en 24 november 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1, tweede lid, wordt 3^o opgeheven;

2^o in paragraaf 1, wordt het derde lid opgeheven;

3^o in paragraaf 10, worden het tweede en het derde lid opgeheven.

Art. 52. Artikel 3 van het decreet van 26 mei 2016 betreffende de slepen van langere en zwaardere voertuigen (LZV's of ecomobi's) in het kader van proefprojecten, wordt opgeheven.

Art. 53. In artikel 42 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 23 maart 1999, 19 oktober 2015 en 4 mei 2016, wordt een 8^o toegevoegd, luidend als volgt :

“aan het Waals Gewest, in het kader van het beroep bedoeld in artikel 29 van het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid, aan de bevoegde dienst bedoeld in artikel 27, 1^o, van hetzelfde decreet.”.

Art. 54. In artikel 36 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming voor de zorg van minderjarigen die een als overtreding aangemerkte handeling hebben gepleegd en voor de vergoeding van de door die handeling veroorzaakte schade, gewijzigd op 19 juli 2013, wordt een 7^o toegevoegd, luidend als volgt :

“7^o de beroepen ingesteld krachtens artikel 29, § 1, derde lid, van het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid.”.

Art. 55. In artikel 601*ter* van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 mei 1999 en gewijzigd bij de wetten van 24 juni 2013 en 15 juli 2013, wordt een 6^o toegevoegd, luidend als volgt :

“ 6^o het beroep tegen de beslissing tot oplegging van een administratieve geldboete, vermeld in artikel 29 van het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid.”.

Art. 56. In artikel 2, § 2, van het decreet van 29 oktober 2015 houdende oprichting van begrotingsfondsen inzake wegen en waterwegen, worden de punten 5^o tot 9^o opgeheven.

Art. 57. In artikel 5 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

“ § 2. Met uitzondering van de ontvangsten voor een maximumbedrag van 43.950.000 € dat rechtstreeks wordt gestort op de algemene ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest, worden de volgende ontvangsten bestemd voor het in § 1 bedoelde Fonds :

1^o de ontvangsten die hoger zijn dan dit bedrag, voortvloeiend uit de onmiddellijke inningen, transacties, betaalopdracht en strafboetes gebonden aan de overtredingen van de reglementering inzake verkeersveiligheid die vallen onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest en die hem worden toegekend naar gelang van de plaats van de overtreding overeenkomstig artikel 2*bis* van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

2^o de strafboetes gebonden aan de overtredingen van de reglementering inzake verkeersveiligheid die vallen onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest.”.

Art. 58. In artikel 5, § 3, van hetzelfde decreet worden de punten 4° tot 13 toegevoegd :

4° het herstellen van schade aan het wegen- en autosnelwegennet;

5° de aanleg en het onderhoud van het wegen- en autosnelwegennet, met inbegrip van de interventies ten gunste van de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructuur), hierna SOFICO genoemd;

de betaling van de in het kader van het Europees CENTRICO-programma uitgevoerde werken en studies;

7° de financiering van het "Agence wallonne pour la Sécurité routière" (Waal Agentschap voor Verkeersveiligheid);

8° de financiering van uitgaven om het regionale wegennet veilig te stellen, met inbegrip van de behandeling van zijdelingse obstakels op regionale wegen door middel van uitgaven voor civiele techniek, weguitrusting en -diensten;

9° de financiering van de activiteiten en controle-instrumenten van de domaniale politie;

10° de financiering van databanken en beheersinstrumenten voor het vervoer van gevaarlijke goederen en het uitzonderlijk vervoer over de weg;

11° de financiering van databanken en hulpmiddelen voor het beheer van de bewegwijzering en het contactpunt met de beheerders van de geolokalisatiekaarten;

12° het gebruik van nieuwe technologieën en procedures om de doeltreffendheid van de controles die nodig zijn om de veiligheid van de weggebruikers te waarborgen, te vergroten, met inbegrip van de financiering van activiteiten voor de goedkeuring van meetinstrumenten in het kader van de regionale bevoegdheden op het gebied van de verkeersveiligheidscontrole;

13° subsidies voor studies en proefprojecten in de wegen- en autosnelwegsector."

HOOFDSTUK XVI. — Slotbepaling

Art. 59. Dit besluit treedt uiterlijk op 1 juni 2022 in werking, met uitzondering van de artikelen 13, 23 en 31. De regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van dit decreet. De Regering kan verschillende data van inwerkingtreding bepalen voor elke bepaling.

De bij de inwerkingtreding van dit decreet lopende procedures blijven onderworpen aan de wettelijke en reglementaire bepalingen die van kracht waren op het moment dat de procedure werd ingeleid.

Dit decreet is slechts van toepassing op overtredingen die zijn gepleegd na de inwerkingtreding van het decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 4 april 2019.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waalse Parlement 1299 (2018-2019) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 3 april 2019.

Bespreking.

Stemming.